

La Police des Etrangers en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Mai 1937 à 14 heures

par

René REY

Commissaire de Police

MEMBRES DU JURY :

Président : M. MESTRE, Professeur
Suffragants : MM. ROLLAND, Professeur
HUGUENEY, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES
96, Galerie Beaujolais - Palais-Royal

1937

La Police des Etrangers en France



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Police des Etrangers en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Mai 1937 à 14 heures

par

René REY

Commissaire de Police

MEMBRES DU JURY :

Président : M. MESTRE, Professeur

Suffragants : MM. ROLLAND, Professeur
HUGUENEY, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais-Royal

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Le Code du 3 Brumaire An IV définissait ainsi qu'il suit la police et sa mission: « La police est instituée pour maintenir l'ordre public, la liberté, la propriété, la sûreté individuelle... » La police administrative a pour objet le maintien habituel de l'ordre public, elle tend principalement à prévenir les délits. Elle garantit en particulier la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. C'est pour pouvoir surveiller efficacement les étrangers qu'on a institué une police spéciale les concernant, police qui les oblige à se soumettre à certaines formalités.

L'étranger, dit le « Nouveau Dictionnaire Pratique de Droit, par R. Savatier, 1933 », est toute personne n'ayant pas la nationalité française ; la façon d'acquérir ou de perdre celle-ci est réglée par la loi du 10 Août 1927. On comprendra donc parmi les étrangers les individus sans nationalité, appelés *heimatlos* ou *apatrides* ; mais il ne faut pas y mettre les sujets français, c'est-à-dire les indigènes de nos colonies proprement dites. Toutefois un caractère mixte entre le national et l'étranger peut être attribué aux ressortissants français, c'est-à-dire aux sujets des pays placés sous le protectorat français ou sous le mandat de la France. Mais qu'entend-on par nationalité ? C'est, pour reprendre une définition de M. Weiss, « le lien qui rattache une personne à une nation déterminée ». Mais il existe également des personnes qui ne sont attachées à aucune nation ; elles n'ont donc pas de nationalité. Cer-

tains de ces apatrides, les réfugiés, ont d'ailleurs été placés sous la protection de la S.D.N. et on a proposé le mot de « nationalité internationale ».

Traitant d'un sujet ressortissant uniquement au droit administratif, nous nous bornerons à étudier la réglementation à laquelle sont soumis les étrangers, sans entrer dans l'étude de la condition des étrangers qui ressortit du droit privé. D'autre part, nous n'étudierons cette réglementation qu'au regard des étrangers pénétrant en France métropolitaine.

Le nombre important d'étrangers actuellement en France montre assez l'importance de cette question qu'est la police des étrangers. La France est un pays d'immigration ; au dernier recensement du 8 mars 1936, la population étrangère s'élevait à 2.453.507 sur une population totale de 41.905.968 habitants.

Nous traiterons le sujet en nous conformant au plan suivant :

I. — *Historique de la réglementation concernant les étrangers :*

- 1° L'ancien régime.
- 2° La Révolution.
- 3° L'époque moderne jusqu'à la guerre de 1914.

II. — *Etude de la réglementation actuelle :*

- 1° La doctrine.
- 2° Entrée en France :
 - a) Le passeport ;
 - b) Le certificat Nansen ;
 - c) Le régime spécial aux salariés.

3° Séjour en France :

- a) Les étrangers en général ;
- b) Dispositions supplémentaires spéciales aux salariés ;
- c) Catégories spéciales (Artisans, Touristes, Protégés français, Frontaliers, Stagiaires, Emigrants en transit, Réfugiés, Déserteurs, Nomades) ;
- d) Protection de la main-d'œuvre nationale et obligations imposées aux personnes qui ont des rapports avec les étrangers ;
- e) Dispositions pénales ;
- f) Dispositions fiscales (Etude théorique de la taxe — Taux et perception des droits — Pénalités de retard — Timbrage des cartes d'identité).

4° Sortie de France :

- A. Sortie volontaire ;
- B. Sortie forcée :
 - a) Refoulement ;
 - b) Expulsion.

III. — *Fonctionnement du service des étrangers dans les Préfectures, Mairies, Commissariats.*

IV. — *Etude critique de la réglementation.*

V. — *Conclusion.*

N.B. — C.I. signifie : Circulaire du Ministère de l'Intérieur.

I. Historique de la Réglementation concernant les Etrangers

1. L'ANCIEN REGIME

Dans notre ancienne France, c'était le *jus soli* et non le *jus sanguini* qui réglait la nationalité ; on était régnicole ou aubain selon que l'on était né en France ou à l'étranger. L'étranger obtenait d'ailleurs assez facilement des lettres de naturalité.

Sous l'aire féodale, inaugurée par le capitulaire de Kiersy-sur-Oise, les étrangers sont désignés sous le nom d'« épaves » et surtout d'« aubains », terme qui primitivement s'appliquait aux Ecossais, alors le peuple le plus nomade de la terre. Jusqu'à Saint Louis, les aubains furent réduits en servage; ce n'est qu'au 15^e siècle que la servitude fut remplacée par le droit d'aubaine. Mais les mesures officielles relatives aux étrangers revêtirent tout d'abord uniquement un caractère fiscal (Dès 1315 les étrangers qui voudront rester dans le royaume « paieront cent sols par cent livres de leur avoir annuellement ». L'ordonnance de Janvier 1563 sur la police du royaume impose aux banquiers étrangers une forte caution de 50.000 écus).

Vers le milieu du 16^e siècle, le pouvoir royal prit les premières mesures de répression à l'égard des bohémiens, égyptiens et nomades de toutes sortes. Par édit du 24 Juin 1539 il « défendit l'entrée du royaume aux bohémiens et enjoignit à ceux qui s'y trouvaient d'en sortir ». Mal

observé, cet édit dut être renouvelé fréquemment en prévoyant même des aggravations de peines (galères) (Orléans 1560, arrêt du Parlemeent de Paris 1612, édit du 11 Décembre 1666). A côté de ces mesures exceptionnellement sévères, nous trouvons dans l'ancienne France toute une série d'ordonnances relatives à la police des étrangers. Il leur était défendu de porter des armes et cette interdiction fut instamment renouvelée lors du meurtre du duc d'Orléans, frère de Charles VII, en 1407 (collection Lamoignon, 3^e volume, p. 453). A la même époque, des lettres patentes du roi défendaient aux hôteliers de loger aucune personne sans le faire savoir aussitôt au Prévôt de Paris, et aux bourgeois de la ville, de louer leurs maisons sans le faire savoir pareillement. En principe cette déclaration resta obligatoire jusqu'à la Révolution et de fréquentes ordonnances en rappelèrent la nécessité ; d'ailleurs, les officiers de la couronne eurent mission de surveiller attentivement la population exotique.

Quant au passeport exigé à l'entrée ou à la sortie du royaume, il n'était pas spécial à l'étranger et devait être présenté par tout voyageur. A la fin du 17^e siècle (ordonnances royales du 12 Juin 1669 et du 2 Novembre 1677) l'obligation, après avoir été imposée, en fut abolie (édit du 28 Juin 1686) pour être consacrée définitivement par l'ordonnance royale du 29 Juin 1745.

En résumé, au moment de la Révolution de 1789, les étrangers étaient soumis à un régime relativement doux : ils payaient la taxe mais pouvaient circuler librement. De plus certains étrangers étaient dispensés du droit d'aubaine (incapacité de succéder et de transmettre à cause de mort), c'étaient ceux qui rendaient des services à la France. A la veille de la Révolution, peu d'étrangers y étaient soumis.

A noter que l'on retrouve aujourd'hui des mesures qui ont été préconisées sous l'ancien régime. C'est ainsi qu'Henri IV lutta contre le débauchage et l'instabilité à propos des ouvriers hollandais qui étaient très recherchés pour leurs qualités et leur expérience « Nous avons défendu et défendons à toutes personnes, sous peine de mille livres d'amende, moitié de laquelle appartiendra aux employeurs et l'autre moitié à Nous, et de plus grandes peines s'il y échoit, de débaucher, ou faire débaucher les gens ouvriers desdits entrepreneurs et avons ordonné et ordonnons que les étrangers qu'ils auront fait venir en France à rester à leur service et ne pourront, de 3 ans après, servir d'autres ni travailler » (Art. 24 de l'édit de 1607 — Arch. Nat. H1 1512).

2. LA REVOLUTION

Au nom des Droits de l'Homme et du Citoyen, l'Assemblée Constituante supprima toutes les dispositions antérieures et décréta l'égalité absolue entre nationaux et étrangers. « La France libre doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre en les invitant à jouir, sous un gouvernement libre, des droits sacrés et inaliénables de l'humanité ».

Mais l'Assemblée comprit bientôt le danger de ne pas surveiller les étrangers dont beaucoup faisaient de l'espionnage. Aussi fit-on machine arrière et remit-on en vigueur, en les aggravant même, les mesures de police de l'ancien régime.

De nombreuses décisions organisèrent des mesures de police spéciales concernant les étrangers. Les unes s'appliquaient à la surveillance des hôtels : elles prescrivaient de

relever le nombre et la qualité des étrangers qui y prenaient logement (26 Avril 1790 — Bibliothèque Nat. Mss, fr. 2671, f° 160) ; ordonnaient la visite des hôtels garnis pour relever les noms, pays, demeures, motifs de l'arrivée et du séjour des étrangers (6 Décembre 1791 — Arch. Parl., procès-verbaux section de Paris) ; ordonnaient aux habitants de Paris de déclarer les noms et les qualités des étrangers, domiciliés à Paris, qu'ils logaient chez eux, sous peine de poursuites correctionnelles (Décret du 1^{er} Août 1791) et établissaient les moyens de surveiller ceux qui logaient dans des appartements ou des maisons bourgeoises pour échapper à la police des garnis (5 Février 1792 — Arch. Nat. A.A.46, n° 1361).

Le décret des 1^{er} Février, 28 Mars 1792 prescrivit formellement que toute personne qui voudra voyager en France sera tenue de se munir d'un passeport contenant son âge, sa profession, son signalement, son domicile et sa qualité de Français ou d'étranger.

D'autres mesures réglementaient l'arrivée des étrangers à Paris, prescrivaient des moyens propres à atténuer les effets de leur affluence dans la capitale (Février 1792 — Arch. Nat., A.A.46, n° 1361) ; ordonnaient d'en relever le nombre et la qualité (Juin 1792 — Arch. Nat., F136, 881) ; enjoignaient aux étrangers demeurant à Paris de faire la déclaration de résidence (Décret du 19 Septembre 1792).

Sous la Convention, les mesures de police devinrent plus sévères encore. Par un décret du 26 Février 1793, cette assemblée enjoignait aux propriétaires de déclarer à leur municipalité le nom des étrangers résidant chez eux. Le mois suivant, par un décret du 23 Mars 1793, elle établissait dans chaque commune un comité chargé de recevoir les déclarations de séjour des étrangers qui y résidaient ou

pourraient y résider ; un délai de huit jours était imparti à l'étranger pour faire sa déclaration, passé ce délai il serait chassé de la commune et tenu de quitter dans les huit jours le territoire de la République sous peine de se voir poursuivi et condamné à dix ans de fers.

Sous la Convention fonctionnaient aussi des comités de surveillance des étrangers, organisés par délibération du Comité de Salut Public (Arch. Nat. A.F. II, 46, f° 79). On finit même par ordonner la délivrance de cartes de sûreté aux étrangers qui séjournaient dans Paris d'où ils pouvaient du reste se voir expulsés (Juin 1793 — Arch. Nat. C., 355, n° 1864).

De nouvelles mesures de sûreté furent prises le 24 Vendémiaire An II, relativement aux étrangers originaires de nations ayant pris les armes contre la France ; la Convention décréta l'arrestation de ceux qui ne pourraient donner des preuves de leur civisme et d'attachement à la Révolution Française, les étrangers convaincus d'espionnage devant en outre être punis de mort. Quant aux étrangers originaires des nations qui n'étaient pas en guerre avec la France, au cas où leur civisme ne pouvait être attesté et où leur certificat d'hospitalité leur était refusé, ils étaient expulsés du territoire de la République dans le délai de quinze jours. La loi du 24 Vendémiaire An II (15 Octobre 1793) sur la mendicité ordonna de reconduire à la frontière tout mendiant étranger. Ce décret du 24 Vendémiaire An II, titre 3, article 6, décidait : « tout mendiant reconnu étranger sera conduit sur la frontière de la République, aux frais de la nation ; il lui sera passé trois sous par lieue jusqu'au premier village du territoire étranger. »

La loi du 23 Messidor An III (11^e Juillet 1795) ordonna l'expulsion de tous les étrangers ressortissants de puissances

en guerre avec la France s'ils n'y étaient domiciliés avant le 1^{er} Janvier 1792. « Ils sortiront des communes où ils se trouvent, ajoutait le décret de la Convention, dans les trois jours à partir de la publication de la présente loi ; il leur sera en outre accordé un jour à raison de sept lieues du point de leur départ jusqu'à la frontière. » L'article 4 de la même loi prescrivait l'arrestation de tous les étrangers qui se trouvaient sur le territoire passé le délai, de même que de ceux qui s'écarteraient de l'itinéraire tracé sur les passeports à eux délivrés, car les étrangers devaient indiquer aux municipalités et, à Paris, aux comités civils de section, la route qu'ils entendaient suivre. L'article 9 ordonnait à l'étranger arrivant dans une commune frontière de la République de « se présenter à la municipalité pour y déposer son passeport qui sera envoyé de suite au Comité de Sûreté Générale pour y être visé ; l'étranger demeurera, en attendant, sous la surveillance de la municipalité qui lui donnera une carte énonciative de la surveillance. »

Le 25 Thermidor An III la Convention Nationale abrogea l'article 4 de la loi précédente et décréta que « tout étranger qui ne se sera pas conformé aux articles de ladite loi sera poursuivi comme espion et puni comme tel », c'est-à-dire de la peine de mort.

La même loi punissait de six mois d'emprisonnement le recel d'étranger.

Sous le Directoire une loi du 21 Floréal An IV ordonna à « tous particuliers nés hors du territoire de la République qui ne seraient pas attachés par leurs fonctions au corps diplomatique ou qui ne seraient pas établis dans le département de la Seine avant le 14 Juillet 1789, de sortir dudit département dans l'espace de trois fois vingt-quatre heures

après la publication de la loi et de se tenir à dix lieues au moins de la commune de Paris. »

La loi du 28 Vendémiaire An VI permit d'expulser du territoire de la République, par simple mesure administrative, les étrangers qui refusaient d'obéir aux lois, de même que ceux dont la présence était de nature à causer quelque embarras au gouvernement. Elle obligeait tout individu, français ou étranger, voyageant en France ou changeant simplement de localité, à produire un passeport qui devait être demandé à l'administration centrale du département où il se trouvait. Elle plaçait en outre tous les étrangers sous la surveillance du Directoire Exécutif. « Article 7 : Tous étrangers voyageant à l'intérieur de la République, ou y résidant sans avoir de mission des puissances neutres ou amies reconnues du gouvernement français ou sans avoir acquis le titre de citoyen, sont mis sous la surveillance spéciale du Directoire Exécutif qui pourra leur retirer leur passeport et leur enjoindre de sortir du territoire français s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la tranquillité publique. »

Bien que tombée en désuétude cette loi subsista jusqu'à celle du 3 Décembre 1849.

Sous le Consulat signalons une loi du 12 Messidor An VIII qui donnait au Préfet de Police à Paris le droit de délivrer des passeports aux étrangers voulant voyager à l'intérieur de la République, de leur délivrer des cartes de sûreté et d'hospitalité, enfin d'accorder des permissions de séjour aux voyageurs désireux « de résider plus de trois jours. »

3. EPOQUE MODERNE

En 1810, l'article 272 du Code Pénal vint compléter le décret de Vendémiaire An II : « Les individus déclarés vagabonds par jugement pourront, s'ils sont étrangers, être conduits par les ordres du gouvernement hors du territoire de l'Empire » (L'autorité judiciaire ne peut ordonner dans son jugement que l'étranger vagabond sera reconduit à la frontière ; ce droit appartient au gouvernement — Cass. 9 sept. 1826, 6 Déc. 1832, 15 Juin 1837).

Cet article est encore en vigueur aujourd'hui.

Le gouvernement de Louis-Philippe fit voter la loi sur les réfugiés politiques du 21 Avril 1832 ; cette loi fut prorogée par celles du 1^{er} Mai 1834 et du 24 Juillet 1839.

L'article 1^{er} de la loi de 1832 autorisait le gouvernement « à réunir dans une ou plusieurs villes qu'il désignera, les étrangers réfugiés qui résideront en France. » En vertu de l'article 2, le gouvernement « pourra les astreindre à se rendre dans celle de ces villes qui leur sera indiquée ; il pourra leur enjoindre de sortir du royaume s'ils ne se rendent pas à cette destination ou s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la tranquillité publique. » L'article 3 disait que cette loi ne pourrait être appliquée aux étrangers réfugiés qu'en vertu d'un ordre signé d'un ministre. La loi de prorogation de 1834 ajoutait une sanction : « Tout réfugié étranger qui n'obéira pas à l'ordre qu'il aura reçu de sortir du royaume ou qui, ayant été expulsé, rentrera sans autorisation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois. » Cette pénalité ne s'appliquait pas aux étrangers visés par l'article 272 du Code Pénal, ni aux étrangers voyageant en France, mais aux seuls

réfugiés. On admettait que la loi de l'an VI et celle de 1832 s'appliquaient simultanément.

La loi de prorogation de 1839 permit aux étrangers réfugiés qui avaient demeuré en France, ou servi sous le drapeau pendant cinq ans, de changer de résidence sans l'autorisation du gouvernement, sur simple avis préalable du changement donné au préfet, à condition qu'ils n'aient subi aucune condamnation criminelle ou correctionnelle. Toutefois l'autorisation du gouvernement continuera à leur être nécessaire pour résider dans le département de la Seine et dans un rayon de seize myriamètres de la frontière des Pyrénées.

La part considérable que prirent les étrangers à la Révolution de 1848 devait amener le législateur à intervenir, d'où le vote de la loi du 3 Décembre 1849, toujours en vigueur, et que nous étudierons à propos de l'expulsion.

A la fin du 19^e siècle, en raison de la grande augmentation du nombre des étrangers en France, le gouvernement prit le décret du 2 Octobre 1888 qui astreignait, dans le délai de quinze jours à partir de son arrivée, tout étranger non admis à domicile, qui s'établissait en France avec la pensée d'y faire un séjour prolongé, à faire à la mairie de sa résidence une déclaration concernant son identité, sa nationalité et celle de sa femme et de ses enfants mineurs, ses moyens d'existence, et à renouveler cette déclaration à la mairie de sa nouvelle résidence en cas de changement de domicile. La déclaration ne donnait pas lieu à la perception d'une taxe. Ce décret ne concernait pas les étrangers qui étaient momentanément de passage sur notre territoire, c'est ainsi que les ambulants et les nomades échappaient à la réglementation.

Ce décret fut abrogé par celui du 2 Avril 1917 qui créa la carte d'identité.

Le 8 Août 1893, le Parlement vota une loi, modifiée et complétée sur certains points par la loi du 16 Juillet 1912 sur les professions ambulantes, intitulée « Loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national », créant l'immatriculation qui obligeait tout étranger non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, à faire personnellement au maire ou au commissaire de police, délégué à cet effet par le maire, dans les huit jours de son arrivée, une déclaration de résidence *individuelle* en justifiant de son identité. Cette déclaration était reçue sur un registre d'immatriculation dont chaque feuillet était divisé en deux : le talon et l'extrait du registre d'immatriculation. Celui-ci était délivré au déclarant dans la forme des actes de l'état civil et moyennant les mêmes droits. En cas de changement de commune l'étranger devait faire viser son extrait d'immatriculation à la mairie ou au commissariat de police dans les 48 heures de son arrivée.

L'article 3 a prévu des pénalités contre ceux qui commettent une infraction à la loi. Le § 1 rend passible d'une peine de 50 à 200 frs l'étranger qui n'aura pas fait la déclaration dans le délai déterminé ou qui n'aura pas fait viser son certificat d'immatriculation en cas de changement de résidence ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition.

Le § 2 prévoit un emprisonnement de 2 à 6 mois et une amende de 100 à 300 frs, et, s'il y a lieu, l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français, pour celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte, qui aura dissimulé ou tenté de dissimuler son identité au moyen de faux papiers, même lorsque l'usage

ou la tentative d'usage de faux papiers ne saurait avoir pour effet de porter une condamnation au casier judiciaire d'un tiers.

Le § 3 rend passible d'en emprisonnement de un à six mois l'étranger expulsé du territoire français et qui y serait rentré sans l'autorisation du gouvernement. Il sera, à l'expiration de sa peine, reconduit à la frontière.

L'article 4 a décidé que les produits des amendes prévues par la présente loi seront attribués à la caisse municipale de la commune de la résidence de l'étranger qui en sera frappé.

La loi de 1893 n'ayant pas abrogé le décret de 1888 qui vise tout autre chose, il y avait en France, au début du 20^e siècle, trois catégories principales d'étrangers :

1^o Ceux qui, établis en France et n'exerçant aucune profession, étaient soumis au décret de 1888; 2^o ceux qui relevaient de la loi de 1893 ; 3^o ceux qui, ne séjournant que momentanément en France, n'avaient aucune formalité à remplir.

L'article 2 de la loi de 1893 prévoyait des peines de simple police contre l'employeur qui avait à son service un étranger non muni d'un certificat d'immatriculation ; il a été abrogé par la loi du 26 Novembre 1912.

D'autre part, dans un but de simplicité financière, les formalités et les pièces prescrites par cette loi se trouvant implicitement suppléées par les formalités et la carte d'identité instituées par le décret du 2 Avril 1917 et les textes subséquents, un décret-loi du 30 Octobre 1935, art. 5, abrogea les articles premier et 3, § 1 de la loi de 1893.

Il ne reste donc plus en vigueur, à l'heure présente, que les alinéas 2 et 3 de l'article 3 et l'article 4.

Le 16 Juillet 1912, le Parlement vota la loi sur les pro-

fessions ambulantes qui contient, en particulier, des dispositions concernant spécialement les nomades étrangers.

Enfin, le 2 Août 1914, fut pris un décret relatif aux mesures à prendre à l'égard des étrangers stationnés en France. En vertu de ce décret, tout étranger devait faire connaître son identité au commissariat de police, à la mairie ou à l'administrateur de sa résidence. Les étrangers ressortissants de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie devaient évacuer la région nord-est ainsi qu'une partie de la région sud-est. Toutefois, on leur laissait la faculté ou de sortir du territoire ou de se retirer à l'intérieur. Les mêmes dispositions étaient applicables aux étrangers stationnés dans les camps retranchés de Paris et de Lyon et appartenant aux mêmes nationalités. S'ils étaient autorisés à rester en France, il leur était délivré un permis de séjour et ils ne pouvaient se déplacer ultérieurement que munis d'un sauf-conduit destiné à constater leur identité.

II. Etude de la Réglementation actuelle

Elle prend son point de départ dans le décret du 2 Avril 1917 qui a créé la carte d'identité.

1° LA DOCTRINE

Ce fut pendant longtemps une théorie indiscutée que les droits de souveraineté et d'indépendance reconnus aux états leur permettaient de fermer leur territoire aux étrangers, de même qu'ils pouvaient empêcher leurs nationaux d'émigrer. Mais l'idée de communauté internationale n'est pas compatible avec cette éviction ; chaque nation n'est plus considérée comme un champ clos séparé de l'univers. La Révolution française, qui a proclamé les Droits de l'Homme et du Citoyen, a été le point de départ du droit nouveau ; l'homme est envisagé uniquement en tant qu'être raisonnable, abstraction faite de l'idée de nationalité.

Pendant longtemps, « l'individu, comme tel, n'était ni membre ni sujet de la communauté internationale » (Politis, *Les Nouvelles Tendances du Droit International*, 1927, p. 55). « Dans la vie juridique des peuples, l'individu n'apparaissait que derrière l'organisation politique dont il faisait partie » (Politis, *op. cit.*, p. 57) ; aujourd'hui, à la suite d'un mouvement de doctrine, « au vieux droit des gens qui ne voyait pas plus loin que les états, s'est substitué un nouveau droit qui, au-dessus de l'état, voit l'homme... vraie

fin du droit international » (La Pradelle, La question chinoise, dans la Revue Générale de Droit International Public, 1901, pp. 339 et 340).

« On trouverait difficilement un internationaliste soutenant encore aujourd'hui le principe de la souveraineté absolue. La doctrine classique, celle qui s'est formée à partir du 16^e siècle, avait nettement pour but d'appuyer les prétentions des monarques soucieux de rejeter tout contrôle extérieur. La nouvelle conception, dite de la souveraineté limitée, impliquerait pour l'Etat des pouvoirs dérivant directement du droit international » (G. Scelle, Précis de Droit des Gens, 2^e partie).

De nos jours la liberté d'aller et venir est en principe reconnue à l'étranger ; il peut pénétrer sur notre territoire, y voyager, y résider et en sortir librement. Mais s'il n'est plus question d'interdiction générale ou absolue (l'évolution des esprits et des mœurs ayant condamné les abus du principe de la souveraineté territoriale absolue de l'Etat), on admet que ce droit peut être suspendu ou subir des restrictions.

La doctrine libérale fut cependant assez longue à s'établir et de nombreux auteurs furent encore partisans de la souveraineté absolue de l'Etat, à la suite de Vattel et de Martens. Elle s'affirma dans Blüntschi, Mancini, Pasquale Fiore, le professeur Weiss.

Le professeur Blüntschi, de Zurich, a dit : « L'Etat n'a jamais le droit d'interdire aux étrangers par mesure générale l'entrée de ses frontières et de se retrancher ainsi du commerce des nations. » « La souveraineté des Etats n'est pas un droit absolu, ils font partie de l'humanité et sont tenus de respecter les liens qui unissent les nations entre elles ; leur souveraineté est limitée par le droit

international » (Blüntschli, Droit International Codifié, §§ 381 et 383).

Et Pasquale Fiore (Nouveau Droit International Public) a dit aussi : « Si le gouvernement de chaque nation peut prendre toutes les mesures opportunes pour prévenir les dangers dont les étrangers pourraient menacer la société, s'il peut par des règlements établir les conditions de leur entrée et de leur demeure, il ne peut néanmoins interdire arbitrairement aux étrangers l'entrée du territoire national ». « On doit considérer comme contraires aux principes du droit international garantissant la liberté les mesures préventives de toute nature qui, sans motif raisonnable d'ordre public, empêchent les étrangers d'entrer librement, de circuler et de résider dans l'Etat ».

Pinheiro-Ferreira, dans ses « Notes sur De Martens », conclut à une assimilation complète entre les étrangers et les nationaux et refuse, aux gouvernements, même le droit de prendre des mesures de police préventives pour assurer l'ordre public, mesures qu'il qualifie de « mesures vexatoires aussi contraires à la liberté naturelle du citoyen qu'aux devoirs de l'hospitalité envers l'étranger ».

En France, M. Weiss reconnaît aussi aux étrangers le droit de séjour « par le seul fait qu'il existe, tout être humain a droit à la protection sociale sur quelque territoire qu'il habite, quel que soit son sexe, son âge, quelle que soit sa religion, quelle que soit sa nationalité (Traité Théorique et Pratique de Droit International Privé, tome II, Le droit de l'étranger, p. 1).

M. Scelle, dans son « Précis de Droit des Gens », deuxième partie, dit « La liberté d'aller et de venir est aussi une des formes de la liberté corporelle, l'individu attaché au sol d'un état est déjà esclave ou serf ». Il faut

distinguer d'ailleurs, d'une part, la liberté d'émigration, d'autre part, la liberté d'immigration et d'établissement. L'idéal à atteindre ce serait la liberté complète de migration (émigration, immigration, établissement).

Aujourd'hui, si on reconnaît aux gouvernements un pouvoir de réglementation indispensable (ou simplement utile), on n'admet pas qu'ils puissent interdire ou prohiber arbitrairement l'émigration ou l'immigration. Le principe de la liberté d'émigration s'impose avec plus de force encore que celui de la liberté d'immigration, car empêcher un individu de quitter son pays c'est l'attacher à la glèbe. En ce qui concerne l'immigration, il est nécessaire de laisser aux gouvernements une certaine possibilité de décision, d'opportunité. « Un Etat ne peut pas se faire le réceptacle des indésirables de l'univers ». Des conditions s'imposent soit en matière sanitaire, soit en matière de sécurité, soit en matière économique, soit même en matière morale. L'Etat peut donc continger l'immigration, écarter les indésirables, voire même fermer temporairement ses frontières (en cas de troubles intérieurs ou extérieurs, par exemple), mais il ne peut se refuser délibérément à toute immigration et établissement d'étrangers, ni faire de discrimination de provenance basée sur la race, la nationalité ou l'origine.

« La liberté d'émigrer et d'immigrer resterait inutile, si elle n'était pas complétée par l'établissement. On entend par là, la faculté juridique reconnue aux étrangers de résider sur le territoire de tout état, d'y exercer leur activité économique et sociale, et de bénéficier comme les nationaux, des compétences nécessaires à l'exercice de leurs activités individuelles » (G. Scelle, Précis de Droit des Gens).

Au progrès des idées démocratiques s'ajoutent le développement prodigieux des moyens de communication et l'abaissement des prix de transport pour faire de la liberté de circulation internationale un véritable droit. Toutefois, ce courant libéral a été contrarié, surtout depuis la dernière guerre, par un courant restrictif ; celui-ci est dû en grande partie au développement du nationalisme. Tout groupement collectif qui prend une haute idée de lui-même tend nécessairement à exclure quiconque ne fait pas partie du groupement ; ce phénomène est encore plus fort s'il vient se mêler une question de race (ex. race jaune aux U.S.A.). Deux notions dominent donc le statut des étrangers : celle de démocratie et celle de sécurité de l'Etat.

La démocratie demande l'égalité de l'étranger au national, par conséquent le libre accès au territoire.

La sécurité de l'Etat laisse planer sur l'étranger un soupçon qui ne sera levé qu'après plus ample information. La notion de sûreté de l'Etat ne comprend pas seulement la sûreté politique et militaire, elle englobe également la protection de l'économie nationale parce que celle-ci constitue un élément essentiel de ce qu'on a appelé « le potentiel de guerre » de chaque nation. Aussi l'ampleur même de cette notion oblige-t-elle à de sévères restrictions de la liberté individuelle.

En effet, nombreux sont les inconvénients de l'entrée et du séjour des étrangers en France. Au point de vue économique les travailleurs étrangers sont souvent originaires de pays où le niveau de vie est inférieur à celui du travailleur français et les traités de travail qui prévoient l'égalité de salaire entre nationaux et étrangers ne sont pas toujours rigoureusement observés ; d'autre part, les étrangers peuvent se diriger vers une branche de pro-

duction encombrée et déclancher ainsi une crise de chômage. Il est à remarquer également que les envois d'argent faits par ces ouvriers à destination de leurs familles restées à l'étranger, constituent un élément défavorable pour la balance des comptes.

Au point de vue de l'ordre et de la sécurité publique, il faut remarquer que la plus grande partie des étrangers qui viennent travailler en France appartiennent à la classe pauvre et méconnaissent souvent les règles d'hygiène. De plus, à côté de la santé physique il y a aussi la moralité de l'individu et celle-ci est loin d'être excellente pour un certain nombre. Lors de l'immigration collective surtout, les pays étrangers en profitent pour se débarrasser de gens qui ne sont pas toujours très recommandables. On en a eu un exemple en 1922. Lorsque des convois de Polonais sont arrivés dans le bassin minier du nord de la France, les affaires correctionnelles et criminelles ont grandi dans une proportion énorme : il fallut procéder à de nombreuses expulsions pour ramener le calme dans le pays.

En outre, il se forme ainsi en France des îlots d'éléments étrangers qui ont conservé leurs coutumes et l'attachement à leur pays, telles les cités polonaises du bassin minier du Pas-de-Calais pour ne prendre qu'un exemple. Lisant des journaux écrits dans leur langue nationale, conservant leur religion et la pratiquant, formant des sociétés semblables à celles qui existent dans leur pays, soutenus fortement par leurs autorités consulaires, ces étrangers constituent dans le pays une force.

Mais quelque grands que soient ces inconvénients, il ne saurait être question, bien entendu, d'interdire aux étrangers l'accès de notre sol. Toutefois il convient de

contrôler leur entrée et leur séjour, afin de pallier, dans la mesure du possible, à ces inconvénients.

Les libertés individuelles des étrangers sont protégées par les mêmes lois que les libertés individuelles des Français. Ces lois sont en effet des lois de police et de sûreté applicables à tous ceux qui se trouvent sur le territoire. Toutefois la liberté des étrangers de circuler et de séjourner en France subit diverses restrictions. Il n'y faut pas comprendre la nécessité, pour entrer en France en venant de certains pays, d'être munis d'un passeport ; en effet la nécessité du passeport gêne en fait aussi bien les Français franchissant la frontière que les étrangers. Les restrictions à la liberté individuelle des étrangers sont de trois sortes : 1° ils doivent dans certains cas se procurer et conserver une carte d'identité ; 2° ils sont soumis à certaines mesures permanentes de surveillance (obligation des loueurs en garni, visas de changement de domicile) ; 3° ils sont toujours sous le coup d'une expulsion possible par simple mesure administrative.

2. ENTREE EN FRANCE

Les étrangers entrant en France sans intention d'y occuper un emploi salarié sont astreints à la production d'un passeport portant un visa (sauf exception). Nulle autre condition n'est exigée d'eux pour leur entrée en France sauf aux frontières de mer où, par application de la législation sur la police sanitaire maritime, ils sont soumis à un contrôle médical.

Ceux qui viennent en France pour y occuper un emploi salarié sont soumis à des conditions supplémentaires, en particulier à la production d'un contrat de travail et d'un certificat sanitaire.

Enfin les étrangers qui ne peuvent obtenir un passeport doivent produire un certificat Nansen ou un titre d'identité et de voyage, ce sont les apatrides ou heimatlos.

a) PASSEPORTS

En vigueur sous l'ancien régime, le passeport a été minutieusement réglementé sous la Révolution. Les textes en vigueur sur ce point sont les lois des 1^{er} Février, 28 Mars 1792 et 28 Vendémiaire An VI (abrogées par le décret-loi du 24 Juillet 1934, art. 11, qui supprime le passeport pour l'intérieur) et la loi du 23 Messidor An III.

La réglementation fut appliquée strictement sous l'Empire et la Restauration.

A partir de la Monarchie de Juillet l'usage du passeport tomba en désuétude. Rétabli par décret du 1^{er} Août 1870, il fut aboli quelques années plus tard.

C'est le décret du 3 Août 1914 qui remet en vigueur le régime du passeport. Celui-ci est passé par trois phases :

Première phase. — En exécution de l'Instruction de 1913 sur l'état de siège, le gouvernement édicta un régime très restrictif qui fut condensé dans les instructions ministérielles des 3 Mars et 24 Mai 1915. En vertu de ces textes nul étranger ne pouvait entrer en France ni en sortir sans un passeport délivré par l'autorité française. Les autorités françaises compétentes comprenaient : à l'étranger, les agents diplomatiques et consulaires ; dans les protectorats, le résident général ; aux colonies, le gouverneur ; en France, les préfets. Au passeport devait être jointe une pièce annexe portant la photographie de l'intéressé, l'indication du motif du voyage et des pièces d'identité produites ; la pièce annexe devait être visée à chaque

voyage à l'entrée et à la sortie. A titre exceptionnel les ressortissants de nations alliées pouvaient user de leur passeport national à condition que celui-ci fut visé par l'autorité française.

Deuxième phase. — Elle commence avec l'Instruction du 30 Janvier 1916, elle-même modifiée par l'Instruction du 31 Janvier 1917. L'obligation du passeport français pour les étrangers était supprimée et le passeport national, qui était jusqu'alors l'exception, devenait la règle. Mais en compensation le passeport devait être visé par l'autorité française qui avait précisément compétence antérieurement pour sa délivrance. La pièce annexe était supprimée et remplacée par une enquête faite par l'autorité devant délivrer le visa, à la suite d'une demande de l'étranger qui a rempli un questionnaire, en double exemplaire et revêtu d'une photographie. Ce questionnaire indiquait la durée du voyage, les localités où l'étranger désirait se rendre, les motifs du voyage, deux références en France et un nom au moins par localité, les localités où il avait déjà séjourné avec adresse et date de séjour. En entrant en France, l'étranger à qui on avait remis un exemplaire du questionnaire, devait déposer celui-ci entre les mains du commissaire spécial et se rendre directement à la première localité indiquée où il faisait viser son passeport par le commissaire de police ou le maire dans les vingt-quatre heures. S'il voulait se rendre dans la zone des armées, il lui fallait l'autorisation de l'autorité militaire compétente, autorisation qui était portée sur le carnet d'étranger.

Troisième phase. — Elle commença à la fin de la guerre. A mesure que les relations normales se rétablissaient entre les peuples, le régime en vigueur pendant les hosti-

lités parut de plus en plus insupportable. On a d'abord limité la formalité du visa qui antérieurement devait avoir lieu à chaque voyage ; on a donné au visa une validité d'un an quel que soit le nombre des voyages. Cette pratique a été généralisée par la loi du 29 Décembre 1923. Ensuite on a supprimé par accords internationaux bilatéraux la formalité du visa et actuellement les pays à visa sont seulement : Afganistan, Albanie, Allemagne, Argentine, Bolivie, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Egypte, Equateur, Esthonie, Etats-Unis, Ethiopie, Finlande, Grèce, Guatemala, Haïti, Hongrie, Irak, Lettonie, Liberia, Lithuanie, Palestine, Panama, Paraguay, Pérou, Pologne, Iran, Roumanie, U.R.S.S., Turquie, Vénézuëla, Yougoslavie.

Enfin, on a supprimé le passeport avec certains pays. Dès 1920, le passeport fut abrogé dans les relations avec la Belgique pour permettre aux familles de se rendre sur les tombes de leurs morts ; cette mesure fut adoptée définitivement en 1922. Un traité analogue a été conclu avec le Luxembourg. Enfin, par réciprocité pour les Français qui sont dispensés de passeport s'ils se rendent en Suisse pour moins de trois mois, les Suisses n'ont pas à produire cette pièce s'ils viennent en France pour moins de deux mois.

Les passeports sont délivrés aux étrangers en France par leurs consuls, dans leur pays par les fonctionnaires désignés par leur législation interne.

L'étranger nanti de son passeport doit, s'il appartient à un pays à visa, le faire viser par un fonctionnaire français en payant un droit. Ce visa, accordé ou refusé discrétionnairement, constitue une des garanties principales des passeports. Ce droit qui était de 10 frs pour un visa

ordinaire et 1 fr. pour le visa de sortie et de transit, en vertu de la loi du 27 Décembre 1925, est actuellement de 50 et 5 frs.

L'examen des passeports est fait à la frontière par le commissaire spécial et ses inspecteurs.

Le régime des passeports est critiquable, car il est contraire à la libre circulation des individus. « C'est le procédé type par lequel les gouvernements s'opposent à la liberté d'émigration », dit M. Scelle. Certains gouvernements peuvent de cette façon retenir chez eux des adversaires politiques en leur refusant un passeport, ce qui prive ceux-ci d'un droit d'asile à l'étranger. D'ailleurs, dans le projet de loi du 27 Janvier 1920 (Documents parlementaires, 1920, p. 164) relatif au statut des étrangers, le gouvernement déclarait « Mesure exceptionnelle, utile en temps de guerre ou de troubles intérieurs, le régime des passeports apporte une entrave sérieuse à la liberté de circulation ; il offre de plus l'inconvénient de subordonner l'accès et le séjour sur notre territoire au bon vouloir des autorités étrangères qui restent maîtresses d'arrêter ou de limiter l'immigration de leurs nationaux en France par le refus de la délivrance de passeports. »

En plus de ces inconvénients, il est à remarquer que le passeport constitue une mauvaise pièce d'identité facilement falsifiable.

b) CERTIFICATS NANSSEN

Mais pour pouvoir obtenir un passeport la condition essentielle est d'avoir une nationalité, d'appartenir à un pays reconnu. Il s'ensuit que l'individu sans nationalité (l'apatride ou heimatlos) ne peut obtenir la délivrance

d'un passeport et serait de ce fait obligé de rester dans le pays où il a élu domicile.

Pour éviter cette anomalie on délivre aux apatrides des « titres d'identité et de voyage » et aux réfugiés des « certificats Nansen ». C'est le cas des réfugiés russes, assyro-chaldéens, sarrois, allemands. C'est ainsi qu'une loi soviétique du 15 Décembre 1921 a prévu la peine de la dénationalisation contre tout sujet russe qui dans un certain délai n'aurait pas fait acte de soumission au gouvernement établi, soit en réintégrant le territoire russe, soit en se faisant immatriculer au consulat.

La Société des Nations, dès 1921, convoquait à Genève une conférence d'études et chargeait un haut commissaire, le docteur Nansen, de suivre l'affaire. L'année suivante une conférence réunie à Genève du 3 au 5 Juillet 1922 adoptait un arrangement créant un certificat d'identité tenant lieu de passeport et délivré par les autorités du pays de résidence aux réfugiés russes et arméniens. Cet arrangement fut complété et amendé par les arrangements des 31 Mai 1924 et 12 Mai 1926. Ce dernier a été approuvé en France par la loi du 7 Mai 1934.

Il indique certains principes s'appliquant à la délivrance de ces certificats : approbation de l'apposition du visa de retour sur les certificats, acceptation de faire mentionner sur le certificat les enfants au-dessous de quinze ans, de retirer au réfugié, à qui on délivre un passeport national, son certificat, de ne pas percevoir une taxe supérieure à celle demandée pour la délivrance d'un passeport national, de ne pas accorder, en principe, une validité supérieure à un an.

Un décret du 11 Janvier 1930 a ratifié l'arrangement de Genève, du 30 Juin 1928, qui étend à d'autres catégories

de réfugiés les mesures prises en faveur des réfugiés russes et arméniens. Ce sont les réfugiés assyriens, assyro-chaldéens et assimilés, les réfugiés turcs.

Un autre arrangement de la même date, relatif au statut juridique des réfugiés recommande dans son article 9, que les certificats d'identité soient visés et prolongés dans les conditions les plus simples et avec le minimum de formalités, que les mots « le présent certificat n'est pas valable pour le retour... » soient remplacés par « le présent certificat est valable pour le retour dans le pays qui l'a délivré pendant la durée de sa validité. Il cessera d'être valable si le porteur pénètre à un moment quelconque dans l'U.R.S.S. (pour les réfugiés russes) ou en Turquie (pour les réfugiés arméniens) ».

Une loi du 20 Octobre 1936 a autorisé le gouvernement à ratifier la convention relative au statut international des réfugiés signée à Genève le 28 Octobre 1933 ; ce fut l'œuvre du décret du 3 Décembre 1936. Le chapitre II, article 2 prévoit la délivrance des certificats Nansen aux étrangers résidants ; le certificat, valable un an au moins, doit porter une formule autorisant la sortie et le retour. Les porteurs de certificats non périmés seront libres de sortir du pays qui leur a délivré ces titres et d'y revenir sans nécessité d'autorisation à la sortie, ou du visa des consuls de ce pays pour le retour. Les consuls respectifs des parties contractantes sont habilités pour proroger ces certificats Nansen pour une durée de six mois au plus. Le coût des visas des certificats Nansen, sauf gratuité pour les indigents, sera établi selon le tarif le plus bas appliqué au visa des passeports étrangers.

Le 27 Août 1935 un décret a accordé aux réfugiés d'origine sarroise le bénéfice du passeport Nansen.

Enfin le décret du 17 septembre 1936 institue en faveur des réfugiés provenant d'Allemagne, séjournant régulièrement sur le territoire français et répondant à la définition de l'article premier de l'arrangement de Genève du 4 Juillet 1936, un titre spécial dénommé « certificat d'identité pour les réfugiés provenant d'Allemagne », permettant à son titulaire de circuler sur les territoires des Etats signataires de l'arrangement.

La délivrance et le renouvellement du certificat Nansen donne ouverture au droit de 20 francs prévu par l'article 196 du Code du Timbre. Le visa du même certificat rendra exigible, le cas échéant, le droit de 50 frs ou 5 frs édicté par l'article 197, 2^e alinéa du même Code. Toutefois, conformément aux dispositions de l'article 354 du Code précité, les certificats d'identité seront délivrés et les visas accordés gratuitement aux réfugiés indigents.

En vertu de l'article 7 du décret du 16 Juillet 1934, les certificats d'identité dits « Certificats Nansen » sont exempts du timbre Nansen.

Délivrance et renouvellement des passeports Nansen (C. I., 13 Juillet 1932). — Le préfet ne doit accorder les documents qu'après s'être entouré de tous renseignements, mais n'a plus à en référer pour décision au Ministre de l'Intérieur que dans le cas où ses moyens d'information lui paraîtraient insuffisants.

Les demandes de renouvellement de certificats, délivrés par des pays étrangers, devront au contraire être transmises au Ministre de l'Intérieur avec avis motivé, et le Ministre fera part au Préfet de sa décision.

En outre, toutes les fois que le Préfet délivre un certificat d'identité, il doit en informer aussitôt le Ministre

de l'Intérieur et transmettre en même temps tous les renseignements recueillis sur l'intéressé.

Forme du certificat. — Il indique l'autorité qui l'a délivré ; le numéro, le lieu et la date de délivrance ; la durée de validité. Il porte en outre l'état civil du réfugié (le nom de famille, prénoms, date de naissance, lieu de naissance, nom de famille du père, nom de famille de la mère, origine (russe, etc...), n'ayant acquis aucune autre nationalité, profession, ancien domicile en (Russie, etc...), résidence actuelle).

Il note le signalement (âge, cheveux, yeux, visage, nez, signes particuliers) et possède la photographie et la signature du titulaire.

En observation est mise la mention « Le soussigné (l'autorité qui délivre le certificat) certifie que la photographie et la signature apposées ci-contre sont bien celles du porteur du présent document. »

c) ENTRÉE DES SALARIÉS EN FRANCE

Tout comme les étrangers non salariés, les étrangers venant en France pour y occuper un emploi salarié doivent être munis d'un passeport sauf pour les Belges et les Luxembourgeois. De plus, pour les pays à visa, le passeport doit être visé favorablement par le Consul de France et indiquer que l'étranger vient en France pour y occuper un emploi salarié. Ils doivent de plus posséder un contrat de travail visé favorablement par le Ministère du Travail ou de l'Agriculture, et un certificat médical. Ils entrent en France soit collectivement, soit individuellement.

En principe, ils doivent se présenter au commissaire

spécial à la frontière qui appose, depuis une circulaire du 25 Février 1932, sur les contrats de travail visés, la mention au timbre humide « Vu à l'entrée le... » afin d'éviter l'utilisation du même contrat par plusieurs ouvriers.

3. SEJOUR EN FRANCE

a) ETRANGERS EN GÉNÉRAL

La police des étrangers n'a été sérieusement organisée en France qu'à partir du décret du 2 Avril 1917 qui créa la carte d'identité. Ce décret et ceux qui l'ont modifié ont été abrogés et remplacés par le décret du 6 Février 1935 qui contient toute la réglementation actuelle du séjour des étrangers en France.

Le décret du 2 Avril 1917 a été pris en période de guerre et c'est pourquoi il comporte une réglementation sévère, allant même jusqu'à porter atteinte à la liberté de circulation de l'étranger. Il ne concerne pas les travailleurs qui sont soumis aux prescriptions du décret du 21 Avril 1917.

L'essentiel de cette réglementation a été conservé par la suite ; les divers décrets qui se sont succédés n'ont cherché qu'à améliorer le système de contrôle et de surveillance en évitant toutefois de porter atteinte aux droits de l'individu.

Le décret du 2 Avril 1917 prévoit que tout étranger, excepté les représentants diplomatiques et consulaires, âgé de plus de quinze ans et qui veut résider en France plus de quinze jours, doit demander, dans les 48 heures de son arrivée, une carte d'identité. Récépissé lui est déli-

vré jusqu'à la délivrance de la carte qui doit porter la photographie oblitérée au timbre sec. L'étranger doit faire viser sa carte ou son récépissé au départ et à l'arrivée, à *chaque déplacement*. Ce sont les photographies qui sont renouvelées tous les trois ans et non les cartes. Les propriétaires, hôteliers, logeurs doivent déclarer les étrangers qu'ils hébergent. Enfin est créé au Ministère de l'Intérieur (Direction de la Sûreté Générale) un service dit « Service Central », où seront tenues à jour les fiches correspondant aux cartes d'identité délivrées aux étrangers. Seront portées sur ces fiches les condamnations encourues par les étrangers et dont avis devra être donné au service central par les greffes des Cours et des Tribunaux dans le mois de l'arrêt ou du jugement.

Ce décret fut modifié en ses articles 14 et 15, à la fin de la guerre, par celui du 4 Juin 1918, « sur l'unification du titre de séjour et de circulation des étrangers dans toute la France ». Ce décret pose trois principes nouveaux : 1° tout étranger résidant en France ne doit être titulaire que d'une seule des pièces d'identité suivante : a) le carnet d'étranger institué par arrêté de M. le Général commandant en chef, en date du 1^{er} Janvier 1916 ; b) la carte d'identité d'étranger instituée par le décret du 2 Avril 1917 ; c) la carte verte ou chamois instituée par le décret du 21 Avril 1917, réservée aux travailleurs pour autrui lorsqu'ils relèvent d'un des dépôts de travailleurs auxquels il est fait allusion dans ce décret. 2° Le carnet d'étranger délivré par l'autorité militaire pour résider ou circuler dans la zone des armées et dans la zone spéciale est assimilé à la carte d'identité lorsque par la suite le titulaire vient fixer sa résidence dans l'intérieur. Mais dans ce cas, les conditions de déplacement des étrangers sont

soumises à toutes les dispositions édictées par le décret du 2 Avril 1917 et non plus à celles édictées par l'arrêté de M. le Général commandant en chef du 1^{er} Janvier 1916. 3° Dans la zone spéciale, les travailleurs étrangers ou coloniaux titulaires de la carte verte ou chamois ne sont pas soumis aux dispositions de l'arrêté du 6 Avril 1918, mais uniquement aux dispositions du décret du 21 Avril 1917.

A la fin de la guerre cette réglementation sévère disparut. Une circulaire intérieure de 1919 prescrivait déjà ne plus appliquer les dispositions du décret du 2 Avril 1917 concernant les visas de départ et d'arrivée à chaque déplacement.

Une série de décrets ont successivement remplacé celui du 2 Avril 1917, en apportant chaque fois des modifications. Ce sont les suivants :

Le décret du 25 Octobre 1924 supprime les visas de départ et d'arrivée à chaque déplacement et rend ainsi libre la circulation des étrangers dans le pays. Il conserve seulement le visa d'arrivée en cas de changement de domicile, par analogie avec la loi du 8 Août 1893. Il supprime également l'obligation pour le commissaire spécial à la frontière d'établir la carte d'identité du travailleur, mesure qui avait été instituée par le décret du 6 Juin 1922 ; la carte sera désormais, comme pour les non travailleurs, établie par la Préfecture.

Enfin il abroge la disposition prescrivant le retrait des cartes d'identité à la frontière aux étrangers quittant la France, travail qui, en pratique, n'était pas exécuté faute de moyens suffisants.

Le décret du 9 Septembre 1925 porte à deux mois au lieu de quinze jours la durée du séjour en France nécessaire pour être astreint à demander une carte d'identité.

De plus on incorpore au texte du décret les dispositions concernant la taxe de délivrance des cartes d'identité.

Le décret du 30 novembre 1926, modifié par celui du 20 janvier 1927, contient également les dispositions concernant la taxe. Il est de plus grossi de deux articles supplémentaires (6 et 7) ; l'article 6 décide que l'étranger qui a bénéficié d'une réduction de taxe lors de la délivrance de sa carte et qui prend une profession pour laquelle cette réduction n'est pas prévue, est tenu de demander une nouvelle carte d'identité au tarif normal. L'article 7, afin d'empêcher que les ouvriers agricoles ne rompent leur contrat pour passer dans l'industrie, les oblige dans ce cas à demander une nouvelle carte d'identité en produisant bien entendu un contrat de travail visé favorablement. Un troisième additif accorde à l'étranger un délai de trois mois à partir de la date d'expiration de validité de la carte pour faire renouveler celle-ci.

Le décret du 20 Janvier 1928, modifié par celui du 26 Avril 1929, ne contient plus les dispositions concernant la taxe. Il ajoute la nécessité de faire viser la carte d'identité au départ en cas de changement de domicile ; il oblige l'étranger à produire sa carte d'identité à toute réquisition ; il supprime la déclaration faite par les employeurs au commissaire de police (à défaut, au maire) des étrangers embauchés, cette déclaration faisant double emploi avec celle de la loi du 11 Août 1926 ; il ajoute enfin que pour l'étranger déjà en France la demande de carte d'identité doit être faite dans les 48 heures de l'achèvement de sa quinzième année.

Le décret du 10 Juillet 1929, modifié par celui du 21 Mai 1932 décide que la durée de validité de la carte d'identité sera désormais comptée « jour pour jour » et ne partira plus comme avant d'une date fixe (le 1^{er} Janvier).

Il porte à huit jours au lieu de 48 heures le délai accordé pour souscrire une demande de carte d'identité. L'article 7 pose, de plus, le principe formel que tout étranger venant en France pour y occuper un emploi salarié doit fournir un certificat sanitaire et contrat ou titre d'embauchage visé favorablement. Les Préfectures doivent désormais aviser le Ministère de l'Intérieur des pertes de carte d'identité. Les maires ne sont plus tenus d'aviser le Préfet du département de tout décès d'étranger dont ils auront rédigé l'acte. Les hôteliers doivent indiquer dans leur déclaration, le lieu, la date et le numéro du passeport ou de la carte d'identité.

Le décret du 23 Octobre 1933 astreint les étrangers âgés de moins de quinze ans, désirant occuper un emploi salarié, à se munir d'une carte d'identité de travailleur. Il précise que le travailleur industriel qui veut devenir travailleur agricole doit demander une nouvelle carte d'identité dans les mêmes conditions que le travailleur agricole qui veut devenir travailleur industriel.

Le décret du 6 Février 1935, modifié par le décret-loi du 30 Octobre 1935 et le décret du 14 Octobre 1936, qui constitue la réglementation actuelle de la matière, a apporté des notions nouvelles en ce qui concerne d'abord la fixation du domicile dans le département, ensuite le renouvellement et la prolongation de validité qui ne peuvent être accordés désormais sans la production d'un contrat de travail visé favorablement, enfin le changement de profession, même sans changement de catégorie, qui nécessite la production d'un contrat de travail visé favorablement.

Demande de carte d'identité. — Tout étranger âgé de plus de quinze ans, résidant en France et devant y séjourner

plus de deux mois, doit faire une demande de carte d'identité au commissariat de police de sa résidence (ou à défaut à la mairie). Le délai qui lui est accordé est de huit jours et son point de départ est différent suivant les cas ; il part du passage à la frontière si l'étranger vient d'un autre pays, de l'achèvement de sa quinzième année s'il est né en France ou s'il y est venu avant cet âge, de la date de son mariage pour la femme française qui épouse un étranger et devient étrangère en conformité de l'article 8 du Code Civil.

L'étranger, pour se mettre en règle, est obligé de demander une carte d'identité qui, si elle lui est accordée, lui permettra de séjourner en France ; et, pour cela, il doit d'abord faire la preuve qu'il est entré régulièrement en France, c'est-à-dire en se conformant aux conventions internationales. Il devra donc produire un passeport, visé, pour les ressortissants des pays avec lesquels aucune convention n'a été passée pour supprimer cette formalité, à l'exception des Belges et des Luxembourgeois qui ne présentent qu'une pièce d'identité.

Il remet à l'appui de sa demande quatre photographies de face et sans chapeau et fournit les indications suivantes destinées à être inscrites sur deux fiches individuelles : nom, prénoms, filiation (avec date et lieu de naissance de l'étranger, lieu de naissance des parents), profession, nationalité, situation de famille ; nom patronymique, prénoms, âge et nationalité du conjoint ; prénoms et âge des enfants vivant avec lui ; dernier domicile à l'étranger ; noms et adresses de deux citoyens français qui consentent à se porter ses garants.

Il doit remettre des papiers authentiques corroborant ses déclarations concernant son état civil et celui des personnes qui vivent avec lui. Il verse la taxe sauf dispense.

On lui délivre un récépissé de demande de carte d'identité en attendant la délivrance de celle-ci.

Exemption. — Sont dispensés de souscrire une demande de carte d'identité les représentants diplomatiques et consulaires accrédités en France et les membres de leur famille. Il en est de même de leurs serviteurs qui habitent l'ambassade et le consulat.

Une circulaire intérieure du 1^{er} Avril 1932 dispense de la carte d'identité les monégasques. D'autre part, une circulaire du Travail n° 46, en date du 1^{er} Avril 1935, dit que les Andorrans, sans être citoyens français, sont cependant ressortissants et jouissent d'un statut particulier qui les place sous la souveraineté indivise du Président de la République française et de l'évêque d'Urgel (Espagne). Dans ces conditions, les travailleurs andorrans ont droit à tous les avantages dont bénéficient les ressortissants français en matière de travail. Ils sont dispensés notamment de la possession de la carte d'identité de travailleur étranger et, par voie de conséquence, les lois des 11 Août 1926 et 10 Août 1932, relatives à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, ne leur sont point applicables.

Carte d'identité. — Elle est délivrée par le Préfet du département (A Paris, par le Préfet de Police).

Durée de validité. — Il faut distinguer la validité normale et la validité limitée.

La validité normale, fixée à deux ans par le décret du 6 Février 1935, a été portée à trois ans par le décret-loi du 30 Octobre 1935 qui a augmenté en même temps le taux de la taxe. Cette durée part du moment où la demande de carte a été faite, c'est-à-dire de l'entrée en France pour l'étranger qui vient du dehors, de la date d'achèvement de sa quizième année, s'il est né en France ou y est venu

avant cet âge, de la date du mariage pour la femme française devenant étrangère par son mariage. En cas de renouvellement la durée part du jour d'expiration de la validité portée sur la carte sans tenir compte du délai de trois mois accordé.

Cette validité est comptée « jour pour jour » depuis le décret du 10 juillet 1929. Seuls les carnets anthropométriques des nomades étrangers valables deux ans voient encore leur validité partir d'une date fixe.

Cette validité est limitée : 1° pour le travailleur, à la durée indiquée dans le libellé de son visa par les services compétents du Ministère du Travail, suivant que les circonstances leur permettent de la faire coïncider avec celle fixée par l'employeur ou les obligent à la restreindre. Cette disposition s'applique également aux cartes d'identité soumises au renouvellement triennal. 2° pour tous les étrangers soumis pour l'entrée en France à la formalité de visa consulaire français, à la durée de ce visa, lorsque celui-ci étant inférieur à trois ans ne coïncide pas exactement avec la date d'expiration du passeport sur lequel il est porté (circulaire intérieure du 9 Février 1935).

Toutefois, la validité de la carte délivrée aux jeunes gens « stagiaires » de l'industrie ou du commerce, doit, dans tous les cas, être limitée à la durée de leur engagement (C. I., 23 Juillet 1929 et 15 Novembre 1933).

Renouvellement et prolongation de validité. — Les demandes de renouvellement des cartes d'identité à validité normale doivent être remises au commissariat de police (ou à défaut à la mairie) du lieu de résidence, dans les trois mois qui suivent l'expiration de la validité de la carte, sous peine de sanctions.

Les demandes de prolongation de validité des cartes à

durée limitée doivent être présentées au début de la quinzaine qui précède l'expiration du titre de séjour, sous peine d'être rejetées immédiatement.

Duplicata. — L'étranger qui déclare avoir perdu sa carte d'identité ou à qui on a volé celle-ci, peut en recevoir un duplicata si la délivrance de la carte perdue ou volée est confirmée par le dossier conservé à la Préfecture. Le duplicata recevra une validité égale à celle du titre de séjour perdu ou volé, défalcation faite du laps de temps déjà écoulé. Cette décision se justifie par le fait que toutes les cartes de travailleur ne recevront, à l'origine, comme validité que celle fixée par les services compétents du Ministère du Travail et qu'elles ne pourront être prorogées ou renouvelées que dans les limites fixées par ces mêmes organismes. Leur accorder d'office, en cas de remplacement, la même validité qu'aux cartes primitives serait en effet aller à l'encontre de cette disposition restrictive et leur donner un avantage sur celles qui n'auraient pas nécessité un remplacement (C. I., 9 Février 1935).

L'étranger qui demande un duplicata de sa carte doit acquitter de nouveau la taxe afférente à sa catégorie.

La Préfecture avise le Ministère de l'Intérieur (Service central des cartes d'identité) des pertes et des vols de cartes d'identité en indiquant le numéro de la carte et l'état civil détaillé du titulaire.

Falsification de carte d'identité. — Tout étranger qui aura gratté, surchargé, falsifié une carte d'identité ou qui aura utilisé, dans l'accomplissement d'un acte administratif, une carte autre que celle lui appartenant, sera expulsé du territoire français, sans préjudice de toute autre sanction pénale qui pourrait intervenir. Mais cette sanction pénale, à défaut de toute autre disposition de la

loi, ne pourrait intervenir que si ce faux avait pour résultat l'inscription d'une condamnation au casier judiciaire d'un tiers, car il est manifeste qu'il ne peut constituer le crime de faux puisqu'il ne lèse personne.

C'est pourquoi, en vue de remédier à cet état de chose, à la suite de nombreuses falsifications de carte d'identité, telles que celles opérées par cette agence du Portugal signalée par C. I. du 14 Août 1934 comme fabriquant de faux récépissés, l'article 3 du décret-loi du 30 Octobre 1935 édicte, dans le souci d'empêcher toute falsification ou toute contrefaçon de la carte d'identité d'étranger et de son récépissé, que les pénalités prévues par les articles 153 et 154 du Code Pénal s'appliqueront à toute imitation ou falsification de cette pièce. En effet la carte d'identité constitue une pièce officielle dont la délivrance est assujettie à la perception d'une taxe.

Changement de situation. — Lorsqu'un étranger a bénéficié d'une réduction de taxe lors de sa demande de carte d'identité ou du renouvellement de celle-ci (comme étudiant, savant, écrivain ou travailleur salarié) et qu'il vient à prendre une profession pour laquelle cette réduction n'est pas prévue, il doit au préalable demander une nouvelle carte d'identité et acquitter la taxe afférente à la catégorie. Sont soumis à la même obligation les membres de la famille du « travailleur salarié » devenu « non travailleur », qui auraient bénéficié d'une réduction de taxe en raison de la qualité du chef de famille.

Mesures de surveillance. — L'étranger doit présenter sa carte d'identité à toute réquisition des autorités chargées du contrôle des étrangers. Toute carte périmée est sans valeur.

L'étranger qui change de domicile est astreint à cer-

taines formalités. Quand il transfère son domicile d'une commune dans une autre, il doit faire viser sa carte d'identité avant son départ au commissariat de police (ou à défaut à la mairie) et accomplir la même formalité dans la commune de sa nouvelle résidence. Un délai de 48 heures lui est donné pour accomplir cette dernière formalité. Il convient de remarquer que seul le changement de *domicile réel* donne lieu à la formalité du visa.

L'article 4 du décret prévoyait que le transfert du domicile réel d'un département dans un autre ne pouvait être effectué sans l'assentiment *préalable* du Préfet dont dépendait la localité choisie. L'intéressé devait adresser directement au Préfet une demande sur timbre indiquant en plus de sa profession et de la nature de sa carte d'identité, les motifs qui, selon lui, justifiaient l'installation projetée. Après examen de cette demande et consultation des services de la main-d'œuvre, s'il s'agissait d'un travailleur, le Préfet retournait la requête à l'intéressé avec avis favorable ou défavorable. Dans ce dernier cas l'étranger ne pouvait venir établir son domicile dans le département. En cas d'inobservation de cet article, l'étranger se voyait retirer sa carte d'identité qui était transmise au Préfet ; celui-ci prenait une mesure de refoulement à son égard.

L'application de cet article donna lieu à beaucoup de difficultés et c'est pourquoi le décret du 14 Octobre 1936 abrogea cette disposition.

La notion de domicile a été précisée dans la circulaire intérieure du 24 Avril 1935 « les étrangers jouissant toujours du droit de libre circulation sur l'ensemble du territoire, leurs déplacements ou changements de résidence (voyages d'affaires ou d'agrément, travaux à effectuer, vacances, etc...) quelle qu'en soit la durée, mais sans

intention d'abandonner leur domicile véritable qui, suivant les principes posés par le Code Civil, est celui où se trouve leur principal établissement... »

Titres de noblesse. — « Le titre comme le nom faisant partie de celui qui en est titulaire et le suivant en quelque lieu qu'il se transporte » (Cass. 1^{er} Juin 1863), l'étranger a le droit d'invoquer sur notre territoire les titres qui lui ont été légitimement conférés par son souverain, à condition toutefois qu'il en ait régulièrement conservé l'usage en conformité de sa loi nationale actuelle. Il y a donc lieu de faire figurer sur la carte d'identité les titres nobiliaires que son titulaire revendique, sous réserve qu'il justifie de leur existence et de leur validité actuelle par la production soit d'un passeport national, soit d'un acte de l'état civil dûment légalisé pour faire foi en France (C. I., n° 242, du 7 Avril 1934).

Nationalités reconnues. — La liste des nationalités officiellement reconnues par le gouvernement de la République a été établie par l'Instruction Générale du 25 Décembre 1924. Elle comprend les nationalités suivantes : Afghane (Afghanistan), Albanaise (Albanie), Allemande (Allemagne), Américaine (U. S. A.), Anamite (Annam), Argentine (Argentine), Australienne (Australie), Autrichienne (Autriche), Belge (Belgique), Bolivienne (Bolivie), Brésilienne (Brésil), Britannique (Grande-Bretagne), Bulgare (Bulgarie), Cambodgienne (Cambodge), Canadienne (Canada), Chilienne (Chili), Chinoise (Chine), Colombienne (Colombie), Costaricienne (Costa-Rica), Cubaine (Cuba), Danoise (Danemark), Dantzicoise (Dantzig), Domicaine (St-Domingue), Egyptienne (Egypte), Equatorienne (Equateur), Espagnole (Espagne), Esthonienne (Esthonie), Ethiopienne (Ethiopie), Finlandaise (Finlande), Grecque (Grèce),

Guatémaltèque (Guatemala), Haïtienne (Haïti), Hedjazienne (Hedjaz), Hondurienne (Honduras), Hongroise (Hongrie), Iraquienne (Irak), Irlandaise (Irlande), Italienne (Italie), Japonaise (Japon), Lettone (Lettonie), Libanaise (Liban), Libérienne (République de Libéria), Lichtensteinoise (Lichtenstein), Lithuanienne (Lithuanie), Luxembourgeoise (Luxembourg), Marocaine (Maroc), Mexicaine (Mexique), Monégasque (Monaco), Néerlandaise (Pays-Bas ou Hollande), Nicaraguayenne (Nicaragua), Norvégienne (Norvège), Palestinienne (Palestine), Panamienne (Panama), Paraguayenne (Paraguay), Iranienne (Iran), Péruvienne (Pérou), Polonaise (Pologne), Portugaise (Portugal), Roumaine (Roumanie), Russe (U. R. S. S.), Salvadorienne (Salvador), Saint-Marinoise (République de Saint-Marin), Siamoise (Siam), Suédoise (Suède), Suisse (Suisse), Syrienne (Syrie), Tchécoslovaque (Tchécoslovaquie), Tonkinoise (Tonkin), Tunisienne (Tunisie), Turque (Turquie), Uruguayenne (Uruguay), Vénézuelienne (Vénézuëla), Yougoslave (Yougoslavie), Zanzibarroise (Sultanat de Zanzibar).

Remarque. — Les Andorrans jouissent d'un statut spécial mais sont en fait des ressortissants français.

b) DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES SPÉCIALES AUX SALARIÉS

Pendant la guerre et aussitôt après la guerre, la France fut obligée de faire appel en grande quantité à la main-d'œuvre étrangère, surtout pour l'agriculture et les mines. C'est pourquoi on envisagea le recrutement en masse à l'étranger, on développa l'immigration collective. De libre et spontanée la venue en France des travailleurs étrangers devenait préparée et réglée.

L'immigration collective. — Elle constitue essentielle-

ment un mode de sélection des travailleurs étrangers accueillis sur notre sol ; elle tend à faire prédominer en la matière l'influence de l'Etat et des grands intérêts économiques. Ce régime fonctionne principalement à l'égard des ressortissants polonais, tchèques, italiens, en vertu des trois traités de travail des 3 Septembre 1919, 20 Mars 1920 et 30 Septembre 1919. Ces trois traités ont surtout pour but de définir le statut juridique des émigrants, mais ils prévoient cependant la façon selon laquelle se fera l'immigration elle-même. Après avoir posé le principe de la liberté de l'immigration individuelle ils organisent l'immigration collective sur les bases suivantes : les gouvernements constituent des commissions mixtes en vue de déterminer le nombre et les catégories d'ouvriers à recruter ; les pays d'immigration fixeront les régions où les travailleurs pourront être dirigés. Les accords passés avec la Pologne et la Tchécoslovaquie stipulent même que le recrutement s'opérera par des organismes officiels, que les contrats proposés par les employeurs et les demandes des ouvriers seront conformes à des contrats et à des demandes types établis par accord entre les deux administrations. Ces organismes sont à la fois des services publics et des institutions privées.

En France, les services administratifs de l'immigration comprennent :

a) le service de la main-d'œuvre agricole, créé en 1915 (au Ministère de l'Agriculture) ;

b) le service de la main-d'œuvre étrangère, créé en 1916 au sous-secrétariat de l'Artillerie et des Munitions et transporté, en 1917, au Ministère du Travail.

Le premier a un service central à Paris, il possède des agents dans les bureaux d'immigration, il a des missions

à l'étranger. Il s'occupe de la main-d'œuvre agricole et il est chargé de transmettre, après visa, aux pays d'émigration, les demandes de main-d'œuvre agricole étrangère.

Le second s'occupe du recrutement et du contrôle de tous les travailleurs étrangers autres que ceux de l'agriculture. Il comprend : *a)* un service central à Paris ; *b)* des bureaux d'immigration ; *c)* des postes frontières supplémentaires ; *d)* des contrôles régionaux ; *e)* des missions à l'étranger.

C'est ainsi que le service de la main-d'œuvre agricole possède en Tchécoslovaquie des missions permanentes chargées de surveiller sur place le recrutement collectif des émigrants et que celui de la main-d'œuvre étrangère a des missions semblables en Pologne.

Pour guider le gouvernement dans son action en ce qui concerne l'immigration, deux conseils ont été créés. Ce sont : 1° le Conseil National de la Main-d'œuvre, institué en 1920, rattaché à la Présidence du Conseil, qui donne son avis sur toutes les questions ayant trait à la main-d'œuvre nationale ou étrangère ; 2° la Commission Interministérielle Permanente de l'Immigration, créée par le décret du 18 Juillet 1920.

Cette commission siège aux Affaires Etrangères ; elle est composée du Directeur des Affaires Administratives et Techniques du Ministère des Affaires Etrangères, comme président, du Directeur de la Sûreté Nationale, du Directeur de la Main-d'Œuvre Agricole, du Directeur de la Main-d'Œuvre Etrangère, du Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène Publiques, du Délégué du gouvernement au Conseil d'Administration du B.I.T., d'un Professeur de la Faculté désigné par le Ministre des Affaires Etrangères. Elle est chargée de préparer et de contrôler l'application

générale des traités et conventions d'immigration et de coordonner l'action des différents services ministériels qui s'occupent des travailleurs étrangers.

Les opérations de recrutement à l'étranger se font le plus souvent au nom de puissantes institutions privées telles que le Comité des Houillères et surtout la Société Générale d'Immigration Agricole et Industrielle, société anonyme fondée en 1924 par le Comité des Houillères. Ces organismes vont même jusqu'à procéder eux-mêmes, sous le contrôle des autorités françaises et d'accord avec les services officiels du pays d'émigration, dans certains pays tels que la Pologne et la Tchécoslovaquie ; en Italie, le recrutement s'opère par les autorités italiennes.

Le recrutement est fait pour le compte des employeurs français qui ont adressé préalablement des demandes de personnel aux services de la main-d'œuvre étrangère ou de la main-d'œuvre agricole. Ces services doivent viser les demandes ; ils peuvent ainsi vérifier si l'introduction des travailleurs demandés correspond bien à un besoin réel et ne risque pas d'encombrer le marché du travail. Mais le visa est donné d'une façon différente selon qu'il s'agit de l'agriculture ou de l'industrie. Le visa est donné par le Ministère de l'Agriculture après visa de l'office départemental. Au contraire, dans l'industrie, il faut trois visas : office départemental, office régional, Ministère du Travail.

Lorsque les contrats sont visés, ils sont envoyés soit aux missions françaises, soit aux gouvernements des pays d'émigration. Les postulants sont choisis sur place après examen professionnel et médical, munis d'un contrat de travail et embarqués pour la France. A la frontière, les travailleurs sont dirigés sur un bureau d'immigration où il est procédé à la vérification de leur identité et à un nou-

vel examen médical. C'est donc à la frontière que l'administration française peut exercer au mieux son contrôle, mais la plupart des immigrants y échappent, car ils passent en fraude. Et ceci nous amène à étudier *l'immigration individuelle*.

Immigration individuelle. — Ce régime a été organisé primitivement par le décret du 21 Avril 1917. La réglementation qu'il prévoyait concernait « le recrutement, la circulation et la surveillance de la main-d'œuvre étrangère et coloniale en France » ; elle était très sévère parce qu'elle était née en pleine guerre. En vertu de ce décret, tout travailleur, étranger ou colonial non militaire, devait être pourvu d'une carte d'identité et de circulation, de couleur verte pour l'industrie, de couleur chamois pour l'agriculture, sur laquelle était apposée sa photographie. Cette carte d'identité devait être établie en principe par le commissaire spécial de police du poste frontière. Chaque poste frontière était pourvu d'un service d'identification, de vaccination, de visite médicale et de photographie. Si l'étranger n'avait pas de contrat visé régulièrement il était dirigé sur le dépôt le plus proche qui était en relation avec l'office de placement. La carte était visée par le commissaire spécial à destination du pays d'embauchage ou du dépôt ; il faisait également un récépissé avec photographie qu'il envoyait aux autorités du lieu d'embauchage ou du chef de dépôt qui le faisait parvenir aux autorités du lieu d'embauchage quand l'étranger avait du travail. A son arrivée à destination, l'ouvrier remettait sa carte au commissaire de police (à défaut, au maire) qui lui donnait en échange le récépissé. Celui-ci n'était valable que pour les déplacements à l'intérieur de la commune à moins qu'il ne portât la mention d'un périmètre intercommunal.

Quand l'ouvrier changeait de patron dans la localité, il devait avertir le commissaire qui en prenait note et le mentionnait sur son récépissé. S'il obtenait un autre contrat de travail, qui l'obligeait à changer de communé, il retirait sa carte au départ et la remettait à l'arrivée au commissariat (ou à la mairie) contre son récépissé. Si l'ouvrier colonial ou étranger changeait trop souvent d'établissement il pouvait être reconduit jusqu'à sa frontière d'origine. Si le travailleur circulait avec son récépissé en dehors des limites permises, il pouvait également être reconduit à la frontière sans préjudice des poursuites possibles en vertu de la loi du 18 Avril 1886 (espionnage).

Ce décret fut abrogé par celui du 18 Novembre 1920, relatif à la circulation et à la surveillance de la main-d'œuvre étrangère. Celui-ci soumettait les travailleurs étrangers au décret du 2 Avril 1917, mais ajoutait certaines prescriptions. La carte d'identité sera délivrée gratuitement à l'arrivée en France par le commissaire spécial qui apposera dessus le timbre « Travailleur industriel » ou « Travailleur agricole ».

Ce décret fut lui-même modifié par celui du 6 Juin 1922 qui laissait au commissaire spécial la charge de délivrer les cartes d'identité à la frontière. Mais la carte était transmise par ses soins au préfet du département dans lequel l'étranger avait déclaré se rendre et il n'était remis à celui-ci qu'un sauf-conduit portant sa photographie.

A partir du décret du 25 Octobre 1924, les dispositions concernant les travailleurs étrangers et les étrangers ordinaires ont été incluses dans le même texte. C'est donc finalement dans le décret du 6 Février 1935 que nous trouvons la réglementation actuelle concernant les travailleurs étrangers.

La crise économique qui a commencé à sévir en France à la fin de 1926 a obligé le gouvernement à pratiquer une politique de restriction de l'immigration ouvrière. Cette politique s'est fait jour dans la circulaire du 15 Février 1927 et les instructions subséquentes. En vertu de cette circulaire, tout titre d'embauchage ou contrat de travail doit être accompagné obligatoirement d'un certificat médical revêtu du visa consulaire français, émanant d'un médecin accrédité par le Consul et choisi par celui-ci de manière à donner à l'administration toutes garanties désirables. L'examen médical, que le certificat médical atteste, doit non seulement constater l'aptitude physique de l'intéressé pour le travail qui lui sera demandé, mais encore l'absence de certaines maladies et l'application de certaines précautions, conformément aux directives fixées par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique en France. Le visa consulaire est gratuit mais les honoraires du médecin sont à la charge de l'immigrant. Les consuls sont tenus de veiller à ce que le tarif de ces honoraires soit modéré. Au point de vue professionnel le visa des Ministères du Travail ou de l'Agriculture apposé normalement sur les demandes collectives de travail, a été étendu aux contrats individuels. Ainsi qu'il résulte d'une note du Ministère du Travail, en date du 6 Janvier 1927, « La question des travailleurs étrangers a retenu particulièrement l'attention du Ministre du Travail. Depuis la fin Novembre, il s'est réservé le droit de revêtir d'un avis favorable non seulement, comme auparavant, les demandes collectives, mais aussi les contrats individuels intéressant les étrangers désireux de venir travailler en France dans l'industrie. » De même, l'étranger venant en France pour travailler dans l'agriculture doit être muni d'un contrat visé par le Ministère de l'Agriculture.

Ces mesures ont fait l'objet d'une disposition légale dans l'article 7 du décret du 10 Juillet 1929. La crise de chômage qui sévit en France depuis longtemps déjà a arrêté presque complètement l'entrée des travailleurs étrangers. L'immigration collective ne fonctionne plus. Quant à l'immigration individuelle elle ne fonctionne qu'au ralenti; et ce n'est qu'après s'être assuré du besoin réel de la main-d'œuvre demandée, après avoir pris connaissance en particulier des renseignements précis fournis par l'autorité municipale, que le Ministre du Travail ou de l'Agriculture accorde le visa favorable.

Décret du 6 Février 1935. — *Aujourd'hui le décret du 6 Février 1935*, article 7, impose à tout étranger qui désire occuper en France un emploi salarié, l'obligation de posséder la carte d'identité de « travailleur » afférente à sa catégorie. De plus, le paragraphe 2 de l'article premier astreint l'étranger, même âgé de moins de quinze ans, qui désire occuper un emploi salarié, à se munir lui aussi de la carte de travailleur.

A l'appui de sa demande de carte d'identité, l'étranger travailleur doit fournir un contrat de travail visé favorablement par les services compétents des Ministères du Travail ou de l'Agriculture et un certificat sanitaire conforme aux instructions en vigueur.

Il faut distinguer trois sortes de travailleurs :

1° *Le travailleur qui se déclare à la frontière.* — L'étranger qui se présente au poste-frontière avec un contrat de travail visé favorablement et un certificat sanitaire, reçoit du commissaire spécial (sous réserve de l'application des règlements d'hygiène et de police qui peuvent prévoir son refoulement dans certains cas) un sauf-conduit pour se rendre à son lieu de destination sans être inquiété par

les autorités chargées de la surveillance des étrangers. Ce sauf-conduit, dont il sera pris note sur la fiche conservée dans les archives du commissariat spécial, portera pour être valable la photographie de son titulaire, indiquera la date et le lieu de délivrance du certificat sanitaire et reproduira les principales indications, la date et le numéro de visa de son contrat de travail. Le parcours de la frontière au lieu d'emploi devra être effectué par la voie la plus directe et sans arrêt notable. Dans les huit jours de son arrivée, il devra remettre ce sauf-conduit au commissaire de police (à défaut au maire) de la commune de son lieu d'emploi et souscrire une demande de carte d'identité dans les conditions fixées à l'article 2 du décret. La remise du sauf-conduit dispensera le travailleur étranger de se séparer de son contrat de travail et de fournir les deux références en France.

2° *L'étranger travailleur ne se déclare pas à la frontière ; mais il est muni d'un contrat de travail visé et d'un certificat sanitaire.* — Il devra, à son arrivée au lieu de sa résidence, souscrire une demande de carte d'identité en joignant à l'appui les deux pièces ci-dessus.

3° *Le travailleur entrant en France sans contrat de travail.* — Il peut se présenter au bureau d'immigration. Ces bureaux s'efforçaient pendant un temps de mettre l'ouvrier en rapport avec un employeur cherchant de la main-d'œuvre. Mais vu les circonstances économiques, une note du 6 janvier 1927, du Ministère du Travail, condamnait cette pratique en déclarant : « Beaucoup d'étrangers s'introduisent dans notre pays sans être pourvus au préalable d'un contrat de travail régulièrement visé ; le Ministre de l'Intérieur vient d'adresser des instructions aux commissaires spéciaux des frontières pour qu'ils interdisent

l'accès de notre territoire aux travailleurs étrangers qui ne justifieraient pas d'un tel contrat. »

Si l'ouvrier sans contrat ne se présente pas au bureau d'immigration ou s'il vient en France avec un passeport portant la mention qu'il ne peut occuper un emploi salarié, il devra fournir un contrat de travail visé favorablement et un certificat médical au moment de sa demande de carte.

Dans tous les cas la carte d'identité ne devra être délivrée aux salariés qu'après enquête favorable de la Préfecture.

Cas particuliers. — 1° Les étrangers employés dans les cirques et établissements forains non sédentaires, doivent, depuis la C. I. du 15 Mai 1927, produire comme les autres salariés un contrat de travail visé et recevoir la carte d'identité de travailleur aux lieu et place du carnet anthropométrique d'identité auquel ils n'ont plus droit.

2° Les bateliers belges circulant sur nos voies navigables. Une circulaire de Ministère du Travail, en date du 5 Février 1927, a précisé que ces étrangers devaient être dispensés de la carte d'identité de travailleur. Toutefois la circulaire du 17 Juillet 1934 distingue deux cas : a) celui des bateliers ou mariniers belges faisant le trafic entre la France et la Belgique ou un autre pays étranger dans lequel se trouve leur port d'attache, et dont la présence sur notre territoire n'est que temporaire ; b) celui des mariniers ou bateliers belges qui assurent un service régulier soit entre deux villes françaises, soit entre la France et l'étranger, mais dont, en tout état de cause, le port d'attache est fixé sur notre territoire.

Dans le premier cas et à titre de réciprocité pour les mariniers français en Belgique, les Belges sont dispensés

de la carte d'identité de travailleur parce qu'ils ont leur domicile à l'étranger.

Dans le deuxième cas, la résidence étant en France, ils doivent posséder la carte d'identité de travailleur.

3° Par tolérance, les artistes étrangers et tous les travailleurs étrangers qui viennent travailler en France pour une durée inférieure à deux mois n'ont à produire que leur contrat de travail visé.

Introduction de familles rejoignantes. — Aux termes d'une circulaire ministérielle intérieure n° 106, du 12 Décembre 1921, prise sur l'initiative de la Commission Interministérielle de l'Immigration, les familles (femme, enfants et ascendants à leur charge) des travailleurs étrangers, régis par le décret du 18 Novembre 1920, c'est-à-dire munis de la carte spéciale de travailleur, sont dispensées des formalités habituelles des passeports et des visas pour venir rejoindre en France leur soutien.

Toutefois, pour bénéficier de cette dispense, les familles rejoignantes doivent produire un « certificat d'hébergement » ou « lettre d'appel ». L'ouvrier rédige une demande d'introduction dans laquelle il indique d'une façon très exacte les nom, prénoms, date de naissance de chacun des membres de la famille dont la venue en France est sollicitée, ainsi que leur adresse détaillée et très lisible (ville : rue, numéro, district, arrondissement ; campagne : village, poste, district, gouvernement). Sur cette demande l'employeur doit attester que l'intéressé reçoit un salaire suffisant pour subvenir aux besoins des membres de sa famille, qu'il occupe un emploi stable le mettant à l'abri pendant une période assez longue d'une menace de chômage complet ou partiel et qu'il dispose d'un local assez grand pour les recevoir. Cette demande, qui est assujettie

au timbre de dimension de 8 francs, ne doit comprendre que la femme de l'ouvrier intéressé, ses enfants de moins de 15 ans et les ascendants directs à sa charge, à l'exclusion de tous collatéraux.

Les enfants âgés de plus de quinze ans et les autres parents doivent se munir d'un passeport national, visé au besoin par un agent consulaire français, et, s'ils désirent occuper en France un emploi salarié, d'un contrat de travail visé favorablement par le service de la main-d'œuvre étrangère en France.

Même pour les pays dont les ressortissants sont dispensés du visa consulaire français pour pénétrer sur notre territoire, les familles de travailleurs quittant ces pays pour venir rejoindre leur chef sont tenues de posséder le certificat d'hébergement (ou lettre d'appl) prévu par la circulaire du 1^{er} Décembre 1921.

Ce certificat doit être visé par le commissaire de police (à défaut par le maire) du lieu de résidence de l'étranger. Et une C.I. n° 241 du 7 mars 1934 rappelle que le visa de ce certificat ne constitue pas une simple formalité mais doit être précédé d'une enquête destinée à établir, si le chef de famille possède réellement un logement suffisant et un emploi stable le mettant à l'abri du chômage complet ou même partiel. De plus, le 16 Février 1935, une C.I. n° 263 ajoute qu'en raison des dispositions nouvelles arrêtées par le Ministre du Travail à la suite du décret du 6 Février 1935, beaucoup de ces emplois deviendraient très précaires et les familles qui viendront rejoindre leur chef risqueraient de tomber à bref délai à la charge des caisses d'assistance ou de chômage, si les services compétents de la main-d'œuvre étrangère n'étaient pas, au préalable, appelés à se prononcer sur la stabilité de l'emploi occupé

par le chef de famille. Afin de parer à cette éventualité le certificat délivré par l'employeur doit porter un triple visa: celui du commissaire de police (à défaut celui du maire) qui, sous sa responsabilité, attestera que le logement possédé par le travailleur en cause est suffisant pour recevoir les membres de sa famille qu'il désire faire venir auprès de lui ; celui des services compétents du Ministère du Travail qui stipulera si l'emploi occupé est véritablement stable ; celui du préfet qui indiquera si, au point de vue de la sécurité générale, il n'y a pas d'obstacle à l'entrée en France envisagée. Tout visa défavorable des services de la main-d'œuvre étrangère doit entraîner un avis identique du préfet.

La C.I. n° 269 du 14 mars 1935 précise que les travailleurs qui retournent dans leur pays d'origine pour se marier avec des jeunes filles de leur nationalité doivent, avant leur départ de France, se conformer en tous points à la procédure ci-dessus pour que leurs épouses puissent obtenir la carte d'identité indispensable.

Les familles admises ainsi à pénétrer en France n'ont pas à se présenter aux postes-frontières. Elles doivent se rendre le plus tôt possible à leur nouvelle résidence et faire aussitôt une demande de carte d'identité.

Aux termes d'un protocole franco-polonais signé à Paris le 14 mars 1928, il a été entendu que les frais de voyage des familles de travailleurs industriels (mais non agricoles) de nationalité polonaise seraient supportés à concurrence de 60 % par les employeurs, le surplus étant à la charge de l'ouvrier. L'employeur doit donc s'engager dans le certificat d'hébergement à supporter 60 % des frais d'introduction.

Lettre de rappel et certificat de congé. — Les travail-

leurs étrangers qui vont en congé dans leur pays d'origine doivent se munir d'un certificat de congé et d'une lettre de rappel, pièces délivrées par leur employeur, indiquant la durée du congé, la raison, la date de sortie et celle du retour. La signature de l'employeur apposée sur ces deux pièces doit être légalisée et le certificat doit être adressé aux services compétents de la main-d'œuvre étrangère aux fins de visa. Bien entendu, en plus de ces pièces, l'étranger doit être muni d'un passeport visé le cas échéant, sauf dispense, et une circulaire intérieure de juin 1932 informe les préfets que, dans ce cas, les formules de visa devront désormais être complétées par la mention « sous réserve d'un avis favorable au rappel par les services du Ministère du Travail ou de l'Agriculture. »

Changement de catégorie. — L'article 9 du décret du 6 Février 1935 oblige tout étranger, muni d'une carte d'identité de travailleur, qui désire changer de catégorie, c'est-à-dire passer de l'agriculture dans l'industrie ou de l'industrie dans l'agriculture, à demander au préalable une autre carte d'identité en fournissant un contrat visé favorablement. Toutefois, une C.I. du 14 Décembre 1933 autorise les offices départementaux de placement à délivrer aux travailleurs industriels en chômage des autorisations limitées à quelques mois leur permettant de travailler dans l'agriculture sans avoir à échanger leur carte d'identité. A cet effet, ils doivent coller sur la carte ou le récépissé la notice suivante : « Office départemental de placement de ..., carte n° ... » « Le titulaire de cette carte est autorisé à travailler dans l'agriculture du... au... ». A l'expiration de ce délai il devra solliciter la prolongation ou reprendre un emploi dans l'industrie.

Changement de profession. — Alors que sous l'empire

des décrets antérieurs les étrangers changeant de profession avant le renouvellement bisannuel, n'étaient tenus de produire un nouveau contrat de travail visé que si cette modification entraînait également pour eux un changement de catégorie, l'article 9, § 2 du décret actuel spécifie que le travailleur qui désirera exercer une profession distincte de celle mentionnée sur sa carte devra, au préalable, en obtenir l'autorisation de l'office départemental de placement dont dépend le lieu de son emploi.

c) CATÉGORIES SPÉCIALES

Artisans. — Les lois des 11 août 1926 et 10 août 1932 protectrices de la main-d'œuvre nationale étaient souvent rendues inefficaces du fait de certains employeurs qui faisaient exécuter leur travail par des travailleurs à domicile. Ces façonniers qui, pour la plupart, sont de conditions de vie inférieures aux nôtres, se disaient artisans et obtenaient une carte de non salariés ; ce qui permettait à leurs employeurs de ne pas observer les lois précitées. C'est pour pallier à cet inconvénient qu'un décret-loi fut pris le 8 août 1935, pour protéger les artisans français contre la concurrence des artisans étrangers.

La définition de l'artisan auquel s'applique cette réglementation, est donnée par le décret du 27 Décembre 1934 portant codification des impôts directs et taxes assimilées, dont l'article 23 dispose que sont taxés, d'après le tarif applicable à la cédule des traitements et salaires, en tenant compte des réductions pour charges de famille que comporte cette cédule, « les artisans travaillant chez eux ou au-dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autre

concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants, d'un compagnon et d'un apprenti de moins de 18 ans avec lequel un contrat écrit d'apprentissage a été passé dans les conditions prévues par le livre premier du Code du Travail. »

Ces artisans sont déjà considérés comme des travailleurs par la législation fiscale, il convient donc de faire application à ceux qui sont de nationalité étrangère des dispositions qui, dans la réglementation du travail, visent les travailleurs étrangers.

L'article premier du décret prévoit que les dispositions de la loi du 11 Août 1926, de celle du 10 Août 1932, du décret du 6 Février 1935 sont applicables aux artisans répondant à la définition donnée ci-dessus. Chaque artisan étranger devra posséder une carte d'identité spéciale portant la mention « artisan » qui sera assimilée, pour l'application des lois des 11 Août 1926 et 10 Août 1932 et du décret du 6 Février 1935, à la carte portant la mention « Travailleur agricole » ou « Travailleur industriel ».

A l'occasion de la délivrance de la carte, les chambres de métiers créées par la loi du 26 Juillet 1925 seront consultées.

Une circulaire du Ministre du Travail, du 17 Octobre 1935, précise les conditions d'application de ce décret :

Pour assujettir un artisan étranger à la réglementation il faut considérer la situation habituelle ; l'emploi accidentel d'auxiliaires autres que ceux qui sont permis ne change pas le caractère de la catégorie. La circonstance qu'un artisan étranger bénéficiera du régime fiscal spécial, institué par l'article 23 du décret du 27 Décembre 1934, constituera d'ailleurs la présomption qu'il est soumis à la nouvelle réglementation.

On peut préciser et compléter la définition de l'artisan donnée plus haut par celle que donne de l'artisan-maître l'article premier de la loi du 26 Juillet 1925, complétée par l'article unique de la loi du 27 Mars 1934 : l'artisan-maître est un travailleur autonome de l'un ou de l'autre sexe exerçant personnellement et à son compte, sans se trouver sous la direction d'un patron, un *métier manuel*. Echappent ainsi à la réglementation nouvelle les étrangers exerçant une profession commerciale, donc ne se livrant pas principalement à la vente du produit de leur propre travail, et ceux qui exercent une profession libérale.

Pour les artisans occupés en France au moment de la publication du décret, artisans qui doivent par conséquent posséder une carte d'identité en conformité du décret du 6 Février 1935, la circulaire sus-nommée a prévu qu'ils devaient souscrire une demande avant le 31 Décembre 1935. Cette demande établie sur papier timbré est présentée par l'étranger lui-même, porteur de la carte d'identité qu'il possède déjà, au commissariat de police (à défaut à la mairie) de sa résidence. Elle est accompagnée d'un questionnaire, dûment rempli, daté et signé par l'intéressé qui permettra d'apprécier l'opportunité de la délivrance de la carte. Les renseignements demandés sont les suivants : nom et prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, état civil et situation de famille (célibataire, marié, veuf ou divorcé, nombre d'enfants, âge de chacun d'eux, avec l'indication de ceux qui habitent avec le requérant), nationalité du conjoint, nationalité des enfants, date de l'entrée en France, numéro de la carte d'identité, professions exercées par le requérant (indiquer si ces professions ont été exercées comme artisan-maître ou comme salarié) avant son entrée en France et depuis son entrée en France, date

de l'installation en France, comme artisan-maître, lieux où l'artisan a, en France, exercé successivement son métier avec l'indication de la durée d'exercice dans chacun de ces lieux, adresse actuelle du domicile et de l'atelier, métier actuellement exercé ; si l'artisan travaille comme façonnier, il indique le nom et l'adresse des maisons pour le compte desquelles il travaille et qui lui remettent des matières premières ou objets à transformer, nombre de personnes occupées en distinguant les membres de la famille du compagnon et de l'apprenti qui peuvent être occupés (en cas d'emploi d'un compagnon ou d'un apprenti, mentionner leurs nom, prénoms, nationalité, ainsi que le numéro de leur carte d'assuré obligatoire aux assurances sociales). Toutes justifications utiles (lettres missives, ordres de commande, copie de baux, avertissements émanant des administrations fiscales, etc...) susceptibles de corroborer les réponses fournies sont jointes au questionnaire. Le requérant remet le dernier avertissement concernant les impôts directs, qui doit être joint à la demande dans tous les cas. Il a la faculté de fournir également toutes pièces qu'il jugera susceptibles d'appuyer sa demande (services rendus à la France, état des services militaires effectués pendant la guerre dans l'armée française ou les armées alliées ou la légion étrangère, etc...).

Un récépissé de dépôt de demande de carte d'artisan est alors délivré par l'autorité municipale.

Quant aux artisans étrangers qui entreront désormais en France, ils fourniront ces renseignements lors de leur première demande de carte d'identité, de même que les étrangers actuellement en France qui voudront devenir artisans par la suite.

Mais la circulaire prescrit de ne pas accepter de demande

de carte d'artisan de ces étrangers, tant que la proportion des cartes d'artisan à délivrer n'aura pas été fixée par profession et par région.

Touristes

Parmi les nombreux étrangers qui aspirent à résider sur notre territoire, la catégorie des « touristes » est certainement celle que l'on a intérêt à voir augmenter. En effet la prospérité du pays en dépend en partie puisque les dépenses qu'ils font en France sont autant d'exportations invisibles. Il est donc naturel de chercher à éviter à ces étrangers les formalités de la demande de carte d'identité avec non seulement les dépenses qu'elles entraînent mais encore la perte de temps qu'elles nécessitent.

L'Instruction générale du 25 Décembre 1924 autorisait dans un chapitre intitulé « Des touristes étrangers », les touristes étrangers à formuler leur demande de carte d'identité entre les mains de leur hôtelier ou logeur, sous réserve que celui-ci ait paru à l'autorité préfectorale offrir des garanties suffisantes pour être habilité à recevoir leurs déclarations. A cet effet, les hôteliers et logeurs qui, après en avoir fait la demande, étaient agréés, constituaient les dossiers et recevaient la taxe ; ils délivraient eux-mêmes un récépissé à l'étranger. Celui-ci pouvait faire retirer sa carte au commissariat de police (à défaut à la mairie) du lieu de déclaration par un mandataire ou demander qu'on la lui envoie par la poste en consignant les frais d'envoi.

La réglementation actuelle concernant les touristes étrangers prend son point de départ dans l'article 13 de la loi de finances du 31 Décembre 1935 qui complète le Code du Timbre par un article 203 bis ainsi libellé : « Tout touriste étranger qui sera titulaire, selon son pays d'origine, soit

d'un passeport soit d'un titre d'identité qui en tient lieu, ne sera pas astreint, pendant six mois, aux prescriptions de l'article 203 ».

Cet article dispose qu'un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de ce texte ; ce fut le décret du 23 Février 1936.

En vertu de ce texte, les étrangers qui se proposent, dans un but de tourisme, de venir en France, peuvent obtenir sur leur demande une carte d'identité spéciale dite « carte de tourisme ». Celle-ci leur permettra de circuler librement sur le territoire français pendant une période n'excédant pas six mois sans avoir besoin de se conformer au décret du 6 Février 1935.

La délivrance de cette carte sera purement gratuite, elle ne comportera la perception d'aucun droit ou taxe.

Pour obtenir la carte de tourisme l'article 2 indique que l'étranger doit :

1° présenter un passeport ou le titre d'identité en tenant lieu ou, s'il en est dispensé, une pièce d'identité avec photographie ;

2° souscrire une déclaration par laquelle il s'engage à ne pas se livrer en France pendant son séjour, à une activité professionnelle lucrative ;

3° justifier de ressources suffisantes pour les besoins de son séjour en France.

Le passeport ou le titre d'identité doit avoir une validité au moins égale à six mois et permettre au pétitionnaire de réintégrer à tout moment son pays d'origine.

L'étranger doit demander cette carte au consul de France dans la circonscription duquel il a son domicile ou sa résidence habituelle. Le consul prend des renseignements et peut délivrer la carte pour une durée correspondante aux ressources de l'étranger touriste. Il appose en même temps

s'il y a lieu, sur le passeport ou le titre d'identité, un timbre portant la date et la mention suivante : « Le porteur du présent passeport remplit les conditions requises pour être considéré comme touriste. Il a reçu la carte de tourisme n° ... valable du... au... »

La carte doit être présentée à toute réquisition des agents de l'autorité qui peuvent exiger la production du passeport, du titre ou de la pièce d'identité, dit l'article 4.

Quand l'étranger quitte définitivement le territoire français, la carte doit lui être retirée. S'il prolonge son séjour au delà de six mois, il doit se conformer au décret du 6 Février 1935.

Tout étranger qui, pour obtenir la carte de tourisme aura recouru sciemment à des déclarations inexactes en produisant à l'appui de ses dires des papiers d'état civil, des documents administratifs, des titres de crédit falsifiés, ou sans valeur ou ne lui appartenant pas, s'exposera à une mesure d'expulsion, sans préjudice des sanctions pénales dont il serait passible. Il en sera de même de l'étranger qui aura utilisé une carte de tourisme autre que la sienne, aura falsifié, surchargé ou gratté sa propre carte.

L'article 7, modifié par le décret du 28 Décembre 1936, prévoit un régime transitoire valable jusqu'au 31 Décembre 1937. En vertu de cette disposition, le touriste étranger qui ne s'est pas muni de carte de tourisme avant d'entrer en France, peut en recevoir une du Préfet de sa résidence, à condition d'en faire la demande dans les quinze jours de son entrée en France. Le Préfet se renseigne auprès du consul de la résidence principale de l'étranger qui doit consigner les frais de correspondance.

La circulaire intérieure n° 301, du 28 Février 1936, précise les conditions de fonctionnement de ce nouveau régime.

Délivrance de la carte. — En principe nous avons vu que la carte de tourisme doit être délivrée par les consuls français à l'étranger, mais nous savons qu'elle peut ainsi, à titre transitoire, être délivrée par le Préfet. Dans ce dernier cas, les formalités de délivrance se décomposent en 5 phases :

1° dépôt par l'étranger, dans les quinze jours de son arrivée en France, d'une requête sur papier libre et présentation de son passeport ou du titre d'identité qui en tient lieu (Il y a lieu de vérifier si ce passeport répond aux conditions du décret).

2° remise immédiate d'un récépissé de demande du type en usage sur lequel sera portée à l'encre rouge la mention « touriste » et apposé le timbre de la Préfecture.

3° préparation d'une notice de renseignements remplie d'abord d'après les indications fournies par les étrangers et complétée par la suite au vu des informations adressées par les consuls. Cette notice porte les indications suivantes : nom, prénoms, date de naissance, lieu de naissance, nationalité, profession, résidence à l'étranger, l'étranger a-t-il un passeport, numéro, ressources dont il dispose, documents présentés comme justification, l'intéressé a-t-il déjà séjourné en France, combien de temps, était-il en possession d'une carte de tourisme ou d'une carte d'identité, enfants au-dessous de 15 ans accompagnant l'intéressé et dont les noms ont été portés sur la carte, carte délivrée n° ..., valable du... au..., renseignements particuliers.

A cette notice est annexée la déclaration souscrite par l'intéressé par laquelle il s'engage à ne se livrer en France à aucune occupation professionnelle lucrative de quelque nature qu'elle soit.

4° demande au consul de France compétent de toutes précisions utiles sur les occupations et les ressources du

pétitionnaire ou sa qualité sociale et le crédit qu'il y a lieu de lui accorder (par télégramme ou par lettre au choix du requérant. Tous les frais de cette correspondance sont d'ailleurs consignés par l'étranger).

5° délivrance de la carte si, d'après les renseignements fournis par le consul, l'intéressé paraît susceptible d'être considéré comme touriste.

Mention de cette délivrance est faite sur le passeport ou sur le titre d'identité qui en tient lieu.

Le décret prévoit de plus que la carte est délivrée « pour une durée correspondant au montant des ressources dont l'intéressé dispose ». En pratique on considère qu'un étranger doit pouvoir dépenser 1.200 fr. par mois et par personne pour être considéré comme touriste. A noter toutefois que la durée de la carte ne doit pas être inférieure à deux mois, car le décret du 6 Février 1935 n'impose aucune formalité pendant ce temps.

Classement des documents. — Il n'y a pas de dossier de constitué ; les notices de renseignements dûment remplies auxquelles seront épinglées les requêtes et les lettres des **consuls**, seront classées par ordre alphabétique.

Droits conférés par la carte. — Le touriste étranger peut circuler librement sur le territoire français sans avoir besoin de faire viser sa carte à chaque changement de domicile ; de plus il peut sortir de France et y rentrer autant de fois qu'il le désire dans les limites de la période de validité.

Si les agents de l'autorité ont des doutes sur l'authenticité de la carte, ils peuvent demander la production du passeport ou du titre en tenant lieu afin de comparer les mentions qui y sont portées avec celle de la carte d'identité.

Les cartes périmées sont sans valeur ; elles doivent être

immédiatement retirées et transmises au Ministère de l'Intérieur aux fins d'annulation.

Prolongation de séjour. — Le touriste étranger qui désire séjourner en France à l'expiration de la carte est assimilé, au regard du décret du 6 Février 1935, à un étranger qui entre en France ; il a donc huit jours à partir de l'expiration de son titre pour se mettre en règle.

Pour combiner cette réglementation avec le délai de deux mois prévu par le décret du 6 Février 1935, il est admis que la validité de la carte de tourisme, demandée dans les 15 jours de l'entrée en France, part du jour de sa délivrance ; tandis qu'elle part du jour de l'entrée en France de l'étranger si cette carte est demandée entre le 15^e et le 60^e jour, ceci afin d'éviter que la carte puisse être valable huit mois.

Format. — Cette carte est de couleur bleue; elle est double et porte l'indication « carte de tourisme », n^o et validité en première page. A l'intérieur sont portés les titres et qualités du titulaire ainsi que sa photographie.

Protégés français.

Nous avons vu que les ressortissants des pays placés sous le protectorat français ou sous mandat ne pouvaient être regardés comme de véritables étrangers. Ils sont toutefois considérés comme tels, en principe, au regard de la réglementation sur les étrangers, à moins de dispense expresse. Celle-ci est prévue pour les Annamites, Cambodgiens et Tonkinois par la circulaire intérieure du 6 Juin 1929 et pour les Tunisiens et Marocains par celle du 11 Juillet 1934.

1° *Annamites, Cambodgiens, Tonkinois.* — La circulaire du 6 Juin 1929 les dispense de la carte d'identité.

Car, en raison de ce fait que l'Annam, le Cambodge, le Tonkin font partie de l'Union Indochinoise, il n'est pas possible de considérer leurs ressortissants comme des protégés ordinaires, encore moins comme des étrangers. S'ils n'ont peut-être pas tout à fait droit à la qualification de « sujets » comme les Cochinchinois et les Laotiens, ils en possèdent cependant presque toutes les caractéristiques et doivent de ce chef bénéficier d'un traitement de faveur.

Toutefois pour justifier la régularité de leur présence sur notre territoire, tous les originaires de l'Indochine, à quelque pays qu'ils appartiennent, doivent posséder « une carte d'identité spéciale » délivrée par les gouvernements locaux, carte qui en raison des mentions portées en caractères étrangers présente toutes les garanties d'état civil requises au point de vue juridique. Ils doivent faire viser cette carte à la sortie de la colonie et à l'arrivée en France. Ils doivent répéter cette opération à chaque changement de domicile.

2° *Marocains et Tunisiens.* — Une circulaire intérieure du 27 Mars 1931 interdisait la délivrance de la carte d'identité aux Marocains originaires de la zone française venant en France pour y occuper un emploi, quand même ils auraient été titulaires d'un contrat en règle. A la suite d'un accord avec le Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre de l'Intérieur, par circulaire du 11 Juillet 1934, dispense de la carte d'identité d'étranger les sujets tunisiens et marocains originaires de la zone française du Maroc.

Cette circulaire a d'ailleurs été modifiée par une circulaire du 1^{er} Août 1936. Les Marocains originaires de la zone espagnole sont considérés comme étrangers, mais ceux de

la zone internationale de Tanger sont assimilés aux Marocains de la zone française.

Toutefois afin d'exercer sur eux un contrôle réel et efficace, les intéressés seront munis par les soins de la Préfecture d'une carte d'identité spéciale dite « carte de protégé français » qui est fournie par le Ministère de l'Intérieur.

La carte spéciale de protégé français doit être sollicitée dans les deux mois qui suivent l'arrivée en France du pétitionnaire. Les demandes sont adressées directement à la Préfecture, car les autorités municipales ne possèdent pas les moyens d'identification nécessaires à l'égard des intéressés. Toutefois l'autorité municipale peut transmettre la demande. Le protégé envoie également une somme de 12 frs au régisseur de recettes de la Préfecture à l'aide d'un mandat de chèques postaux.

Le récépissé de demande de carte, récépissé du modèle actuellement en usage sur lequel il suffira seulement de porter la mention « Protégé français », doit être délivré par la Préfecture le jour même de la réception de la requête.

L'autorité préfectorale doit s'assurer que le protégé a pénétré régulièrement sur le territoire français. Tout Tunesien ou Marocain entré postérieurement à la date du 1^{er} Juillet 1936 doit obligatoirement être en possession d'un *passport* délivré par les autorités françaises du protectorat. Il y a lieu de procéder au refoulement ou de proposer l'expulsion de tout individu non muni d'un *passport* et qui ne peut prouver qu'il résidait en France avant le 1^{er} Juillet 1936.

En plus du *passport*, il faut exiger des nouveau-venus un *certificat sanitaire* qui aura dû être remis dans le pays d'origine, et un *contrat de travail* visé par les services de la

main-d'œuvre étrangère si le pétitionnaire ne fournit pas la preuve qu'il est commerçant, étudiant ou rentier. Toutefois, vis-à-vis des Tunisiens et Marocains qui sont déjà en France il n'est pas exigé de contrat de travail. Les touristes, commerçants, rentiers doivent justifier de ressources certaines, les étudiants doivent produire un certificat d'immatriculation.

Chaque dossier doit comprendre : 1° la requête sur timbre de l'intéressé ; 2° un certificat de résidence établi par la mairie de son domicile ; 3° la notice de renseignements du type normalement utilisé pour les étrangers et sur laquelle il conviendra bien entendu de ne faire figurer que les indications susceptibles de s'appliquer aux protégés français ; 4° le certificat sanitaire et le contrat de travail s'il y a lieu ; 5° les deux fiches individuelles de couleur bulle et couleur blanche ; 6° l'acte de notoriété concernant l'intéressé.

Cet acte de notoriété devra être réclamé par le Préfet au contrôle civil ou au bureau militaire dont dépend le protégé français ; il procure une garantie sérieuse en ce qui concerne l'état civil. Il est accompagné de sa traduction et tient lieu d'acte de naissance.

Lorsqu'une nouvelle carte a été délivrée après rectification d'état civil, le préfet remet en plus une attestation indiquant qu'il y a identité entre l'état civil porté sur la carte nouvelle et celui utilisé précédemment par le titulaire de celle-ci.

Les Tunisiens et Marocains ne sont plus soumis aux pénalités de retard.

La carte d'identité n'est pas soumise à la formalité du renouvellement, elle est valable pour toute la durée du séjour en France et frappée une fois pour toutes du droit

de timbre de 12 frs dont sont frappées les cartes d'identité délivrées à des Français. Mais lorsque le titulaire de la carte se sera absenté du territoire français pendant plus de deux années consécutives, cette carte sera considérée comme périmée.

La circulaire intérieure du 15 novembre 1934 a d'ailleurs signalé l'importance qui s'attache aux renseignements à porter sur les fiches individuelles, notamment sur la fiche blanche destinée au Casier Central des Protégés Français de l'Afrique du Nord constitué au Ministère de l'Intérieur.

Cette fiche blanche devra reproduire exactement les indications consignées sur la pièce d'identité en leur possession, c'est-à-dire les noms du père, de la mère et autant que possible celui du grand-père, le nom du Douar, celui de la tribu et enfin l'indication du bureau des affaires indigènes dont dépendent les intéressés. En outre, au verso de chaque fiche individuelle, à la rubrique « pièces d'identité fournies » figurera le signalement (taille, nez, bouche, barbe, signes particuliers).

La délivrance de cette carte dont la validité est indéfinie ne s'oppose d'ailleurs pas aux mesures de refoulement ou d'expulsion dans le cas où l'application de ces mesures serait rendue nécessaire.

Cette carte de « protégé français » est de couleur verte. Sur le recto elle porte un numéro, un timbre de dimension à 12 frs, une photographie 4/4, de face et sans chapeau sur le coin de laquelle est apposé le timbre sec de la Préfecture, l'empreinte du pouce droit de son titulaire. Elle indique les nom, prénoms, nom du père, nom de la mère, date de naissance, douar, tribu, contrôle civil ou bureau militaire, domicile en France, profession, nationalité, pièces justificatives produites, Préfecture qui l'a délivrée avec son cachet et la date de délivrance, signalement du protégé.

Le verso de la carte est occupé par des emplacements destinés à recueillir les visas de départ et d'arrivée en cas de changement de domicile. Et, en notez bien, il est indiqué que « tout défaut de déclaration de changement de domicile entraînera le retrait de cette carte d'identité et le refoulement de son titulaire. »

Frontaliers.

Les frontaliers sont des personnes qui sont domiciliées dans une zone territoriale contiguë à une zone d'un autre état et qui peuvent traverser la frontière pour se rendre dans cette zone sans se soumettre aux formalités de droit commun, c'est-à-dire sans produire un passeport ; il suffit qu'elles soient munies d'une carte frontalière.

Ce régime de faveur est créé par conventions diplomatiques qui règlent les conditions de délivrance de cette carte et délimitent les zones frontières.

En l'absence de ces conventions, les frontaliers sont soumis au droit commun.

C'est ainsi que le régime frontalier a été organisé entre la *France et l'Italie* par un accord signé à Paris le 7 *Décembre 1918*. Cette convention, qui règle la circulation des nationaux des deux pays dans les zones frontières, a été mise en vigueur en France par le décret du 10 Août 1921 (*J.O.* du 13 Août).

L'article 2 de l'accord prévoit la création en faveur des nationaux français ou italiens résidant dans la zone frontière délimitée dans l'annexe, d'une « carte de frontière » qui tient lieu de passeport et permet au titulaire de franchir la frontière aussi bien à l'aller qu'au retour, par « le » ou « les » points indiqués sur cette carte sans qu'il soit

besoin de visa consulaire mais aux conditions suivantes :

a) vérification de l'identité du frontalier ; b) visa de la carte de frontière par les services de police aux frontières ; c) visite de la douane.

La carte de frontière ne permet d'ailleurs pas au titulaire de circuler librement dans la zone limitrophe, mais seulement sur le territoire de la ou des communes comprises dans cette zone et qui sont indiquées limitativement sur cette carte.

La carte de frontière n'est délivrée qu'à deux conditions : 1° si au jour de la demande le frontalier a une résidence continue d'au moins un an dans une des communes comprises dans les zones frontières ; 2° si, par suite de ses occupations, il est astreint à se rendre fréquemment dans la zone étrangère limitrophe.

Seuls les propriétaires et exploitants de biens fonds, les fonctionnaires, les personnes exerçant une profession, une industrie, un commerce, et les ouvriers agricoles peuvent bénéficier de ce régime. Les enfants de moins de 12 ans peuvent être inscrits sur la carte de celui qu'ils accompagnent habituellement.

La carte de frontière ne peut être accordée aux ascendants, descendants, femmes, frères, sœurs, oncles et tantes de déserteurs ou insoumis de l'armée de l'un des deux pays, réfugiés sur le territoire de l'autre.

Elle est délivrée par le préfet de la province italienne ou du département français dans lequel le frontalier, qu'il soit ressortissant italien ou français, a sa résidence continue, après enquête sur les conditions ci-dessus énumérées, sur la moralité du bénéficiaire et son attitude au point de vue national, et après avis du préfet de la zone dans laquelle le frontalier est admis à circuler.

La carte de frontière devra porter la photographie du titulaire et les indications complètes de son état civil et de son signalement. Elle ne peut avoir une validité supérieure à 6 mois ; mais l'autorité qui la délivre peut en limiter la durée à un temps moins long, en l'indiquant sur la carte ; elle peut aussi retirer la carte pour une raison d'intérêt public, en avertissant de cette mesure, quand il s'agit d'un sujet étranger, l'autorité compétente de la zone limitrophe. Les sujets étrangers qui seront surpris hors du territoire de la ou des communes dans lesquelles ils sont autorisés à circuler ou franchissant la frontière par un point non indiqué sur leur carte de frontière, pourront, par ce seul fait, être l'objet d'un arrêté d'expulsion, sans préjudice de toutes autres peines plus fortes.

Les cartes sont renouvelées par le Préfet au moyen d'une annotation au dos.

L'accord donne la liste des localités françaises et italiennes dont les habitants bénéficient d'une autorisation exceptionnelle permanente de franchir la frontière sans passeport. Ce sont :

En France, 69 communes du département de la Savoie, 18 des Hautes-Alpes, 18 des Basses-Alpes, 77 des Alpes-Maritimes dont Antibes, Grasse, Le Cannet, Menton, Nice, Villefranche-sur-Mer.

Les trois communes de la Principauté de Monaco : Monaco, La Condamine, Monte-Carlo.

En Italie, 11 communes de la Province de Turin, 16 de la Province de Coni, 44 de la Province de Port-Maurice.

Cet accord a été modifié en ce qui concerne la principauté de Monaco par un arrangement signé à Paris le 18 Juillet 1921 entre la France, l'Italie et la Principauté de Monaco, arrangement qui attribue, en ce qui concerne les

sujets monégasques, la délivrance des cartes frontalières au Ministre d'Etat Monégasque ; toutefois elles devront être visées par les autorités françaises ou italiennes consulaires dans la Principauté.

Accord franco-belge. — Relatif aux travailleurs frontaliers et saisonniers belges. Il a été signé à Paris le 4 Juillet 1928 et mis en vigueur en France par décret du 23 Décembre 1928 (*J.O.* 5 janvier 1929). Cet accord ne vise que les frontaliers belges qui viennent travailler en France ; en ce qui concerne les frontaliers français qui vont travailler en Belgique, un accord a été signé à Paris le 31 Mars 1931 et mis en application par décret du 26 Juin 1931 (*J.O.* 17 Juillet).

Cet arrangement est d'une autre nature que le précédent ; il ne se propose pas le même but puisque le passeport a été aboli dans les relations entre la France et la Belgique. Il vise surtout à tenir compte de la réglementation française en matière de protection du marché du Travail National.

En vertu de cette convention, les travailleurs belges *frontaliers*, c'est-à-dire ceux qui travaillent dans des établissements industriels, commerciaux ou agricoles sis en France, tout en conservant leur domicile en Belgique où ils retournent en principe chaque jour ou chaque semaine, sont soumis aux formalités suivantes : d'abord ils devront demander au bourgmestre de la commune de leur domicile une carte d'identité qui ne leur sera délivrée que sur la présentation d'un certificat de bonnes vie et mœurs et d'un certificat du chef de l'établissement qui les emploie ou qui s'engage à les employer ; ce certificat étant visé par l'office public départemental de placement français compétent. Ensuite ils devront faire viser leur carte d'identité, dans les huit jours par ledit office public de placement. Cette carte d'identité est valable deux ans.

Quant aux travailleurs belges *saisonniers*, c'est-à-dire ceux qui, tout en conservant leur domicile en Belgique, viennent travailler en France dans un établissement industriel, commercial ou agricole, pour une durée n'excédant pas le laps de temps pour lequel la carte d'identité française n'est pas exigée, ils sont astreints aux formalités suivantes : d'une part, comme les frontaliers, ils doivent se munir dans les mêmes conditions d'une carte d'identité, mais le bourgmestre devra indiquer sur cette carte le nom et l'adresse de l'employeur, la profession que doit exercer le travailleur saisonnier, l'indication de l'autorité française qui a visé le certificat. D'autre part, ils devront faire viser leur carte à l'entrée et à la sortie du territoire français par le commissaire spécial français, en lui présentant en même temps le certificat ci-dessus.

Les cartes de travailleur frontalier ou de travailleur saisonnier belge sont délivrées et visées gratuitement.

En cas de délit commis par le porteur d'une carte de frontalier ou de saisonnier, les administrations compétentes de l'un ou l'autre pays lui retireront ladite carte. Les cartes retirées par l'administration seront renvoyées au gouvernement belge en indiquant le motif du retrait.

La zone d'application de ce régime frontalier a été délimitée par un accord signé à Paris le 8 mars 1934.

Du côté de la France, le lieu d'emploi devra se trouver dans la zone suivante : Dans le département du Nord, les cantons de Lille, Armentières, Cysoing, Lannoy, Quesnoy-sur-Deulle, Roubaix, Tourcoing, Bavay, Maubeuge, Solre-le-Château, Trelon, Dunkerque, Bailleul, Bergue, Hond-schoote, Stemworde, Wormhout, Valenciennes, Condé-sur-Escaut, St-Amand-les-Eaux.

Pas-de-Calais, le canton de Laventie.

Dans l'Aisne, canton d'Hirson ; Ardennes, canton de Mézières, Monthermé, Charleville, Sedan, Carignan, Rocroy, Fumay, Givet.

Meuse, canton de Montmédy.

Meurthe-et-Moselle, canton de Longwy, Longuyon, Audun-le-Roman.

Du côté de la Belgique, le domicile devra être dans les arrondissements de Furmes, d'Ypres, de Courtrai, de Dixmude, de Roulers, les cantons d'Oostroosbeeke, Nazareth, Deynze, Cruyshouten, Audenande, Renaix, les arrondissements de Tournai, Mons, Thuin, Charleroi, Ath, les cantons de Rœulx, la Louvière, Œdeghien, les arrondissements de Dinant, Philippeville, Neufchâteau, Virtron, Arlon.

Cas particuliers. — Un régime de faveur a été institué au profit des touristes qui se rendent pour un séjour très bref dans une région très voisine de la frontière spécialement au moyen de services publics d'automobiles. C'est ainsi que dans le département des Alpes-Maritimes les touristes étrangers ne séjournant pas plus de 48 heures sont dispensés d'un passeport à condition qu'ils soient munis d'une carte d'identité quelconque.

Tarif de la carte frontalière. — Fixé à 2 frs par l'article 15 de la loi du 29 Avril 1921, il a été porté à 6 fr. (Code du Timbre, article 202).

Stagiaires.

Des conventions internationales ont été signées entre la France et différents états en ce qui concerne les « stagiaires ». Ceux-ci sont des ressortissants de l'un des deux pays contractants, de l'un ou de l'autre sexe et âgés en principe de moins de 30 ans, qui se rendent dans l'autre

pays pour s'y perfectionner dans la langue et dans les usages commerciaux ou professionnels de ce pays, tout en y occupant un emploi dans un établissement industriel ou commercial.

En vertu de ces arrangements, ils sont autorisés à occuper un emploi, dans certaines conditions, sans que la situation du marché du travail dans la profession dont il s'agit puisse être prise en considération.

C'est ainsi que plusieurs arrangements ont été conclus par exemple entre la France, d'une part, l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, d'autre part.

L'accord franco-allemand a été signé à Berlin le 13 Août 1928 et publié au *J. O.* du 31 Octobre 1928. Celui franco-belge, signé à Paris le 8 Mars 1934, a été publié à l'*Officiel* du 29 Avril 1934. L'arrangement franco-suisse a été signé à Paris le 25 Juillet 1935 et publié par le décret du 6 Novembre 1935 (*J. O.* du 17).

Ces trois conventions sont d'ailleurs absolument identiques dans leurs dispositions, seul diffère le nombre des admissions annuelles permises qui est de 500 pour l'Allemagne, 150 pour la Belgique, 125 pour la Suisse.

L'autorisation est donnée en principe pour une année, elle pourra exceptionnellement être prolongée de six mois. Les cartes d'identité qui sont délivrées portent la mention « stagiaires » au lieu de « travailleur agricole », ou « travailleur industriel » et reçoivent une validité d'une durée égale à l'autorisation, soit en principe un an.

Si le contingent des 500, 150 ou 125 autorisations n'était pas atteint au cours d'une année par les stagiaires de l'un des deux états, celui-ci ne pourrait pas réduire le nombre des autorisations données aux stagiaires de l'autre état, ni reporter sur l'année suivante le reliquat inutilisé de ce contingent.

Les stagiaires ne pourront être admis par les autorités compétentes que si les employeurs qui les occuperont s'engagent, envers ces autorités, dès que ces stagiaires rendront des services normaux, à les rémunérer, là où il existe des conventions collectives, d'après le tarif fixé par ces conventions, là où il n'en existe point, l'après les taux normaux et courants de la profession et de la région. Dans les autres cas, les employeurs devront s'engager à leur donner une rémunération correspondant à la valeur de leurs services.

Les stagiaires remettent leurs demandes d'autorisation à l'autorité chargée dans leur pays de centraliser les demandes pour leur profession et de les transmettre après examen en tenant compte en particulier du contingent annuel et de la répartition de ce contingent qu'elle aura arrêtée elle-même dans les diverses professions.

Emigrants en transit.

La situation géographique de la France en fait nécessairement un pays de passage pour un grand nombre d'émigrants surtout à destination des Etats-Unis d'Amérique. Depuis que ces derniers pratiquent une politique de restriction à l'immigration, le danger est encore plus grand car il convient d'empêcher que les émigrants embarqués sur des navires français et reconnus indésirables par l'autorité américaine ne refluent sur le territoire français et, faute de ressources pour retourner dans leur pays d'origine, ne se fixent définitivement sur notre sol pour y tomber bientôt à la charge de l'assistance publique.

La loi du 18 Juillet 1860 sur l'émigration institue un contrôle administratif des agences d'émigration ; elle a

été complétée par les décrets des 9 et 15 Mars 1861. Ces textes prévoient dans leurs grandes lignes les dispositions suivantes : 1° nécessité d'une autorisation du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, pour engager et transporter les émigrants ; 2° surveillance des aménagements et des approvisionnements des navires qui doivent transporter les émigrants ; 3° visite médicale des émigrants avant leur départ et interdiction d'embarquer ceux d'entre eux qui seraient atteints d'affections contagieuses ; 4° départ des navires à la date fixée, obligation de conduire les émigrants jusqu'au lieu de destination ; 5° présence à bord d'un médecin de marine chaque fois que le nombre des émigrants dépasse 100.

Après la dernière guerre, nombreux étaient les émigrants étrangers autorisés à transiter soit pour se rendre dans les pays d'outre-mer soit pour retourner dans leur pays d'origine, qui restaient indûment en France. Une circulaire intérieure du 14 Mars 1925 rappelle que ces émigrants doivent traverser notre pays sans arrêt notable, au maximum 15 jours. Elle prescrit les dispositions suivantes à l'égard de l'émigrant dont on aura vérifié la situation :

1° S'il est muni de pièces régulières [passeport national sauf pour les Belges et les Luxembourgeois ; contrat d'émigration ; billet de passage direct et payé jusqu'au point de destination définitive et ne comportant normalement aucun arrêt en cours de route ; visa d'immigration (s'il se rend aux Etats-Unis) ou certificat d'admissibilité (délivré par la compagnie de navigation ou agence d'émigration) constatant que rien ne s'oppose à son admission dans le pays où il veut se rendre et qu'il a payé les droits de visa ou autres ; enfin, s'il appartient à un pays dont les ressortissants ne sont pas dispensés du visa consulaire français

de transit, il devra, à défaut de visa, être porteur de la carte spéciale instituée par décision ministérielle du 22 Mai 1922, qui tient lieu de visa consulaire] et si son entrée en France ne remonte pas à plus de quinze jours (ce qui peut être constaté par la date du timbre du commissaire spécial sur le passeport ou la carte de transit) il doit être invité à poursuivre son voyage sans arrêt.

2° S'il n'est pas muni de pièces régulières ou si son entrée en France remonte à plus de quinze jours, il doit être mis en route immédiatement, à ses frais, sur son lieu de destination, après avoir été informé que tout retard l'exposerait à être refoulé ou expulsé.

3° Si, pour raison de maladie, il sollicite un court délai avant de poursuivre son voyage, il peut, au vu d'un certificat médical délivré par un médecin assermenté, être autorisé temporairement à rester en France. Mention du délai accordé par le Préfet sera mentionné sur son passeport.

4° S'il désire y rester pour une durée illimitée, une enquête doit être faite sur son compte notamment en ce qui concerne ses ressources personnelles et la raison pour laquelle il renonce à poursuivre son voyage.

Le 16 Octobre de la même année une autre circulaire intérieure précise que tout émigrant trouvé en France dans des conditions irrégulières devra être conduit au port d'embarquement ou rapatrié sans délai sur son pays d'origine aux frais de la compagnie qui l'a amené, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles.

Cette matière de l'émigration en transit a fait l'objet d'un arrangement international « relatif à l'établissement d'une carte de transit pour émigrants » signé à Genève le 14 Juin 1929 et qui a été mis en vigueur en France par le décret du 16 Février 1930 (*J. O.* du 27 Février).

Cette convention ouverte à tous les pays a été conclue dans le but de simplifier les formalités du transit pour les émigrants. En vertu de cet accord tous les gouvernements contractants s'engagent à laisser transiter par leurs territoires respectifs l'émigrant muni de son passeport et d'une *carte de transit* délivrée par le gouvernement contractant du pays d'embarquement, sans exiger que cette carte ni le passeport ne soient revêtus de leur visa consulaire et sans qu'il soit perçu de taxes spéciales de contrôle et de transit. Cette carte de transit est créée pour les émigrants qui se rendent d'Europe dans un pays d'outre-mer. Les cartes délivrées par le gouvernement seront fournies par lui aux compagnies de navigation autorisées à embarquer des émigrants dans ses ports. Les cartes de transit seront remises aux compagnies de navigation au prix coûtant, sans perception d'impôt ou taxe quelconque. Elles seront rédigées dans la langue du pays d'embarquement et devront reproduire au verso, dans sept langues au moins, au choix des pays d'embarquement, la mention suivante : « La présente carte a été délivrée en vertu de l'arrangement international conclu sous les auspices de la Société des Nations, à Genève le 14 Juin 1929 et donne le droit de transit jusqu'au port d'embarquement ». Elles porteront au verso l'indication de la compagnie de navigation qui les utilise. Cette carte est divisée en deux parties, l'une qui porte la mention « entrée » est remise au service de contrôle des passeports à la frontière du pays d'embarquement, l'autre qui a la mention « sortie » est retirée au port d'embarquement par le service analogue. Les indications portées sur ces deux parties sont les mêmes : indication du pays d'embarquement, numéro, nom de famille, prénoms, nationalité, numéro du billet, numéro du passeport, timbre de la

compagnie de navigation ; toutefois la partie réservée à l'entrée porte en outre le sexe, l'âge, le pays où le voyage a commencé, le pays de destination finale.

Enfin la carte de transit indique qu'elle est délivrée gratuitement. Les cartes de transit ne sont fournies aux compagnies de navigation qu'avec l'obligation pour elles de ne délivrer aucune carte sans que soient respectées les conditions suivantes : l'émigrant doit avoir des billets de passage pour le voyage complet du point de départ au pays d'immigration. Il doit remplir les conditions d'admission exigées par le pays d'immigration ; il doit avoir les moyens de subvenir à ses besoins au cours du transit. La carte doit être délivrée gratuitement à l'émigrant ; elle doit être dûment remplie au point de départ par les soins de la compagnie de navigation et signée par l'agent qualifié de celle-ci.

La carte de transit pourra être également délivrée à l'émigrant pour faciliter son retour dans son pays ou au lieu de son départ, au cas où il aurait été contraint de renoncer à poursuivre son voyage ou, s'il est refoulé, au moment de son débarquement par le pays d'immigration.

Un duplicata de cette carte sera remis en même temps à l'émigrant qui le conservera par devers lui jusqu'à la destination finale de son voyage de retour.

La compagnie de navigation qui a délivré une carte de transit sera responsable de toutes les dépenses encourues par l'un des gouvernements contractants du fait que l'émigrant muni de cette carte est demeuré sur le territoire de ce gouvernement sans autorisation.

Réfugiés.

Les réfugiés politiques faisaient l'objet d'une réglemen-

tation spéciale en vertu des lois de 1832, 1834 et 1839. Et, lors de la discussion de la loi du 3 Décembre 1849, un orateur, M. Chamiot, donnait des réfugiés politiques cette définition : « Les réfugiés sont des proscrits qui, agissant sous la contrainte des évènements politiques, viennent temporairement chercher un asile sur le territoire de la République, mais sont désireux que leur séjour s'y prolonge le moins longtemps possible et n'attendent, pour retourner dans leur patrie, que la cessation des évènements qui les ont forcés à la quitter ».

Il est certain que de nos jours cette définition ne conserve plus toute sa valeur, car s'il est des réfugiés comme les Espagnols qui désirent retourner dans leur patrie, il en est d'autres comme les Sarrois et les réfugiés allemands qui désirent vraiment s'établir en France.

La France a toujours recueilli avec la plus grande libéralité tous les réfugiés politiques qui sont venus lui demander asile, à quelque parti qu'ils appartiennent, de quelque race ou religion qu'ils soient. D'autre part, la loi du 10 Mars 1927 n'autorise pas l'extradition pour crimes ou délits politiques.

Il n'en est pas moins vrai que la présence de réfugiés politiques sur le territoire d'un état peut constituer un certain danger, péril intérieur si les réfugiés se livrent à de la propagande dans le pays qui les a recueillis, danger extérieur s'ils profitent de leur séjour à l'étranger pour fomenter un coup d'état contre leur patrie. C'est pourquoi il est de la plus grande importance de surveiller étroitement ces étrangers afin de les empêcher de porter atteinte à l'ordre et à la tranquillité publique.

Réfugiés espagnols. — Les troubles fomentés en Espagne depuis quelques années ont amené en France un afflux

de réfugiés politiques. Une circulaire du 27 Octobre 1934 prescrit d'obliger ces étrangers à fixer leur domicile dans une localité située au nord de la Loire, afin d'éviter tout incident à la frontière franco-espagnole. Une autre circulaire du 31 Octobre précise que la région parisienne doit être exclue des lieux de résidence admis. La mise en route des intéressés devra être provoquée dans les délais les plus courts ; s'ils sont sans ressources, ils voyageront aux frais des départements traversés. S'ils sont démunis de papiers d'identité ou de passeport, ils recevront par les soins du commissaire spécial du point d'arrivée, un sauf-conduit valable vingt jours, à charge pour eux de faire instruire dans le département (au nord de la Loire) où ils seront fixés, une demande régulière d'autorisation de séjour.

Ces réfugiés devront faire l'objet d'une surveillance attentive des services de police.

L'année 1936 a vu l'arrivée en France d'un grand nombre de femmes, enfants, vieillards qui fuyaient la sanglante guerre civile espagnole. Sans ressources, ils ont été rassemblés dans des centres d'hébergement.

Réfugiés allemands. — A la suite des persécutions ordonnées en Allemagne contre les Juifs, de nombreux Allemands d'origine sémitique ont quitté leur patrie inhospitalière et ont cherché un refuge à l'étranger. C'est ainsi que la France a recueilli nombre de ces exilés volontaires. Toutefois, afin d'éviter que des Allemands ne tentent de pénétrer sur notre territoire à la faveur de cette tolérance, une instruction intérieure du 28 Mai 1936 a prescrit d'agir avec sévérité contre les ressortissants allemands venus sur notre territoire sans être munis de pièces nécessaires. Elle ajoute que ces prescriptions ne doivent

pas, bien entendu, être appliquées aux réfugiés politiques, aux candidats légionnaires, aux déserteurs et, d'une manière générale, aux personnes dont la venue en France peut se justifier par des motifs impérieux et qui ne sauraient regagner leur pays d'origine.

Le décret du 17 Septembre 1936, qui a créé un certificat d'identité spécial pour les réfugiés provenant d'Allemagne, prévoit que cette pièce ne sera délivrée qu'aux réfugiés « séjournant régulièrement sur le territoire français » et l'article 4 ajoute « avant le 5 Août 1936 ». Ce texte a pour but de mettre en vigueur l'arrangement intergouvernemental signé à Genève le 4 Juillet 1936, relatif au régime à appliquer aux réfugiés allemands.

Les réfugiés remplissant ces conditions doivent donc d'abord résider régulièrement en France, c'est-à-dire avoir obtenu un titre de séjour, la carte d'identité.

D'après l'accord de Genève, sera considérée comme « Réfugié provenant d'Allemagne » toute personne, établie dans ce pays, qui ne possède pas une autre nationalité que la nationalité allemande et à l'égard de laquelle il est établi que, en droit ou en fait, elle ne jouit pas de la protection du gouvernement du Reich. Tous les réfugiés qui prouveront avoir pénétré en France entre le 30 Janvier 1933 et le 5 Août 1936 pourront demander l'autorisation de résider en France et solliciter à cet effet la délivrance de leur carte d'identité. La demande est adressée à la Préfecture avec tous renseignements à l'appui, qui la transmet au Ministère de l'Intérieur seul compétent pour décider si l'étranger a droit à la qualité de réfugié.

La circulaire précitée donnait jusqu'au 1^{er} Novembre 1936 pour accomplir cette formalité.

Réfugiés sarrois. — A la suite du plébiscite de Janvier

1935 un grand nombre de Sarrois qui avaient opté pour la France, quittèrent leur pays pour venir résider sur le territoire français. Un décret en date du 27 Août 1935 leur accorde le bénéfice du régime des passeports Nansen et donne en même temps une définition du réfugié sarrois : « Toute personne qui, possédant antérieurement le statut du territoire de la Sarre, a quitté ce territoire à l'occasion du plébiscite et ne dispose pas d'un passeport national. »

Ils ont été soumis à la perception du Timbre Nansen par décret du 30 Juillet 1936.

Réfugiés russes, arméniens et assimilés. — L'arrangement signé à Genève le 12 Mai 1926 donne les définitions suivantes : Est considéré comme réfugié russe, « toute personne d'origine russe qui ne jouit pas ou ne jouit plus de la protection du gouvernement des Républiques Socialistes Soviétiques et qui n'a pas acquis une autre nationalité ». Le réfugié arménien est « toute personne d'origine arménienne auparavant sujette de l'empire ottoman qui ne jouit pas ou ne jouit plus de la protection du gouvernement de la République Turque et qui n'a pas acquis une autre nationalité. »

Un arrangement signé à Genève le 30 Juin 1928 étend à d'autres catégories l'arrangement relatif au statut juridique des réfugiés russes et arméniens signé à la même date ; il en donne les définitions : Est considéré comme réfugié assyrien, assyro-chaldéen, et assimilé, « toute personne d'origine assyrienne et assyro-chaldéenne ainsi que, par assimilation, toute personne d'origine syrienne ou kurde, qui ne jouit pas ou ne jouit plus de la protection de l'état auquel elle appartenait et qui n'a pas acquis ou ne possède une autre nationalité ». Tout réfugié turc doit répondre à la définition suivante : « toute personne d'ori-

gine turque, anciennement sujette de l'Empire ottoman qui, en vertu du protocole de Lausanne, du 24 Juillet 1923, ne jouit pas ou ne jouit plus de la protection de la République Turque et qui n'a pas acquis d'autre nationalité.

Timbres Nansen. — L'arrangement signé à Genève le 12 Mai 1926, relatif à la délivrance des certificats Nansen, « considérant la nécessité... d'instituer un fonds de roulement pour pourvoir aux frais de transport et d'établissement des réfugiés », a adopté dans son § 9, la perception, en sus des taxes perçues dans chaque pays d'après la législation nationale, d'un droit de cinq francs or au profit du fonds de roulement institué par la S.D.N. Ce droit sera perçu à la volonté des Etats à l'occasion de la délivrance soit du certificat d'identité, soit de la carte d'identité ou permis de séjour ou de tous les deux, de manière à assurer le versement de ce droit par tous les réfugiés russes et arméniens, exception faite des indigents.

Le § 10 recommande que des mesures soient prises pour éviter qu'un réfugié ne verse plus d'une fois par an le droit sus-mentionné. Dès le 28 Août 1926, par circulaire, le Ministre de l'Intérieur invitait les réfugiés à verser le droit annuel de 5 frs or. Mais ce ne pouvait être qu'un appel à la générosité, appel qui se transforma en obligation à la suite du vote de la loi du 7 Mai 1934. Celle-ci a ratifié et rendu applicable en France l'arrangement ci-dessus. Par ailleurs un décret en date du 16 Juillet 1934, modifié par celui du 29 Juillet 1936, a fixé les points laissés volontairement dans l'ombre par la loi précitée. Les réfugiés d'origine russe ou arménienne, ainsi que les réfugiés sarrois sont tenus d'acquitter, lors de leur demande de délivrance ou de renouvellement de la carte d'identité, un triple droit annuel dont la perception sera constatée par l'apposition, sur leur titre de séjour, de timbres Nansen.

Les principes qui servent de base à cette perception sont les suivants :

1° Toute carte d'identité timbrée à 160 frs sera revêtue, lors de sa délivrance ou de son renouvellement, de trois timbres Nansen de cinq francs or, correspondant au versement d'une somme de 75 frs.

2° Toute carte d'identité timbrée à 35 frs recevra trois timbres Nansen de 2 fr. 50 or, correspondant à un versement de 37 fr. 50.

Une exonération d'office sera accordée aux réfugiés exonérés des taxes prévues par la loi du 31 Décembre 1935.

Une exonération facultative est accordée aux réfugiés nécessiteux porteurs d'une attestation à eux délivrée, en vue de l'exonération totale, par le représentant en France, du Haut Commissaire de la Société des Nations pour les réfugiés, 32, boulevard Raspail, à Paris, ou par l'un des délégués de celui-ci dûment accrédité et dont les noms et qualités sont notifiés aux autorités préfectorales par le Ministre des Affaires Etrangères.

Une réduction de moitié est accordée aux réfugiés porteurs d'une attestation spéciale délivrée dans les mêmes conditions que ci-dessus. Dans ce cas le versement annuel ne sera plus que de 2 fr. 50 or ou 1 fr. 25 or, suivant le cas.

Une instruction ministérielle du 25 Juillet 1934 précise les opérations nécessitées par le versement de ce droit.

1° *Obligations des réfugiés.* — Les réfugiés dispensés d'office n'ont aucune formalité à accomplir en ce qui concerne le droit spécial. Les réfugiés dispensés à titre facultatif devront remettre l'attestation qui, d'ailleurs, n'est valable que pour un an et devra donc être renouvelée chaque année, au commissaire de police (à défaut au maire),

lors de la constitution de leur dossier de demande ou de renouvellement de carte d'identité, pour sa transmission à la Préfecture, seule chargée d'apposer la mention nécessaire sur sa carte d'identité. De même, devra être jointe au dossier l'attestation, valable un an, accordant une réduction de 50 %.

En règle générale, le montant de ce droit doit être acquitté en même temps que la taxe de délivrance ou de renouvellement de la carte d'identité et en entier. Toutefois, il est accordé aux réfugiés la faculté d'effectuer ce versement en trois parties égales, à raison d'une chaque année.

2° *Rôle de l'autorité municipale.* — Chaque fois qu'à l'occasion d'une demande de première carte d'identité ou de son renouvellement, l'autorité municipale constate qu'elle a affaire à un réfugié soumis au droit spécial, elle doit l'inviter à verser ce droit. Si le réfugié accepte de faire un versement unique, le montant global des deux sommes (taxe afférente à sa catégorie et droit spécial corrélatif) doit être porté au recto du mandat de versement sur le compte de chèques postaux du régisseur de recettes de la Préfecture et le détail en sera indiqué au verso sur le coupon de correspondance. Si le réfugié veut bénéficier de la faveur qui lui est accordée de verser ce droit spécial en trois fractions égales, seul le tiers de ce droit sera additionné à la taxe et ce fait sera indiqué sur le coupon de correspondance. Les seules formalités supplémentaires imposées à l'autorité municipale lors d'une demande de délivrance ou de renouvellement de carte d'identité, à l'occasion de la perception de ce droit, consistent : a) à porter au bas de la notice de renseignements imposée par la circulaire intérieure du 15 Avril 1933 la mention « réfugié d'origine russe (ou arménienne, etc...) a acquitté le

droit spécial de... frs pour... année, soit... frs » ;
b) à inscrire sur le talon de correspondance du mandat de versement, au-dessous des indications destinées à identifier l'étranger en cause, cette mention « réfugié — droit versé ... frs ».

Pour le versement de la deuxième ou troisième fraction du droit spécial, les formalités à accomplir comporteront :

a) l'établissement d'un mandat de chèques-postaux sur le régisseur de recettes de la préfecture, du montant de cette fraction ;

b) le retrait provisoire de la carte d'identité à faire timbrer et son envoi à la préfecture (sous pli recommandé en franchise), accompagné du reçu du mandat et d'une note très succincte indiquant : la commune expéditrice, le numéro de la carte d'identité, le nom de son titulaire, le montant du droit versé et la mention « Deuxième fraction du droit spécial » ou « Troisième... ».

c) La remise à l'intéressé d'un récépissé du modèle actuellement en cours sur lequel les mentions « demande de carte d'identité » ou « renouvellement de la carte d'identité n°... » seront biffées et remplacées par la suivante : « Remplacement temporaire de la carte n°... envoyée à la Préfecture pour timbrage supplémentaire ». Ce récépissé doit être muni d'une photographie, il sera échangé contre la carte d'identité quand celle-ci reviendra de la Préfecture.

Toutefois, le versement de la deuxième et troisième fraction du droit spécial peut être fait directement à la Préfecture par les réfugiés qui habitent le chef-lieu de département ou qui ont l'occasion de s'y rendre. Sur le vu du reçu du mandat de chèques-postaux, l'autorité préfectorale apposera immédiatement le timbre Nansen sur la carte d'identité.

Le réfugié qui aura opté pour le paiement en trois fractions égales recevra une carte d'une validité réduite à un an ; le second et le troisième timbre Nansen seront apposés lors de la demande de prorogation de validité de cette carte. Le réfugié qui aura omis de présenter sa carte pour payer la deuxième ou la troisième fraction du droit et faire en même temps proroger son titre de séjour, sera tenu d'acquitter ces droits lors des demandes ultérieures de prorogation ou de renouvellement. Des timbres Nansen d'une valeur égale au montant des droits arriérés seront apposés sur sa carte en plus du timbre dû pour la nouvelle période. Les timbres afférents au paiement des droits arriérés seront oblitérés au moyen d'un cachet portant la formule « droit arriéré ».

3° *Rôle de l'autorité préfectorale.* — Le régisseur de recettes, lors de l'inscription des talons de mandats sur le registre prévu à cet effet par la circulaire du 15 Avril 1933, devra porter dans la colonne 8 (observations) la somme se rapportant au droit spécial. De même, lors de l'inscription des bordereaux de chèques-postaux sur le registre *ad hoc*, la somme correspondant au droit spécial devra être portée dans la colonne 7 (observations).

Les timbres Nansen sont apposés sur la vingtième page (non numérotée) de la carte d'identité et ils sont oblitérés par le cachet de la préfecture. Lorsque la carte d'identité est accompagnée d'une attestation portant exonération totale ou de moitié, la mention suivante est apposée à côté du timbre en cas de réduction de moitié ou à sa place en cas d'exonération totale: « Exonération totale (ou de moitié suivant le cas) accordée pour l'année... par M. le Représentant en France de la Société des Nations. »

Après timbrage, les cartes d'identité adressées à la Pré-

fecture seront retournées à l'autorité municipale intéressée, sous pli recommandé et accompagnées d'un bordereau indiquant leur numéro et les noms, prénoms de leurs titulaires.

Les timbres Nansen sont fournis par la délégation en France de l'Office International Nansen pour les Réfugiés, dont les bureaux sont à Paris, 32, boulevard Raspail.

Convention relative au statut international des réfugiés signée à Genève le 28 Octobre 1933, promulguée et publiée en France par décret du 3 Décembre 1936 (*J. O.* du 5 Décembre)

Cette convention, dit l'article premier, est applicable aux réfugiés russes, arméniens et assimilés.

L'article 3 contient divers engagements pour les états contractants : ne pas éloigner de leur territoire, par l'application de mesures de police telles que l'expulsion ou le refoulement, les réfugiés ayant été autorisés à y séjourner, à moins que lesdites mesures ne soient dictées par des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public. Dans tous les cas, ne pas refouler les réfugiés sur les frontières de leur pays d'origine. Toutefois, chaque pays se réserve le droit d'appliquer telles mesures d'ordre interne qu'il jugera opportunes aux réfugiés qui, frappés d'expulsion pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public, seront dans l'impossibilité de quitter son territoire parce qu'ils n'auront pas reçu sur leur requête ou grâce à l'intervention d'institutions s'occupant d'eux, les autorisations et visas nécessaires leur permettant de se rendre dans un autre pays.

L'article 7 demande des tempéraments aux restrictions résultant de l'application des lois et règlements pour la protection du marché national du travail à l'égard des réfugiés domiciliés ou résidant régulièrement dans le pays.

D'autre part, ces restrictions sont supprimées pour les réfugiés qui ont au moins trois ans de résidence dans le pays ou qui ont pour conjoint une personne possédant la nationalité du pays de résidence ou qui ont un ou plusieurs enfants possédant la nationalité du pays de résidence ou qui sont anciens combattants de la Grande Guerre.

L'article 13 concerne le régime fiscal. Il interdit d'assujettir les réfugiés résidant dans un pays à des droits, taxes ou impôt, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les nationaux dans des situations analogues.

Ces dispositions ne s'opposent d'ailleurs pas à l'application du système du timbre Nansen, ainsi qu'aux stipulations des lois et règlements concernant les taxes afférentes à la délivrance aux étrangers de documents administratifs et à la prolongation de validité de ces documents.

L'article 16 dispose que les précédents arrangements restent valables dans les dispositions qui sont compatibles avec le présent. C'est ainsi que le § 9 de l'arrangement du 30 Juin 1928 recommande de ne pas soumettre les réfugiés à un régime spécial pour les déplacements à l'intérieur du pays de résidence.

La France a signé cette convention avec plusieurs réserves dont l'une dit que « l'article 7 ne saurait faire obstacles à l'application des lois et règlements qui fixent la proportion de salariés étrangers que les employeurs sont autorisés à occuper en France ».

Déserteurs étrangers.

Les mesures à prendre à l'égard des armées étrangères de terre et de mer, ainsi qu'à l'égard des étrangers non déserteurs venus en France pour s'engager dans un régi-

ment étranger, sont fixées par l'instruction interministérielle du 1^{er} Juin 1913, modifié par celle du 17 Août 1920.

1° *Remise du déserteur.* — Dès qu'il aura été découvert ou qu'il se sera présenté lui-même, il est conduit devant le commandant de la brigade de gendarmerie la plus proche, qui lui fait subir un interrogatoire sommaire suivant un questionnaire réglementaire (nom, prénoms, état civil complet, motif de désertion, etc...) établi en trois expéditions destinées : a) au préfet du département aux fins de surveillance ; b) au commandant d'armes de la ville où le déserteur sera interrogé au point de vue militaire ; c) aux archives de la brigade où le déserteur s'est présenté ou a été conduit.

2° *Destination.* — Il y a deux cas :

a) le déserteur demande à contracter un engagement. Un gendarme le conduit librement devant le commandant d'armes du chef-lieu de la subdivision de région qui, après interrogatoire, le dirige sur le bureau de recrutement. Si pour une cause quelconque le déserteur n'est pas admis à s'engager, le commandant de recrutement le fait conduire devant le commissaire spécial ou le commissaire de police de la localité à qui est remis le questionnaire interrogatoire de la gendarmerie.

b) le déserteur ne veut pas s'engager et veut se fixer soit en France soit dans un pays voisin. Il est conduit par un gendarme devant le commandant d'armes de la ville qui, après interrogatoire, le fait remettre au commissaire spécial ou au commissaire de police.

3° *Rôle du commissaire de police.* Il interroge le déserteur qui n'a pas demandé à s'engager ou qui n'a pas été admis en ayant soin de faire porter spécialement ses déclarations sur tout ce qui peut être de nature à permettre

d'assurer et de faciliter la surveillance dont il doit faire l'objet à partir de ce moment. Il lui remet ensuite un laissez-passer pour se rendre dans son lieu de destination (sur papier blanc pour le déserteur restant en France, sur papier de couleur pour celui qui passe à l'étranger). Dans un but d'ordre public, il est chargé de procurer des vêtements civils au déserteur qui pénètre en France revêtu de ses effets militaires et qui y reste pour y vivre de la vie civile.

Il doit adresser au préfet un rapport circonstancié.

Nomades

La circulation des nomades a été réglementée par la loi du 16 Juillet 1912 sur les professions ambulantes.

Il est manifeste que les promoteurs de cette loi entendaient atteindre surtout les étrangers ; l'étude des travaux préparatoires l'établit nettement et l'incorporation de l'article 9 qui modifie la loi de 1893 en est une preuve évidente. Mais les diverses commissions ministérielles et parlementaires ont reconnu tout d'abord « qu'il était impossible de prendre de façon générale à l'égard des étrangers, des mesures spéciales auxquelles nos propres compatriotes ne fussent pas soumis. En effet, la France est liée à la plupart des autres nations par des conventions aux termes desquelles les ressortissants de ces nations doivent bénéficier en France du traitement appliqué aux Français en vertu des lois générales » (Rapport de M. Doizy, député).

Définition. — L'article 3 de la loi de 1912 considère comme nomades, quelle que soit leur nationalité, tous

individus circulant en France sans domicile ni résidence fixes, ne rentrant dans la catégorie ni des ambulants ni des forains, même s'ils ont des ressources ou prétendent exercer une profession.

Mais comme d'après l'article 2 ne peuvent être considérés comme forains que les individus de nationalité française, il en résulte implicitement que les étrangers, sans domicile ou résidence fixe, qui exercent la profession de commerçants ou industriels forains, sont soumis aux mêmes prescriptions que les nomades.

En général, les nomades sont des roulottiers n'ayant ni domicile, ni résidence, ni patrie, la plupart vagabonds, qui sous l'apparence d'une profession problématique, traînent le long des routes sans souci des règles de l'hygiène ni des prescriptions légales. Ils exercent ou prétendent exercer un métier ; ils se donnent comme étant vanniers, rétameurs, rempailleurs de chaises ou maquignons, mais en fait vivent assez souvent de rapines ou de mendicité.

La différence entre le commerçant ambulant étranger et le nomade étranger réside essentiellement en ce que le premier a un domicile fixe alors que le second n'en a pas. Et pour éviter que certains étrangers ne cherchent à éluder la réglementation concernant les nomades en demandant un récépissé de déclaration de marchand ambulant, le décret-loi du 30 Octobre 1935, précisé par le règlement d'administration publique du 15 Mai 1936, décide que l'étranger doit non seulement prouver qu'il a un domicile fixe dans une maison lui appartenant ou qu'il loue, depuis six mois au moins, mais encore qu'il possède un établissement commercial fixe ou un dépôt de marchandises, qu'il est en France depuis cinq ans, qu'il est titulaire de la

carte d'identité de non travailleur et non pas seulement d'un récépissé.

Nomades venant de l'étranger. — L'article 3 § 3 de la loi du 16 Juillet 1912 spécifie que les nomades venant de l'étranger ne seront admis à circuler en France qu'à condition de justifier d'une identité certaine constatée par la production de pièces authentiques tant pour eux-mêmes que pour toute personne voyageant avec eux.

Une circulaire intérieure n° 95, du 24 Août 1931, sur les « étrangers exerçant en France une profession ambulante », a précisé en particulier les conditions d'application de la loi à l'égard des nomades étrangers. « A cet effet, je tiens à vous rappeler d'abord et de la manière la plus formelle que la loi précitée a eu surtout pour objet de réduire le nombre des nomades et, en particulier, des nomades étrangers, en leur interdisant l'accès du territoire français ou en les obligeant soit à y prendre un domicile fixe, soit à sortir de France ». La circulaire interdit de laisser entrer en France les nomades de nationalité étrangère; seuls les Français doivent y être autorisés. Des arrêtés d'expulsion doivent être pris immédiatement par les Préfets des départements frontières en vertu de l'article 7 de la loi du 3 Décembre 1849 contre les nomades étrangers qui auraient ainsi réussi à pénétrer sur notre territoire. Par dérogation, les ressortissants belges, réputés nomades en France mais justifiant de leur identité par production de pièces authentiques et d'un domicile ou résidence fixe en Belgique pourront être admis à circuler en France.

En vertu de la loi du 16 Juillet 1912, les nomades doivent être munis d'un carnet anthropométrique d'identité ; le carnet anthropométrique est individuel, toutefois le chef de famille ou de groupe devra se munir d'un carnet

collectif comprenant tous les membres de la famille ou du groupe.

Sont dispensés du carnet anthropométrique : 1° les individus salariés de toute catégorie qui travaillent d'habitude dans des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles, ateliers publics ou privés, mais qui, suivant les besoins du moment, se transportent d'un atelier à un autre ou d'une région de culture vers une autre ; 2° les employés des établissements forains qui, aux termes de la circulaire intérieure du 15 Mai 1927, doivent être porteurs de la carte d'identité d'étranger.

Tout individu réputé nomade doit déposer à la Préfecture ou à la Sous-Préfecture de l'arrondissement où il se trouve une demande à l'effet d'obtenir un carnet anthropométrique d'identité. L'intéressé est tenu : a) de présenter des pièces officielles établissant la véracité de son état civil ; b) de donner toutes les indications qui pourront lui être demandées ; c) d'acquitter, s'il est de nationalité étrangère, le montant de la taxe en vigueur.

La délivrance du carnet anthropométrique n'est jamais obligatoire pour l'administration.

Ce carnet porte un numéro d'ordre et la date de sa délivrance. Il mentionne l'état civil du titulaire, sa nationalité, les pièces d'identité qu'il a produites, le genre de commerce, d'industrie ou de métier exercé. Il contient son signalement anthropométrique ; les empreintes digitales des deux mains des nomades sont apposées sur le carnet, et sont collées sur celui-ci deux photographies (profil et face) ayant une dimension de 3 à 4 centimètres, mesurée de l'intersection des cheveux à la pointe du menton. Chaque photographie portera le cachet de la Préfecture ou Sous-Préfecture qui a délivré le carnet, cette empreinte sera apposée moitié sur la photographie, moitié sur la feuille du carnet.

Il n'est pas établi de carnet anthropométrique pour les enfants qui n'ont pas treize ans révolus.

Tout changement dans la nationalité, l'état civil ou la situation de famille d'un nomade nécessite une rectification de son carnet.

Le carnet collectif, qui est délivré en même temps que le carnet anthropométrique individuel porte un numéro d'ordre, la date et le lieu de la délivrance. Il contient : a) l'état civil du chef de famille ou de groupe avec l'indication du numéro d'ordre, de la date et du lieu de délivrance de son carnet anthropométrique individuel ; b) l'état civil et le signalement de chaque personne accompagnant le chef de famille ou de groupe avec l'indication du lien qui l'unit au chef, du n° d'ordre, de la date et du lieu de délivrance de son carnet anthropométrique individuel ; c) l'indication des modifications survenues dans la composition de la famille ou du groupe, par suite de naissances, mariages, divorces, décès, départ de membres ou adjonction de membres nouveaux ; d) le numéro de la plaque de contrôle spécial dont les véhicules de toute nature employés par les nomades doivent être munis par application de l'article 4 § 3 de la loi du 16 Juillet 1912 ; e) les empreintes digitales des enfants âgés de plus de deux ans et n'ayant pas treize ans révolus ; f) la description des voitures employées par la famille ou le groupe.

En cas de perte, destruction ou détérioration du carnet anthropométrique d'identité ou du carnet collectif, le titulaire en fait immédiatement une déclaration à la Préfecture ou à la Sous-Préfecture de l'arrondissement du lieu où il se trouve et il lui est remis un récépissé provisoire jusqu'à la délivrance d'un nouveau carnet sur la première page duquel est portée la mention « duplicata ».

Le carnet anthropométrique doit être présenté par son titulaire à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique. Tous les agents de la force ou de l'autorité publique rencontrant des nomades en cours de route doivent se faire présenter les carnets individuels et collectifs et apposer leur visa sur les carnets individuels.

Tout nomade devant séjourner dans une commune doit, à son arrivée et à son départ, faire *viser son carnet individuel* par le commissaire de police (à défaut par le commandant de la brigade de gendarmerie et, s'il n'existe pas de gendarmerie, par le maire de la commune). Les visas sont apposés dans des cases *ad hoc*. L'indication du lieu, de la date et de l'heure de ces visas est reportée sur un registre à feuillets mobiles.

Le carnet anthropométrique d'identité est remplacé quand toutes les cases destinées à recevoir les visas sont remplies.

Plaque de contrôle spécial pour voitures. — Indépendamment des plaques prévues par le code de la route, chaque voiture doit porter une plaque portant un numéro d'ordre, l'inscription « loi du 16 Juillet 1912 » et l'estampille du Ministère de l'Intérieur. En cas de perte ou de détérioration de la plaque une déclaration est faite à la Préfecture ou Sous-Préfecture de l'arrondissement qui délivre un récépissé provisoire en attendant la remise d'une nouvelle plaque. Même déclaration en cas de vente ou de destruction de voiture.

Dispositions spéciales aux nomades de nationalité étrangère. — Titre IV de la circulaire du 18 Juillet 1926.

Aux termes de l'article 12 de la loi de finances du 4 Avril 1926, il est stipulé qu'à dater de la promulgation de la

présente loi, un droit de timbre de 12 frs sera perçu pour la délivrance et le renouvellement des carnets d'identité des nomades étrangers prévus par la loi du 16 Juillet 1912. Ce timbre sera apposé sur les carnets individuels et collectifs, et oblitéré par l'autorité chargée de la délivrance.

Les carnets d'identité des nomades étrangers devront être présentés au renouvellement dans les deux ans.

Un droit de timbre de 25 frs sera perçu des nomades étrangers pour la délivrance de la plaque de contrôle spécial prévue par la loi du 16 Juillet 1912 ; cette plaque ne sera assujettie à renouvellement qu'en cas de perte ou détérioration.

Procédure du renouvellement biennāl. — Les carnets anthropométriques et les carnets collectifs attribués aux nomades de nationalité étrangère, sont valables pour une durée de deux ans, toute année commencée comptant pour une année entière. Tout carnet périmé est sans valeur (article 11 du décret du 7 Juillet 1926).

Dans le courant du premier trimestre suivant l'expiration de la dernière année de validité du carnet anthropométrique d'identité ou du carnet collectif, le nomade étranger doit se présenter à une préfecture ou à une sous-préfecture pour solliciter le remplacement de ces carnets. Au moment de la demande du renouvellement, le carnet périmé est retiré à son titulaire pour être annulé et conservé, au moins pendant dix ans, aux archives de la préfecture ou de la sous-préfecture. En échange, le nomade étranger reçoit un récépissé provisoire tenant lieu de carnet jusqu'à la délivrance de celui-ci. La nationalité du nomade est vérifiée avec soin. Le timbre constatant le versement de la taxe en vigueur est apposé sur la première page du carnet anthropométrique individuel et du carnet collectif, en haut et à gauche du numéro d'ordre, et obli-

téré à l'aide du cachet de la préfecture ou de la sous-préfecture. En cas de perte, de destruction ou de détérioration du carnet anthropométrique et du carnet collectif, le duplicata est délivré dans les formes prescrites, mais après versement d'une nouvelle taxe. Ce duplicata reçoit une nouvelle validité normale y compris l'année en cours.

Si avant la date du renouvellement biennal, toutes les cases du carnet anthropométrique individuel sont remplies par les visas des diverses autorités énumérées plus haut, un nouveau carnet peut être délivré mais après versement d'une nouvelle taxe. Ce nouveau carnet reçoit une nouvelle validité normale y compris l'année en cours.

Les carnets doivent être acheminés sous pli recommandé.

Plaque de contrôle spécial. — Le timbre de 25 frs sera apposé sur la page du carnet collectif ou du carnet individuel destiné à recevoir l'inscription du numéro d'ordre de la plaque de contrôle spécial et au-dessus de l'emplacement réservé à cet effet. Lorsque le carnet collectif ou le carnet individuel revêtu du timbre mobile de 25 frs sera remplacé (renouvellement ou perte), la préfecture chargée de l'établissement du nouveau carnet ou du duplicata certifiera par une mention spéciale, datée, timbrée et signée, inscrite au-dessous du numéro d'ordre de la plaque de contrôle, que la taxe en vigueur, afférente à cette plaque, a déjà été versée, en ayant soin de préciser la date de ce paiement et la ville où il a été effectué.

Sanctions pénales. — L'article 3 de la loi du 16 Juillet 1912 punit de peines édictées contre le vagabondage les nomades circulant en France sans être munis du carnet anthropométrique d'identité, ceux qui, séjournant dans une commune, n'ont pas fait viser leur carnet à l'arrivée et au départ, ou qui auront refusé de présenter leurs carnets à

toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique.

L'article 4 de la loi punit de peines portées aux articles 479 et 480 du Code Pénal tout nomade qui aura négligé de faire mentionner sur le carnet collectif, par les officiers de l'état civil, les naissances, les mariages, les divorces, les décès concernant les personnes appartenant à la famille ou au groupe.

L'article 5 punit de deux à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 1.000 frs, la fabrication d'un faux carnet d'identité ou d'une fausse plaque de contrôle spécial ; l'altération ou la falsification d'un carnet d'identité originairement véritable ou d'une plaque de contrôle spécial ; l'usage sciemment fait d'un carnet d'identité fabriqué, altéré ou falsifié.

L'article 6 prévoit une peine d'emprisonnement de deux à six mois et une amende de 50 à 500 frs pour l'emploi d'un nom supposé afin d'obtenir un carnet ; l'usage d'un carnet délivré sous un autre nom que celui du porteur ou ne s'appliquant pas à sa personne.

D'après les prescriptions générales condensées dans la circulaire du 24 Août 1931, attendu que la délivrance du carnet anthropométrique n'est jamais obligatoire pour l'administration, il n'y a pas lieu d'accueillir les nouvelles demandes de carnets présentées par des nomades étrangers. Seuls peuvent être admis à circuler en France et à recevoir le carnet anthropométrique : a) les nomades ayant épousé des ressortissants français, père ou mère d'enfants nés en France et, par conséquent, français, sauf option, à leur majorité ; b) les nomades ayant fait campagnes dans les armées françaises, soit au cours de la Guerre 1914-1918, soit sur les théâtres des opérations extérieures ; c) les Bel-

ges ayant en Belgique une résidence certaine où ils reviennent périodiquement dans l'intervalle de leurs tournées et qui, s'ils étaient domiciliés en France, seraient considérés comme marchands ambulants.

En conclusion, les nomades sont soumis à une surveillance et à un contrôle très sévères tant des services de police que de la gendarmerie. De nombreuses circulaires ont rappelé à ces services qu'ils devaient identifier les nomades chaque fois qu'ils en rencontraient et vérifier s'ils étaient bien en règle.

Remarque. — Ainsi que l'indique l'Instruction Générale du 25 Décembre 1924 dans ses dispositions spéciales, l'étranger qui tombe sous le coup de la loi du 16 Juillet 1912 et reçoit, comme nomade, un carnet anthropométrique soumis au renouvellement biennal et à la taxe de 12 frs à chaque renouvellement, ne doit pas être mis ou laissé en possession de la carte d'identité d'étranger. Ce titre de séjour ne pourra lui être délivré que lorsque, ayant un domicile fixe, le carnet anthropométrique lui aura été retiré.

*d) PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE NATIONALE
ET OBLIGATIONS IMPOSÉES
AUX PERSONNES AYANT DES RAPPORTS AVEC LES ÉTRANGERS*

La concurrence faite par les travailleurs étrangers aux ouvriers français a amené le gouvernement, surtout à la suite de la crise économique et du chômage qui en a résulté, à prendre des mesures de protection.

Le premier pas dans cette voie a été accompli par le vote de la loi du 8 Août 1893 intitulée « loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du tra-

vail national ». Mais c'était surtout une loi de police des étrangers. Elle astreignait, comme nous l'avons vu, tout étranger exerçant une profession à demander un extrait d'immatriculation, et l'article 2, qui a été remplacé par les articles 64 et 172 du Code du Travail, punissait des peines de simple police toute personne qui employait sciemment un étranger non muni du certificat d'immatriculation.

Il fallut ensuite attendre l'année 1926 pour trouver une loi en date du 11 Août qui a pour objet « d'assurer la protection du marché du travail national » en réglementant l'emploi des travailleurs étrangers par modification des articles 64, 98 et 172 du Livre II du Code du Travail.

L'article premier de cette loi édicte les dispositions suivantes qui constituent les articles 64, 64a, 64b, 64c du Code du Travail : Il est interdit

1° à toute personne d'employer un étranger non muni de la carte d'identité d'étranger délivrée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et portant la mention « travailleur ». Lorsque cette carte est délivrée pour la première fois, elle doit porter l'indication et la date du contrat de travail sur le vu duquel ladite carte a été délivrée (art. 64).

2° d'occuper un étranger dans une profession autre que celle en vue de laquelle la carte lui a été délivrée, à moins qu'une année ne se soit écoulée depuis la délivrance de cette carte ou qu'il ne soit porteur d'un certificat délivré par un office public de placement qui devra tenir compte de l'état du marché du travail dans la profession considérée et de la qualification professionnelle dudit travailleur (article 64a).

3° d'embaucher, directement ou par intermédiaire, un

travailleur étranger avant l'expiration du contrat de travail en vertu duquel il a été introduit en France. Cette interdiction, indépendante des actions en dommages-intérêts qui pourraient être intentées de ce chef, n'est pas applicable a) si le travailleur est porteur d'un certificat du précédent employeur attestant que le contrat de travail dont il s'agit a été résilié d'accord avec ce dernier ou par décision de justice ; b) si une année s'est écoulée depuis l'introduction du travailleur intéressé ; c) si le travailleur est porteur d'une carte de présentation délivrée par un office public de placement après enquête auprès du précédent employeur, dont les droits vis-à-vis du travailleur et du nouvel employeur sont réservés (article 64b).

Registre spécial. — Tout employeur d'étrangers est tenu de les inscrire dans les vingt-quatre heures suivant leur embauchage, sur un registre spécial (article 64c). Ce registre a été établi par l'arrêté interministériel du 20 Janvier 1927, modifié par celui du 3 Juin 1936. Il doit être paginé sans interruption et comprendre les colonnes suivantes :

- 1° Date d'entrée dans l'établissement ;
- 2° Date de sortie de l'établissement ;
- 3° Noms et prénoms des travailleurs étrangers.
- 4° Nationalité ;
- 5° Lieu et date de naissance ;
- 6° Préfecture qui a délivré la carte (renseignement fourni par la carte) ;
- 7° Numéro d'ordre de la carte (renseignement fourni par la carte) ;
- 8° Année de délivrance de la carte (renseignement fourni par la carte) ;

9° Profession inscrite sur la carte (renseignement fourni par la carte) ;

10° Profession actuelle.

11° Service public de placement ou mairie où a été faite la déclaration prévue par l'article 5 de la loi du 10 Août 1932 ;

12° Date à laquelle a été faite cette déclaration et date de l'accusé de réception délivré en échange par l'office de placement ou la mairie ;

13° Indications spéciales.

Si une année ne s'est pas écoulée depuis la délivrance de la première carte d'identité et si le travailleur étranger est embauché dans une profession autre que celle pour laquelle la carte a été délivrée, l'employeur devra indiquer dans la colonne « indications spéciales » : *a*) le nom et le siège de l'office public de placement qui a délivré le certificat (carte de présentation ou tout autre document similaire) ; *b*) la date et le numéro d'ordre de ce certificat.

Si le contrat en vertu duquel le travailleur étranger a été introduit en France n'est pas expiré, l'employeur devra, à moins qu'une année ne se soit écoulée depuis cette introduction, indiquer dans la même colonne : *a*) si le contrat a été résilié d'accord avec l'ancien employeur, le nom, la profession et l'adresse de celui-ci, la date du certificat signé par lui attestant l'accord ; *b*) si le contrat a été résilié par une décision de justice, le tribunal qui a prononcé la résiliation et la date du jugement ; *c*) si le travailleur est muni d'une carte de présentation d'un office public de placement, le nom et le siège de cet office, la date et le numéro d'ordre de cette carte.

Les indications portées sur ce registre doivent être conformes à celles qui figurent sur les cartes d'identité et

autres documents dont le travailleur étranger doit être porteur.

Ce registre devra être présenté à toute réquisition des officiers de police judiciaire et des inspecteurs du Travail.

Champ d'application. — Cette loi s'applique à *toute personne* employant un étranger. Elle ne s'applique pas seulement aux industriels, aux commerçants et aux agriculteurs qui emploient des travailleurs étrangers pour les besoins de leurs exploitations, elle comprend en outre les particuliers qui emploient un étranger pour leur service personnel, comme domestique par exemple. Il est à remarquer que les prescriptions de la loi visent uniquement les employeurs et c'est à eux seuls que s'appliquent les pénalités suivantes : (article 172) L'employeur qui aura contrevenu aux prescriptions des articles 64, 64a, 64b, sera puni d'une amende de 500 à 1.000 frs pour chaque infraction constatée. L'amende sera de 5 à 15 frs pour chaque infraction constatée aux prescriptions de l'article 64 c.

L'application de ces dispositions, dit l'article 98, est confiée dans les établissements agricoles aux officiers de police judiciaire et, concurremment avec ces derniers, aux inspecteurs de travail dans les établissements industriels et commerciaux.

Loi du 10 Août 1932. — Elle a été votée pour la « Protection de la main-d'œuvre nationale ». Elle limite à 5 % la proportion des étrangers qui peuvent être employés dans les services publics concédés ou en régie. Cette proportion est fixée par les collectivités après consultation des services publics de placement compétents. Elle laisse à des décrets le soin de fixer cette proportion en ce qui concerne les entreprises privées, industrielles ou commerciales. Ces

décrets sont pris, soit d'office soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières, nationales ou régionales intéressées après enquête au cours de laquelle les avis sont recueillis.

L'article 5 de la loi astreint les employeurs à déclarer à l'office public de placement ou, s'il n'en existe pas, à la mairie de leur commune, tout embauchage de travailleurs étrangers.

Et l'arrêté du 3 Juin 1936 fixe les modalités d'application de cet article. Les déclarations d'embauchage doivent indiquer le nom et l'adresse de l'employeur, les noms, prénoms et la nationalité des travailleurs étrangers embauchés ainsi que la date de l'embauchage. Les déclarations datées et signées par l'employeur sont adressées en double exemplaire à l'office public de placement ou, s'il n'en existe pas dans la commune, à la mairie du lieu où est faite la déclaration. L'office ou la mairie conserve un exemplaire de la déclaration et renvoie à l'employeur le second exemplaire. Après avoir revêtu celui-ci d'un timbre à encre et d'une mention indiquant le lieu et la date de réception.

Artisans. — L'article 4 du décret du 8 Août 1935 prévoit que les décrets qui, par analogie avec la réglementation prévue par la loi du 10 Août 1932, limiteront l'occupation d'artisans étrangers, pourront fixer, par métier et par région, le nombre maximum des cartes d'identité qui pourront être délivrées. Ils pourront fixer également, par industrie et par région, la proportion maximum d'artisans étrangers qui pourront être occupés comme façonniers par un chef d'établissement.

Ces décrets seront pris soit d'office, soit à la demande des chambres de métiers ou des organisations professionnelles d'artisans, lesquelles, en tout état de cause, seront consultées.

Pénalités. — Tout employeur qui aura occupé une proportion de travailleurs étrangers supérieure à la limite fixée sera passible d'une amende de 5 à 15 frs par jour, par travailleur irrégulièrement occupé (article 8 de la loi du 10 Août 1932).

Toute contravention à l'article 5 de la loi du 10 Août 1932 est punie d'une amende de 1 à 5 frs par l'article 8 § 2 de la même loi.

Ces pénalités ne sauraient préjudicier de l'application de celles prévues par l'article 172, livre II du Code du Travail.

L'article 3 de la loi du 10 Août 1932 décide que tout étranger désirant entrer en France pour y être employé comme travailleur devra être muni d'une autorisation ministérielle spéciale accordée après consultation des offices publics de placement. Tout étranger déjà entré en France ne pourra y être employé que s'il est pourvu de cette même autorisation.

Par circulaire n° 230 du 9 Novembre 1933, le Ministre de l'Intérieur a fait savoir, à la demande du Ministre du Travail, qu'en raison de la crise actuelle de chômage, il y avait lieu de veiller d'une façon stricte à l'application de l'article 3 ; il prescrit d'exiger des étrangers venant travailler en France un contrat d'embauchage ou un titre de congé approuvé soit par le Ministère du Travail soit par le Ministère de l'Agriculture. Ces dispositions sont passées intégralement dans le décret du 6 Février 1935. C'est à l'occasion du visa de ce contrat de travail que l'administration peut éliminer les étrangers qui désirent prendre un emploi salarié en France, si elle constate que des ouvriers français de la même catégorie sont en chômage.

Conditions de délivrance de l'avis. — Les étrangers qui

sollicitent le visa de leur contrat de travail nécessaire pour régulariser leur situation et avoir la possibilité d'occuper en France un emploi salarié, sont divisés en 3 catégories :

- 1° Etrangers résidant en France depuis plus de 10 ans ;
- 2° Etrangers résidant en France depuis plus de 5 ans et moins de 10 ans ;
- 3° Etrangers résidant en France depuis moins de 5 ans.

Pour ceux de la première catégorie, les offices départementaux doivent autoriser immédiatement et en dernier ressort, quelle que soit la situation du marché du travail dans la région et la profession intéressées.

Pour ceux de la seconde catégorie, les offices départementaux instruisent les demandes en tenant compte du marché du travail et les transmettent avec leur avis à l'Inspection divisionnaire du Travail et de la Main-d'Œuvre qui a seule qualité pour prendre une décision en dernier ressort. En principe, seules devront faire l'objet d'une décision favorable les demandes concernant des professions non touchées et non menacées par le chômage.

Pour ceux de la troisième catégorie, les dossiers doivent, en principe, faire l'objet d'une décision défavorable immédiate des offices départementaux. Aussi l'Inspection divisionnaire n'aura-t-elle à statuer que sur des cas exceptionnels en faveur desquels ces offices envisageraient une dérogation.

Toutefois de nombreuses dérogations, qui ont pour but d'accorder un avis favorable immédiat, sont prévues en faveur de catégories particulières : ce sont les étrangers engagés volontaires dans l'armée française pendant la guerre et titulaires de la carte de combattant, les étrangers ayant servi dans la légion étrangère et titulaires d'un certificat de bonne conduite délivré par leur chef de corps, les

travailleurs agricoles et forestiers, les domestiques attachés à la personne, les étrangers mariés à des Françaises qui ont conservé leur nationalité d'origine, les Françaises de naissance mariées à un étranger sous le régime de la loi du 16 Juin 1889 et qui n'ont pas pu conserver leur nationalité d'origine, les étrangers pères ou mères d'enfants français, les jeunes étrangers âgés de moins de 18 ans.

A noter que pour les réfugiés politiques, apatrides et déserteurs, le Ministre de l'Intérieur se réserve le droit d'accorder l'avis favorable.

Certaines de ces catégories privilégiées sont tout de même soumises à certaines conditions de résidence et l'avis favorable n'est donné parfois que s'il n'y a pas de chômage dans la profession.

A l'exception des étrangers qui bénéficient d'un avis favorable de droit, ce n'est qu'en cas d'impossibilité de trouver un candidat français ou étranger en situation régulière, qu'une décision favorable peut être envisagée.

Les offices départementaux et régionaux délivrent des avis définitifs en tenant compte de l'état du marché du travail, de la situation de famille de l'étranger, ainsi que de toutes autres considérations susceptibles d'être retenues.

Nous savons d'autre part que le décret du 6 Février 1935 oblige l'étranger qui désire faire renouveler sa carte à produire un contrat de travail régulièrement visé par les services compétents qui examinent le marché du travail avant de délivrer un avis favorable. Toutefois si le séjour en France est de plus de 5 ans, celui-ci est accordé automatiquement aux ressortissants des pays suivants : Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Belgique, Grand

Duché de Luxembourg, Suisse ; si le séjour est de plus de 10 ans, l'avis favorable est accordé quelle que soit la nationalité. Toutefois des dérogations sont admises en faveur de certaines catégories d'étrangers telles que les engagés volontaires, les pères et mères d'enfants français, etc...

Obligations imposées aux personnes autres que les employeurs. — En vertu de l'article 13 du décret du 6 Février 1935, les propriétaires, hôteliers, logeurs, propriétaires de pension de famille et toute personne hébergeant des étrangers, doivent, dans les vingt-quatre heures de l'arrivée de l'étranger, faire au commissariat de police (à défaut à la mairie) une déclaration spéciale indiquant le lieu, la date et le numéro de la délivrance de la carte d'identité présentée par l'intéressé ou, à son défaut, de son passeport. Cette déclaration ne dispense pas les hôteliers et logeurs de se conformer à toutes les autres dispositions réglementaires régissant l'exercice de leur profession.

Toutefois, l'article 13 a été modifié par un décret du 14 Octobre 1936 qui dispense de la déclaration les propriétaires d'immeubles louant leurs locaux nus.

La pénalité est celle de l'article 471 § 15 du Code Pénal.

e) DISPOSITIONS PÉNALES

L'article 14 du décret du 6 Février 1935 prévoit que les infractions à ce décret sont passibles des peines prévues à l'article 471 § 15 du Code Pénal.

La loi du 8 Août 1893 prévoyait des sanctions plus sévères que celles-ci puisqu'elles étaient d'ordre correctionnel. Nous avons vu que les paragraphes 2 et 3 de l'article 3 de cette loi n'ont pas été abrogés.

Nous avons vu également que le décret-loi du 30 Octobre

1935 a prévu des peines correctionnelles pour la falsification de la carte d'identité.

En ce qui concerne les *artisans*, l'article 3 du décret du 8 Août 1935 dit que les pénalités de l'article 172, alinéa 1^{er} du Livre II du Code du Travail sont applicables aux artisans étrangers qui auront contrevenu aux prescriptions des articles 1 et 2 de ce décret-loi.

D'autre part, les pénalités édictées par l'article 172 sont applicables aux chefs d'entreprises qui, à l'occasion de l'emploi de faconniers étrangers, auraient contrevenu aux prescriptions des articles 1 et 2.

Pour les touristes, les infractions au décret du 23 Février 1935 sont punies par l'article 471 § 15 du Code Pénal.

Les pénalités auxquelles sont soumis les nomades ont déjà été étudiées.

Nous avons vu également les pénalités auxquelles s'exposent les employeurs qui n'observent pas la réglementation.

En règle générale les infractions aux décrets sont punies par l'article 471 § 15 du Code Pénal quand une disposition spéciale ne les réprime pas plus sévèrement

f) DISPOSITIONS FISCALES

Etude théorique de la taxe. — Dans le but de protéger l'ouvrier français contre le travailleur étranger l'idée de la taxe a été considérée favorablement. De nombreuses propositions ont vu le jour à la fin du 19^e siècle. D'ailleurs l'idée de la taxe n'est pas neuve. Les partisans du droit absolu de l'Etat, tel de Martens, préconisaient de frapper les étrangers d'une taxe et de mettre cette condition à la délivrance

de l'autorisation de séjour ; cette taxe était dans leur esprit une contrepartie de la protection que l'Etat accordait à l'étranger.

Le développement du protectionnisme est l'une des causes qui ont amené le dépôt des propositions de lois sur ce sujet. On faisait ressortir l'anomalie qui existait entre la protection des produits et la non-protection de la main-d'œuvre.

Toutes ces propositions peuvent se ramener à deux systèmes :

1° taxe frappant l'ouvrier, qui peut être considérée elle-même à deux points de vue : a) taxe de protection ou compensatrice ; b) taxe militaire.

2° taxe frappant l'employeur.

La taxe compensatrice permettrait d'anéantir la concurrence que serait susceptible de créer au Français l'ouvrier étranger habitué à un standard de vie moins élevé.

La taxe militaire est basée sur ce principe que le Français paie l'impôt du sang en accomplissant son service militaire alors que l'étranger y échappe ; ce dernier a donc un sérieux avantage sur le Français qui voit parfois, en rentrant du régiment sa place occupée par un ouvrier étranger.

Toutefois la taxe frappant l'ouvrier nous obligerait à abandonner nos grandes et belles traditions d'hospitalité. Ce serait de plus un retour au régime de l'impôt personnel, au système de la capitation avec cette différence qu'il ne frapperait que quelques-uns. D'autre part, les conventions internationales nous interdisent un tel procédé ; c'est ainsi que les articles 1 et 4 de la convention franco-espagnole du 7 Janvier 1862 établissent « l'assimilation aux nationaux en matière de droits, patentes, impôts,

charges, prestations, taxes municipales ». Et une circulaire intérieure n° 1427 du 5 Février 1927 rappelle, en réponse à quelques conseils municipaux qui avaient demandé l'établissement d'une taxe municipale frappant exclusivement les étrangers, que cet établissement violerait les dispositions d'un certain nombre de traités de la France avec 37 puissances étrangères.

La taxe frappant l'employeur ne présente pas les mêmes inconvénients, car aucun texte diplomatique ne l'interdit puisque l'employeur français est traité comme l'employeur étranger. Il est certain que ce serait un moyen efficace de protéger l'ouvrier français et, d'autre part, ce ne serait pas un impôt vexatoire puisque, tel un impôt de consommation, il serait facultatif. Le gros inconvénient serait que cet impôt, en principe facultatif, deviendrait en fait obligatoire pour les industries qui ont un gros besoin de main-d'œuvre étrangère telles que les mines et pour l'agriculture qui manque toujours de travailleurs français.

En définitive, l'idée d'une taxe sur l'étranger doit être écartée parce que notre pays reste particulièrement attaché à la liberté des migrations et que tout impôt spécial levé uniquement sur les étrangers serait un obstacle à leur libre circulation.

Historique de la taxe de délivrance actuellement perçue.

— Cette opinion était tellement considérée comme indiscutable qu'en 1888 le décret du 2 Octobre spécifia que le récépissé de déclaration serait délivré gratuitement : on ne voulait même pas percevoir des droits de délivrance qui, estimait-on, ressemblaient à une taxe sur l'étranger.

La loi du 8 Août 1893 soumet la délivrance de l'extrait d'immatriculation aux mêmes droits que la délivrance d'un acte de l'état civil.

Depuis la création de la carte d'identité par le décret du 2 Avril 1917, la délivrance et le renouvellement de cette carte donnent lieu au versement d'un droit de timbre que l'on appelle « taxe ».

La loi de finances du 29 Juin 1917 fixait à 5 frs la taxe de délivrance de la carte d'identité et au même taux le droit perçu lors du renouvellement triennal de la photographie. En étaient dispensés les indigents.

La loi du 29 Avril 1921, dont l'article 15 a créé un droit de timbre auquel sont assujettis les cartes d'identité soit lors de leur délivrance soit lors de leur visa ou de leur renouvellement, a porté la taxe à 10 frs.

Elle a été mise à 12 frs par l'article 3 de la loi du 22 Mars 1924 qui prévoyait la perception de 2 décimes sur tous les impôts, droits et taxes recouvrés au profit de l'Etat.

Bien que le tarif du droit de timbre n'ait pas été déterminé en raison de la dimension du papier dont il est fait usage, il participe essentiellement toutefois de la nature du timbre de dimension. L'impôt est perçu soit par l'apposition de timbres mobiles, soit par le timbrage à l'extraordinaire. A noter que les visas de changement de domicile des étrangers ne donnent pas lieu à l'application du timbre. En effet la formalité du visa a incontestablement le caractère d'une mesure de surveillance administrative organisée dans un intérêt d'ordre public et c'est pourquoi la mention inscrite pour en constater l'accomplissement doit, dès lors, être rangée dans la catégorie des actes de police générale exempts du droit et de la formalité du timbre en vertu de l'article 16, n° 1, dernier alinéa, de la loi du 13 Brumaire An VII.

L'article 66 de la loi du 13 Juillet 1925 a modifié la taxe

en vigueur et institué des exonérations partielles et des exemptions en faveur de certaines catégories d'étrangers; cet article a prévu en outre que les départements bénéficieraient d'une quote-part des sommes perçues.

Le paragraphe premier a fixé à 68 frs (50 pour l'Etat, 6 pour le département, 12 pour la commune), sans addition d'aucun décime, le taux de la taxe normale. Le § 2 a réduit celui-ci à 10 frs (7+1+2) sans décime, pour les étrangers, pères ou mères d'un ou plusieurs enfants français, pour les étudiants et travailleurs salariés, les savants et les écrivains étrangers vivant en France, et a prévu une exonération totale en faveur des volontaires étrangers pendant la guerre. Le § 3 a étendu le taux réduit ou l'exonération aux conjoints, ascendants et descendants des travailleurs vivant avec ces derniers. Le § 4 fixa à deux ans la durée de validité de la carte. Le § 5 mit à la charge de l'employeur la taxe perçue quand il s'agit de travailleurs. Le § 6 a créé le fonds commun.

Le décret du 9 Septembre 1925 a accordé expressément l'exonération aux indigents en vertu de la loi du 13 Brumaire An VII sur les droits de timbre.

La loi du 3 Août 1926, article 22, a remplacé les 2 premiers paragraphes de l'article 66 de la loi du 13 Juillet 1925. Elle a fixé le taux normal à 375 frs (300+25+50) et le taux réduit à 40 frs (25+5+10).

D'autre part, la loi du 19 Décembre 1926, article 19, a modifié le 4^e paragraphe de l'article 66 en fixant la durée de validité à un an et en décidant que les étrangers, fermiers ou métayers, seront assimilés aux travailleurs salariés.

Le décret du 30 Novembre 1926, article 17, a décidé que les conjoints, ascendants et descendants d'un étranger

bénéficiant de la taxe réduite ou de l'exonération à quelque titre que ce soit ont droit aux mêmes avantages.

L'article 88 de la loi de finances du 26 Mars 1927 a ramené à 100 frs (85, 5, 10) le taux de la taxe normale et à 20 (16, 1,50, 2,50) le taux de la taxe réduite. Il a décidé qu'un règlement d'administration publique serait pris en exécution de cette loi, ce fut le décret du 20 Janvier 1928, qui est d'ailleurs encore en vigueur actuellement et qui constitue l'essentiel de la réglementation sur la taxe. Il est à noter qu'il n'a pas conservé le bénéfice de la taxe réduite ou de l'exonération aux conjoints, ascendants et descendants de tous ceux qui y ont droit ; seuls les parents ci-dessus des salariés continuent à en bénéficier.

Le taux de la taxe a été porté à 220 frs (187+11+22) et 35 frs (29,75+5,25) par le décret-loi du 30 Octobre 1935 qui, d'ailleurs, a fixé à trois ans au lieu de deux la durée de validité de la carte. La loi du 31 Décembre 1935 a réduit à 160 frs le taux de la taxe normale.

Le décret-loi a ajouté une autre catégorie d'étrangers bénéficiant de l'exonération de taxe, ce sont les anciens légionnaires n'ayant pas fait la guerre, titulaires du certificat de bonne conduite.

Règles actuelles :

1° *Tarif normal.* — Il est de 160 frs pour trois ans.

Il est applicable à toutes les catégories d'étrangers ne bénéficiant pas de la taxe réduite et aux travailleurs salariés dont le salaire est supérieur ou au moins égal à 1.500 frs par mois au 60 frs par jour.

2° *Tarif réduit.* — Il est de 35 frs pour trois ans. En bénéficient :

A. *Les pères ou mères d'un ou plusieurs enfants français.* — L'acquisition de notre nationalité peut se faire soit par la naissance, soit par le mariage, soit par la naturalisation.

a) *Naissance.* — L'enfant légitime né en France d'un père étranger qui y est lui-même né et l'enfant naturel né en France de parents étrangers, quand celui de ses père et mère qui l'a reconnu le premier est né en France, sont français sans faculté de répudiation (article 1^{er} de la loi du 10 Août 1927).

Les parents ont droit à la taxe réduite sur production de l'acte de naissance de l'enfant, établi sur timbre.

L'enfant légitime né en France d'une mère étrangère qui y est elle-même née et l'enfant naturel né en France de parents étrangers, quand celui dont il ne suit pas la nationalité est lui-même né en France, sont français sauf faculté de répudiation dans l'année qui suivra leur majorité (article 2).

S'ils sont mineurs la production de leur acte de naissance suffira pour donner droit aux parents à la taxe réduite ; s'ils sont majeurs, les parents doivent produire en outre un certificat de non répudiation délivré par la chancellerie du Ministère de la Justice.

L'enfant né en France de parents étrangers devient français à sa majorité s'il est domicilié dans notre pays à cette époque et s'il n'use pas de son droit de répudiation dans l'année de sa majorité. Il peut même devenir français avant sa majorité par une déclaration devant le Juge de Paix (articles 3 et 4).

S'il est majeur ses parents doivent produire avec son acte de naissance, un certificat de non répudiation délivré par la chancellerie au Ministère de la Justice et un certificat

établissant qu'il était domicilié en France au moment de sa majorité. S'il est mineur ils doivent produire la déclaration faite devant le Juge de Paix et enregistrée au Ministère de la Justice.

b) Naturalisation (articles 6 et 7). — Produire la copie légalisée du décret de naturalisation.

c) Mariage (article 8). — Les parents doivent produire la copie sur timbre de l'acte de mariage de l'enfant.

La femme étrangère qui épouse un Français n'acquiert la qualité de française que sur sa demande expresse ou si, en conformité des dispositions de sa loi nationale, elle suit nécessairement la condition de son mari.

B. Étudiants et élèves. — Par étudiants, il faut entendre les élèves des différentes catégories de l'enseignement immatriculés dans les Facultés ou inscrits dans les écoles de l'Etat ou les établissements privés. Il s'ensuit que seuls ont droit au titre d'étudiant et par suite à la taxe réduite, les jeunes étrangers qui fréquentent « un établissement préparant aux diplômes universitaires ou aux grandes écoles de l'Etat ». Il y a donc lieu d'éliminer les institutions de préparation purement commerciale ou professionnelle (bien qu'elles prennent parfois le nom d'écoles) et tout groupement qui ne serait pas régi par l'une des lois visant soit l'enseignement primaire, soit l'enseignement secondaire, soit l'enseignement supérieur.

Pour avoir droit à la taxe réduite, l'étranger devra produire un certificat délivré par le directeur de l'établissement, à savoir un certificat d'inscription délivré par le secrétaire de la faculté ou un certificat de présence établi par la direction de l'établissement, lycée, collège, ou tout autre établissement d'enseignement secondaire, primaire ou professionnel. Les certificats délivrés par les directeurs

d'établissements non officiels doivent être visés par l'inspecteur d'académie du département.

C. *Savants* appartenant au personnel d'une université, académie ou faculté étrangère reconnue comme telle par le Ministre de l'Instruction publique.

Ces étrangers devront pour bénéficier du taux réduit, produire une attestation délivrée par l'établissement s'il s'agit d'une université française. Si l'attestation produite émane d'une faculté étrangère elle devra, pour être valable, être visée favorablement par M. le Ministre de l'Instruction Publique. Ils devront en outre être munis d'un certificat délivré par la mairie attestant qu'ils vivent bien en France.

D. *Ecrivains* (auteurs et journalistes) pouvant justifier d'une attestation émanant soit du Ministre de l'Instruction Publique soit d'une association corporative.

Ils devront produire cette attestation et un certificat délivré par la mairie attestant que l'intéressé vit en France.

E. *Personnes recevant*, à quelque titre que ce soit, *un salaire inférieur à 18.000 frs par an* (soit moins de 1.500 frs par mois et moins de 60 frs par jour), et justifiant d'un contrat de travail visé par le Ministre du Travail ou de l'Agriculture.

Aux termes d'un accord intervenu entre les Ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur et du Travail, le bénéfice de la taxe réduite ne doit, en principe, être accordé qu'aux travailleurs salariés que se sont soumis aux formalités réglementaires, c'est-à-dire qui sont possesseurs du sauf-conduit spécial délivré aux frontières ou qui sont porteurs d'un contrat d'embauchage régulièrement visé par les services du Ministère du Travail ou de l'Agriculture et qui ont fait la preuve de leur entrée régulière en France, à la

condition que le gain stipulé sur ce contrat ne soit pas supérieur à 18.000 frs par an (c'est-à-dire 1.500 frs par mois ou 60 frs par jour pour les catégories dont la rémunération est fixée à l'heure ou à la journée). Tout gain supérieur à ces chiffres entraînera, sans contestation possible, le paiement de la taxe pleine.

Au moment du renouvellement de la carte d'identité, le taux réduit est accordé à tous les travailleurs salariés pouvant produire un contrat de travail.

En cas de première demande l'étranger devra, pour bénéficier de la taxe réduite, remettre le sauf-conduit délivré par le commissaire spécial à la frontière ou un contrat d'embauchage visé favorablement par le Ministère compétent et son passeport en communication.

En cas de renouvellement, il devra produire, si la profession n'a pas changé, la carte périmée et un certificat de travail établi par l'employeur dont la signature sera légalisée, faisant connaître la profession exercée et la rémunération de l'intéressé ; si la profession a changé, la carte périmée et un contrat de travail visé favorablement par les services du Ministère du Travail ou de l'Agriculture.

Pour cette catégorie, les préfets doivent faire apposer, à côté du timbre fiscal, la mention « Application des dispositions de l'article 66 de la loi du 13 Juillet 1925 ».

Le montant de la taxe du salarié est à la charge de l'employeur (loi du 19 Décembre 1926, article 19).

Par analogie et d'accord avec le Ministère du Travail, il a été décidé que les mineurs étrangers titulaires d'une pension de retraite de la Caisse Autonome des Mineurs et les veuves d'ouvriers morts en France des suites de maladies ou de blessures contractées au travail bénéficient de la taxe réduite au titre de salariés.

La carte d'identité de ces étrangers doit porter la mention « Travailleur retraité » ou « Veuve d'ouvrier victime du travail ». Pour obtenir le bénéfice de cette réduction, les intéressés doivent produire leur titre de pension (C.I. n° 266, 1^{er} Mars 1935).

Les cartes d'identité des travailleurs salariés bénéficiant de la taxe réduite portent la mention « Travailleur Industriel » ou « Travailleur Agricole ». Celle des travailleurs salariés astreints à la taxe pleine « Travailleur » tout court.

F. *Fermiers et métayers* cultivant par eux-mêmes et n'employant pas, habituellement et en dehors des travaux saisonniers, une main-d'œuvre autre que celle qui leur est fournie par leurs conjoints, leurs ascendants ou leurs descendants.

Le paragraphe 3 de l'article 19 de la loi de finances du 19 Décembre 1926 stipule que les fermiers et métayers seront considérés comme des salariés et jouiront de tous les droits attachés à cette qualité. Toutefois, cette faveur ne devra être accordée qu'à ceux qui n'emploient de façon constante, dans leurs exploitations, une main-d'œuvre étrangère à leur famille directe (ascendants, conjoints, enfants). S'ils sont amenés à engager, en dehors de la fenaison, de la moisson, des battages et des vendanges, un ou plusieurs domestiques, ils seront alors considérés comme des patrons et astreints à la taxe pleine.

Pour bénéficier du taux réduit ils devront fournir une attestation délivrée par la mairie, et faisant la preuve que l'intéressé est réellement fermier à bail ou métayer et qu'il n'emploie pas de façon constante, de la main-d'œuvre étrangère à sa famille directe.

3° *Exonérations*. — Sont exonérés du paiement des sommes prévues par l'article 88 de la loi de finances du

26 Mars 1927, conformément à l'article 22 § 3 de la loi de finances du 3 Août 1926, les étrangers ayant servi comme *volontaires* dans l'armée française pendant la guerre.

Reprenant sur ce point le texte restrictif des articles 66 de la loi du 13 Juillet 1925 et 22 de la loi du 3 Août 1926, le Conseil d'Etat, lors de la discussion du règlement d'administration publique du 20 Janvier 1928, a dit que l'exemption de taxe ne serait accordée qu'aux « volontaires ayant servi dans l'armée française pendant la guerre. » L'extension de cette exemption, opérée par C.I. n° 72, du 31 Décembre 1926, à tous les étrangers engagés dans la légion étrangère, ne pouvait donc être maintenue, et il convenait de revenir aux dispositions plus limitatives du chapitre VI de l'Instruction Générale qui n'accordait le bénéfice de cette mesure gracieuse qu'aux étrangers ayant servi dans la légion étrangère soit pendant la guerre de 1870-1871, soit pendant celle de 1914-18 (avec date d'engagement antérieure au 23 Octobre 1919).

Cependant le décret-loi du 30 Octobre 1935 revient de nouveau à un régime plus doux à l'égard des volontaires étrangers ; il exonère les anciens militaires de la légion étrangère, titulaires d'un certificat de bonne conduite au corps et dont la demande de résidence en France a fait l'objet d'un avis favorable de leur chef de corps.

A noter que les étrangers engagés dans les légions italienne, russe, polonaise, tchèque, belge, etc..., organisées sur le territoire au cours de la guerre 1914-18, ne peuvent, à aucun titre, prétendre au bénéfice de l'exemption de taxe. De même, les infirmières volontaires, même celles qui auraient été admises dans des ambulances de la zone des armées, ne remplissent pas les conditions nécessaires pour bénéficier de l'exemption.

Pour avoir droit à l'exemption de taxe, les étrangers doivent fournir un état signalétique des services et campagnes, délivré par le bureau de recrutement.

Les cartes d'identité délivrées à ces étrangers doivent porter sur la première page la mention « Exempt du timbre. Volontaire, article 66, § 2 de la loi du 13 Juillet 1925. »

Indigents. — Aucun article ne vise spécialement les indigents; leur situation est, en effet, réglée par la loi du 13 Brumaire An VII et les dispositions de la circulaire intérieure n° 72 du 31 Décembre 1926.

Sur le vu d'un certificat du maire attestant que l'intéressé est dans l'impossibilité matérielle d'acquitter la taxe, le préfet apprécie, après enquête personnelle, la décision à prendre qui doit s'inspirer à la fois du souci de la justice et du plus large esprit d'humanité.

Sont considérées comme indigentes, et partant dispensées de toute taxe, les religieuses appartenant à la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres et les vieillards qu'elles hospitalisent (C.I. 4 Décembre 1926). De même, en ce qui concerne les religieuses appartenant aux Congrégations de Notre-Dame de Sion et de l'Institut des Sœurs de Saint Paul dites de St Maurice de Chartres.

Une circulaire intérieure n° 251, du 25 Juillet 1934, fait connaître que seules les personnes absolument incapables de subvenir à leurs besoins et entièrement à la charge de la collectivité peuvent obtenir une carte d'indigent. Elle ajoute qu'en aucun cas les étrangers titulaires d'un emploi salarié quel qu'il soit ne peuvent prétendre à la délivrance d'une carte gratuite car le fait même de travailler enlève tout droit à la qualité d'indigent. De même, les chômeurs, touchant des allocations et étant susceptibles de trouver du travail un jour ou l'autre, n'ont pas droit à l'exonération.

La mention à apposer sur la première page de la carte d'identité sera la suivante « Exempt de timbre — Indigent — Loi du 13 Brumaire An VII ».

Espagnols. — Jusqu'à nouvel ordre, la perception de la taxe est suspendue pour les ressortissants espagnols (convention franco-espagnole du 7 Janvier 1862. C.I. du 23 Avril 1927).

Conjoints, ascendants, descendants. — Bénéficient également, par application de l'article 66 § 3 de la loi du 13 Juillet 1925, du taux réduit ou de l'exonération, dans les mêmes conditions que les *travailleurs salariés*, les conjoints, ascendants ou descendants de ceux-ci, vivant avec eux.

Reprenant le texte de cet article 66, le Conseil d'Etat a annulé les dispositions de l'article 17 du décret du 30 Novembre 1926 qui admettait au bénéfice de la taxe réduite ou de l'exonération les conjoints, parents et enfants de toute personne étrangère en bénéficiant à un titre quelconque, et il a restreint aux conjoints, ascendants et descendants des seuls salariés le bénéfice de la réduction ou de l'exonération de taxe.

Les membres des familles des étudiants, des savants et des écrivains (auteurs et journalistes) devront donc acquitter la taxe pleine à moins qu'ils n'aient eux-mêmes un autre titre pour bénéficier d'un traitement spécial (parents d'enfants français, salariés, engagés volontaires).

Il en sera de même pour les familles des engagés volontaires ; elles ne bénéficient, de droit, d'aucune exemption ou réduction.

Par contre, les conjoints, descendants et ascendants d'un salarié qui a droit à l'exemption de taxe en qualité d'ancien engagé volontaire dans l'armée française, bénéficient non de la taxe réduite mais de la même exemption que leur

chef de famille. Le conjoint a droit à la taxe réduite à moins qu'il ne possède par lui-même une situation lui enlevant ce bénéfice. Les ascendants doivent être sans ressources et hors d'état de travailler, donc à la charge de leurs enfants ou petits-enfants ; les descendants ne bénéficient de la faveur que pendant leur minorité, c'est-à-dire pendant le temps où ils peuvent avoir besoin de l'aide de leurs parents.

Enfin les conjoints et enfants mineurs d'indigents ont droit au même bénéfice que leur parent.

Dans tous les cas il faut joindre le dossier ou la carte d'identité de celui qui bénéficie de la taxe réduite. De plus, il faut fournir un certificat de la mairie attestant que l'intéressé vit bien avec le travailleur salarié et, pour les ascendants, que ceux-ci sont à la charge de leur enfant ou petit-enfant.

Fonds commun. — Il a été créé par l'article 66 de la loi du 13 Juillet 1925.

L'article 90 de la loi de finances du 26 Mars 1927 a stipulé que désormais le montant du fonds commun constitué à l'aide de la part des départements et des communes dans les taxes versées lors de la délivrance ou du renouvellement et de chaque commune, telle qu'elle résulte du « au prorata de la population étrangère de chaque département et de chaque commune telle qu'elle résulte du recensement annuel des étrangers opéré par les soins du Ministère de l'Intérieur », à raison d'un tiers pour les départements et deux tiers pour les communes.

Des états annuels de la population par commune sont fournis au Préfet qui les conserve pour pouvoir fournir en temps opportun, au Trésorier-Payeur Général, l'état récapitulatif. Le Préfet doit envoyer au Ministère de l'Intérieur

avant le 15 Janvier : 1° le chiffre global de la population étrangère du département tel qu'il ressort de la récapitulation des états par commune ; 2° un tableau statistique par nationalité.

Pénalités. — Les pénalités de retard ont été créées par l'article 89 de la loi du 26 Mars 1927, modifié par l'article 27 de la loi de finances du 30 Mars 1929 qui a spécifié qu'un arrêté serait pris pour en fixer les modalités d'application ; ce fut l'arrêté du 1^{er} Juillet 1929, modifié par ceux du 5 Mai 1932 et 30 Mai 1935.

Avant la création de ces pénalités, l'étranger qui ne se faisait pas délivrer une carte d'identité ou qui ne la faisait pas renouveler en temps opportun n'encourait que des poursuites en simple police. C'est pour combattre plus efficacement la négligence et la paresse des étrangers que la pénalité de retard a été instituée.

L'article 27 de la loi de finances du 30 Mars 1929 est ainsi conçu : « L'article 89 de la loi du 26 Mars 1927 est remplacé par la disposition suivante : Tout étranger assujéti à la carte d'identité, qui n'en aura pas demandé la délivrance ou le renouvellement dans les délais prescrits, devra verser une taxe dont le taux est fixé à 20 frs par mois de retard ou fraction de mois de retrad. Ce taux est réduit à 5 frs pour les étrangers visés par les 2° et 3° alinéas de l'article 66 de la loi du 13 Juillet 1925. Le versement de la taxe sera constaté par des timbres mobiles qui seront apposés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre des Finances et du Ministre de l'Intérieur.

Les Espagnols sont exonérés du paiement de ces pénalités (C.I. du 4 Mars 1930), de même que les indigents.

1° *Versement de la pénalité.* — Il doit être effectué obligatoirement par les étrangers qui n'ont pas demandé la

délivrance ou le renouvellement de leur carte d'identité dans les délais prescrits, au moment de cette demande ou renouvellement de carte.

En aucun cas l'étranger ne doit entrer en possession du récépissé de demande de carte d'identité s'il n'a pas acquitté la totalité des taxes et pénalités dont il est redevable au Trésor.

2° Point de départ de la pénalité.

a) *Délivrance de la première carte.* — Dans ce cas, la pénalité de retard, quand elle est applicable, a toujours pour point de départ « la date du passage à la frontière ». Il n'y a donc pas lieu de tenir compte du délai de deux mois accordé par le décret du 6 Février 1935 aux étrangers qui, venus en France avec l'intention d'y séjourner moins de deux mois et modifiant leurs projets, ne font leur demande de carte d'identité qu'après l'expiration de ce laps de temps.

Pour la détermination de cette date de passage à la frontière, il y a lieu d'établir une distinction entre les étrangers qui sont dispensés de la formalité du passeport (Belges et Luxembourgeois) et ceux qui y sont assujettis. Pour les premiers, seule une enquête discrète faite par l'autorité municipale qui reçoit la demande de carte d'identité peut, en dehors de la déclaration de l'intéressé, fournir une indication à retenir. Pour les autres, leur passeport doit porter l'empreinte du timbre à date du commissariat spécial du poste-frontière par où ils sont entrés en France. Si le passeport présenté est démuní de cette empreinte, une enquête sera immédiatement prescrite en vue de déterminer la date réelle du passage à la frontière.

b) *Prolongation de validité.* — Pour les cartes d'identité à validité limitée le point de départ de la pénalité sera la

« date d'expiration de cette validité » lorsque la demande de prolongation sera faite après cette date.

c) *Renouvellement périodique.* — Le point de départ, pour le calcul de la pénalité est, lors des renouvellements périodiques d'une carte d'identité, la date d'expiration de chacune de ces périodes. Par suite, l'étranger qui, sans effectuer les formalités prescrites, laisse s'écouler le trimestre qui suit la date d'expiration de sa carte d'identité, perd le bénéfice de ce délai et la pénalité applicable part du « jour même où sa carte est devenue sans valeur ».

3° *Transmission de la pénalité à la Préfecture.* — L'article 3 de l'arrêté est formel : le montant de la pénalité de retard doit être versé sur le compte de chèques-postaux du régisseur de recettes de la Préfecture et ce versement doit être distinct de celui concernant la taxe afférente à la délivrance de la carte d'identité. Deux mandats de versement portant le même numéro de dossier seront établis pour les demandes de carte portant application de la pénalité, mais sur celui concernant spécialement la pénalité, la mention « Montant de la taxe » sera biffée et remplacée par l'indication « pénalité ».

L'étranger devra remettre à l'autorité municipale, qui a reçu sa demande de carte, le reçu délivré par l'Administration des Postes. Celui-ci sera annexé au dossier destiné à la Préfecture avec un rapport spécial indiquant le nombre de mois de retard (tout mois commencé comptant en entier) et le taux appliqué.

4° *Demande de remise.* — Il pourra se produire que dans des circonstances exceptionnelles (maladie, famille nombreuse, par ex.), une remise, soit partielle, soit totale de la pénalité versée, soit justifiée. Ces cas devront être fort peu nombreux et seuls ceux correspondant à des situations

vraiment dignes d'intérêt devront être retenus ; ils seront soumis au Ministre de l'Intérieur, si le montant de la pénalité est supérieur à 1.000 frs. Les règles suivantes doivent être observées :

a) La pénalité doit avoir été acquittée ;

b) La demande de remise doit être adressée au Préfet sur papier finbré, dans un délai maximum de quinze jours après l'application de la pénalité ;

c) Passé ce délai toute requête sera rigoureusement refusée.

Depuis l'arrêté du 30 Mai 1935 le pouvoir de statuer sur les demandes formées par les contrevenants, à l'effet d'obtenir remise totale ou partielle de la pénalité imposée, est délégué au préfet pour le cas où le montant de la pénalité sur laquelle il convient de statuer n'excède pas 1.000 frs ; au-dessus de ce chiffre la décision appartient au Ministre de l'Intérieur.

Au reçu de la demande de remise, le Préfet ordonne une enquête approfondie, faite par le commissaire de police (à défaut par le maire), portant sur la situation exacte de l'étranger en cause, sur ses charges de famille et ses ressources réelles.

Par suite, l'étranger passible d'une pénalité de retard devra toujours (sauf exception que le motif d'indigence absolue pourra justifier) verser une amende proportionnée à ses moyens ; c'est seulement sur cette dernière partie que doit en réalité porter la liberté d'appréciation.

5° *Contrôle des sommes encaissées à titre de pénalités.*
— L'article 5 dit que le paiement de la pénalité due par un étranger à titre de retard, sera constaté par l'apposition sur un bordereau spécial mensuel, approuvé par le Préfet, et conforme à un modèle donné, soit de timbres mobiles

fiscaux du modèle créé par le décret du 9 Juillet 1925, soit d'une mention de visa pour timbre. La mention de visa sera inscrite, les timbres seront apposés et oblitérés sur le bordereau, par le receveur de l'enregistrement chargé de la débite, à la diligence du Préfet et après réception par le receveur de l'avis de crédit prévu par l'article 3 du décret du 6 Décembre 1918 (art. 6).

Les bordereaux, revêtus de timbres mobiles ou de la mention de visa pour timbre, seront conservés dans les archives de la Préfecture pour être mis par la suite à la disposition des différentes autorités administratives qui pourraient avoir besoin de les consulter pour l'exercice de leur mission (article 7).

Alors que l'arrêté du 1^{er} Juillet 1929 prescrivait d'apposer sur la fiche individuelle blanche de chaque étranger pénalisé autant de timbres fiscaux qu'il était nécessaire pour représenter la somme acquittée, la procédure nouvelle instaurée par l'arrêté du 5 Mai 1932 et modifiée légèrement par celui du 30 Mai 1935, procédure qui est visée dans les articles 5, 6 et 7 de ces arrêtés, prévoit l'inscription des pénalités sur un « bordereau mensuel spécial » qui résume toutes les opérations, permet des vérifications rapides et efficaces et apporte des simplifications incontestables, notamment par la suppression de l'approvisionnement en timbres qui comporte une responsabilité réelle et celle de l'envoi des fiches timbrées qui nécessite un double travail de classement et d'expédition recommandée (C.I. n° 203 du 7 Juin 1932).

Etablissement du bordereau. — Le bordereau doit donc être mensuel, conforme au type établi et approuvé par le Préfet.

Mensuel. — Seuls les dossiers des étrangers pénalisés

reçus dans le mois doivent y figurer ; s'il n'y a pas de pénalisés, il y aura lieu d'établir un bordereau « Néant » approuvé par le Préfet comme les autres.

Il doit être adressé au Ministre de l'Intérieur, en double expédition, au plus tard le 5 du mois suivant. Après vérification, l'un des deux exemplaires du bordereau mensuel est renvoyé au Préfet, revêtu de l'approbation ministérielle et, le cas échéant, des décisions prises par le Ministre à l'égard des affaires supérieures à 1.000 frs.

Type établi. — Il a été annexé à l'arrêté du 30 Juin 1935 et a remplacé celui établi par l'arrêté du 5 Mai 1932.

La première page comporte les indications suivantes : Nom de la Préfecture, mois et le titre « Pénalités de retard (application des dispositions de l'arrêté du 30 Mai 1935) ».

A l'intérieur se trouvent 19 colonnes : 1° date de réception du dossier à la préfecture ; 2° nom et prénoms ; 3° date de naissance ; 4° nationalité ; 5° date d'entrée en France ou d'expiration de la dernière carte d'identité ; 6° date de demande de régularisation de situation ; 7° date de la demande de la remise ; 8° date de versement de la pénalité ; 9° motifs invoqués, indications des charges et ressources ; 10° montant des taxes de délivrance impayées ; 11° nombre de mois de retard ; 12° taux mensuel de la pénalité ; 13° montant total. En cas de virement après départ dans un autre département : 14° préfecture destinataire ; 15° date et numéro du virement et 16° montant ; 17° montant de la remise proposée par le Préfet (au-dessous de 1.000 frs, remise accordée par le Préfet) ; 18° somme revenant définitivement au Trésor ; 19° décision du Ministre de l'Intérieur.

La dernière page est une récapitulation indiquant : le montant total des pénalités dues, des remises accordées et

des virements effectués, ce qui donne la somme définitivement acquise au Trésor.

Ce bordereau est certifié exact par le régisseur de recettes de la Préfecture, vu et approuvé par le Préfet, timbré ou visé pour timbre par le receveur de l'enregistrement.

La circulaire intérieure n° 278 du 5 Juin 1935 précise qu'il y aura lieu de distinguer entre les affaires d'un montant égal ou inférieur à mille francs et celles supérieures à cette somme. Les premières, qui sont uniquement de la compétence du préfet, doivent être inscrites à l'encre ordinaire, les secondes doivent être passées à l'encre rouge de façon que le Ministère puisse se rendre compte immédiatement des affaires le concernant.

Le bordereau même négatif doit être approuvé par le préfet qui appose sa signature manuscrite.

Timbrage du bordereau. — Le bordereau mensuel est présenté au receveur de l'enregistrement pour qu'il y appose des timbres fiscaux qu'il oblitérera lui-même immédiatement, ou pour qu'il le vise pour timbre. Mais cette opération n'a lieu, depuis la circulaire du 5 Juin 1935, qu'au retour du bordereau à la préfecture et après accomplissement des décisions ministérielles concernant les pénalités supérieures à mille francs.

La somme définitivement acquise au Trésor est transférée de la caisse du régisseur de recettes de la Préfecture dans celle du receveur de l'enregistrement intéressé. Le mandat de virement nécessaire est envoyé au bureau de chèques-postaux qui gère le compte du régisseur de recettes, accompagné de l'avis de crédit prévu par l'article 3 du décret du 6 Décembre 1918. Cet avis de crédit destiné au comptable titulaire du compte crédité et contenant toutes

les indications utiles pour permettre de donner à la somme virée l'imputation qu'elle doit recevoir, doit être établi par le régisseur de recettes qui peut se procurer dans les bureaux de chèques-postaux les imprimés propres à cet usage.

Ce n'est qu'après réception de l'avis de débit envoyé par le bureau de chèques-postaux que le régisseur de recettes ou son représentant peut se présenter au receveur de l'enregistrement qui, ayant de son côté reçu l'avis de crédit indispensable, sera alors en mesure de procéder au timbrage et à la régularisation du bordereau, objet du virement.

Conservation des bordereaux. — Alors qu'après l'envoi des fiches individuelles blanches timbrées au service central des cartes d'identité il ne restait aucun moyen de vérification vraiment pratique touchant les étrangers pénalisés, la nouvelle procédure, en spécifiant que « les bordereaux timbrés seront conservés dans les archives de la préfecture », organise un dossier utilement contrôlable.

Cas spéciaux. — 1° Quand un étranger pénalisé change de département, le préfet de son nouveau domicile réclame le dossier. Si la pénalité a été acquittée définitivement une note est jointe au dossier transmis et l'indication de cette transmission est portée sur le bordereau. En cas de remise de pénalité, la somme fera l'objet d'un virement spécial sur le compte de chèques-postaux du régisseur de recettes de la nouvelle préfecture. Lorsque le dossier n'est pas liquidé, le montant de la pénalité est adressé au régisseur de recettes de la préfecture du nouveau domicile et le taux n'est pas porté sur le bordereau.

Quand un dossier arrive dans un département, il est inscrit sur le bordereau avec sa date d'arrivée à la suite

de ceux qui proviennent des communes du département, en indiquant, en observations, qu'il vient d'un autre département.

2° Si l'étranger pénalisé disparaît avant paiement de la pénalité, il faut signaler le cas au Ministre de l'Intérieur par rapport détaillé et il sera porté sur l'état « débiteurs envers le Trésor ». Une remise de pénalité régularisera les écritures.

Perception des taxes. — Cette question a été réglée par la circulaire intérieure n° 90, du 6 Juillet 1927, qui a réorganisé la façon de procéder.

Pour supprimer toute manipulation de fonds dans les mairies, commissariats de police et préfectures et, par suite, toute erreur de caisse, il a été adopté une procédure reposant complètement sur l'envoi des taxes à la Préfecture par l'entremise exclusive du service des chèques-postaux. Les maires et commissaires de police n'ont donc plus à intervenir et ne doivent, en aucun cas, servir d'intermédiaires pour le versement à effectuer à la poste, ni se faire comptables des sommes dues par les étrangers.

1° *Rôle de l'étranger.* — Lors de la demande de carte d'identité ou de son renouvellement, l'étranger doit verser la taxe en vigueur à l'aide d'un mandat de versement sur le compte de chèques-postaux du régisseur de recettes de la Préfecture. Toutes les indications en blanc de ce mandat doivent être remplies par l'autorité municipale. Ce sont : au recto du coupon, le montant du mandat, le nom et l'adresse de l'expéditeur ; au verso de ce coupon de correspondance, le nom de la commune, le numéro du dossier, les nom et prénoms de l'étranger, le montant de la taxe versée, la date.

L'étranger doit aller lui-même au bureau de poste pour

envoyer ce mandat, il doit acquitter la taxe postale de transmission et remettre le reçu de la poste à l'autorité municipale.

2° *Rôle de l'autorité municipale.* — Elle se contente de remplir les blancs du mandat de versement, de le remettre à l'étranger et de recevoir de celui-ci le reçu de la poste.

Pour les étrangers dispensés de la taxe, le reçu est remplacé par l'indication « n'a versé aucune taxe » avec note explicative.

3° *Rôle du régisseur de recettes.* — En vertu des circulaires intérieures n^{os} 45 et 53 des 26 Avril et 7 Juillet 1926, le préfet doit désigner un « Régisseur de recettes » chargé d'effectuer toutes les opérations comptables nécessitées par les taxes versées à différents titres par les étrangers. L'ouverture d'un compte de chèques-postaux est demandé par le préfet et ce compte est attribué d'une façon impersonnelle à M. le Régisseur de recettes du service des étrangers à la Préfecture de... ». Le Régisseur doit alimenter les mairies et commissariats de police en mandats de versement ; seules ces formules doivent être utilisées.

a) Paiement des timbres à l'enregistrement. — L'approvisionnement des préfectures en timbres de taxe ou cartes timbrées à l'extraordinaire doit être constitué à titre d'avance. Celui-ci doit être intégralement liquidée chaque année au premier Janvier par le versement des sommes correspondantes aux timbres employés jusqu'au 31 Décembre précédent. Pour effectuer les versements nécessaires, le régisseur de recettes opère un virement de son compte au crédit du compte-courant postal du receveur de l'enregistrement.

b) Remboursement des taxes versées en trop. — Il peut être nécessité soit par une perception ne correspondant pas

à la taxe réellement due, soit par un refus de carte d'identité.

Si la carte d'identité n'est pas encore timbrée, le préfet émet un ordre de paiement sur la caisse du Trésorier-Payeur Général au bénéfice de l'étranger. Cette pièce est adressée par le régisseur de recettes qui vire au compte-courant postal de ce comptable supérieur une somme égale au montant du remboursement à effectuer. Après l'avoir revêtu de son « Vu, bon à payer », le Trésorier-Payeur Général le renvoie au régisseur de recettes qui le fait parvenir à l'étranger par l'intermédiaire de l'autorité municipale.

Si les timbres ont déjà été employés, le Directeur de l'Enregistrement du département est chargé d'émettre un ordre de restitution payable par le receveur de l'enregistrement.

c) Envoi de fonds d'une préfecture à l'autre. Il se fait à l'aide d'un virement sur le compte de chèques de cette autre préfecture.

En résumé, le régisseur de recettes n'est autorisé à procéder que par virements de son compte-postal à celui d'un autre comptable. Il n'a donc plus, de même que les maires et commissaires de police, à manipuler des sommes parfois très importantes et sa responsabilité s'en trouve considérablement diminuée.

Timbrage des cartes d'identité. — Depuis la loi du 29 Juin 1917 qui a créé la taxe pour la carte d'identité, de nombreux décrets sont intervenus. Ce sont les décrets du 31 Décembre 1921 (pris en application de la loi du 29 Avril 1921), du 15 Septembre 1925 (en application de la loi du 13 Juillet 1925, art. 66), du 26 septembre 1926 (en application de la loi du 3 Août 1926, art. 22), du 20 Jan-

vier 1927 (en application de la loi du 19 Décembre 1926, art. 19), du 15 Mai 1927 (en application de la loi du 26 Mars 1927, art. 88), du 20 Janvier 1928, art. 4, modifié par le décret du 19 Novembre 1933. Le décret du 15 Mai 1927 avait créé deux timbres mobiles de 100 frs et de 20 frs.

Depuis le décret du 19 Novembre 1933, les cartes d'identité des étrangers sont établies par l'autorité chargée de leur délivrance sur des formules de papier timbré fournies par l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, et dont les modèles sont fixés par décision du Ministre du Budget.

Le renouvellement des cartes d'identité, quand elles sont encore en bon état, peut être constaté par l'apposition du timbre mobile dont la valeur est égale à la taxe perçue, fourni par l'administration de l'enregistrement et apposé sur lesdites cartes à la diligence et sous la responsabilité de l'autorité chargée du renouvellement.

Le timbre mobile est immédiatement oblitéré par l'apposition tant du timbre sec que du cachet (appliqué à l'encre grasse) de la Préfecture ; l'oblitération est faite de telle manière que partie des empreintes figure sur la carte et partie sur le timbre mobile.

L'administration de l'enregistrement fournit des cartes de travailleurs industriels timbrées les unes à 35 frs, les autres à 160 frs, des cartes de travailleurs agricoles timbrées à 35 frs, des cartes de non salariés à 160 frs. Il n'a pas été prévu de carte à 160 frs pour la catégorie de travailleurs agricoles en raison du petit nombre de salariés soumis à cette base. Pour ces derniers, il est utilisé la carte de non salarié sur la première page de laquelle est portée la mention « Travailleur agricole gagnant plus de 18.000 francs par an ». Cette adjonction doit être authentifiée par

la signature manuscrite préfectorale accompagnée du timbre humide de la Préfecture.

Pour les étrangers bénéficiant d'une exonération de taxe, la carte doit en porter la mention.

4° SORTIE DE FRANCE

L'étranger, qui a pénétré sur le territoire français, peut être amené à en sortir de deux façons, de son plein gré ou par la force.

a) SORTIE VOLONTAIRE

L'étranger qui désire quitter la France pour retourner dans son pays ou aller dans un autre pays étranger doit se munir d'un passeport qu'il fait viser le cas échéant. Mais tous les étrangers ne peuvent quitter notre pays comme ils voudraient en raison, souvent, d'un manque de ressources ; c'est la raison pour laquelle on a envisagé le rapatriement gratuit aux soins de l'Etat. Cette faveur a été accordée en particulier depuis que la crise de chômage sévit si fortement. Les ouvriers, dont les patrons n'ont plus besoin, sont parfois rapatriés par ceux-ci ; c'est le cas des compagnies minières du nord de la France qui forment des convois de rapatriés polonais. Ces étrangers ont même la possibilité d'emporter un certain poids de mobilier et celui-ci est dispensé des droits de douane à condition que son propriétaire prouve par une attestation, par exemple du commissaire de police, que les meubles lui appartenaient et qu'il s'en servait pendant son séjour en France.

Le gouvernement lui-même a fait des efforts pour favoriser le retour dans leur pays d'origine des étrangers établis en France, en particulier des chômeurs. Jusqu'au 13 Juin 1935, l'Etat n'intervenait pas financièrement pour le transport gratuit, de la frontière française à la frontière

du pays d'origine, des étrangers qui désiraient être rapatriés. Cette intervention financière a été décidée pour permettre aux travailleurs étrangers sans ressources, en chômage ou dont le renouvellement de la carte de travailleur a été refusé, de retourner dans leur pays d'origine. Ce fut l'œuvre de la C.I. n° 60, du 13 Juin 1935, qui institua, à titre exceptionnel, ces rapatriements gratuits.

b) SORTIE FORCÉE

1° Refoulement

Quand un étranger se présente à la frontière et qu'il n'est pas en règle, il doit être immédiatement refoulé. C'est ainsi qu'une circulaire intérieure du 24 Août 1931 rappelle que de nombreuses instructions ont prescrit d'interdire aux nomades étrangers de pénétrer en France.

Mais l'étranger qui réside en France peut également être refoulé s'il est en condition irrégulière. Cette mesure se distingue de l'expulsion en ce qu'elle ne permet pas d'appréhender l'étranger qui n'a pas obéi à l'ordre de refoulement, et de le reconduire à la frontière. Seule une peine de simple police peut lui être appliquée pour infraction au décret du 6 Février 1935.

La carte d'identité est accordée ou refusée par le Préfet. « Elle peut être refusée à l'étranger qui a négligé de se conformer à la réglementation en vigueur et à celui qui, après enquête, ne paraît pas offrir les garanties désirables » (article 3, § 5, décret du 6 Février 1935).

Ce refus de carte est notifié à l'étranger par le commissaire de police (à défaut par le maire) qui a établi le dossier. La mention « carte refusée » sera portée par ses soins d'une façon très apparente sur le récépissé de demande de

carte précédemment remis à l'intéressé lors de la constitution de son dossier, ainsi que l'indication du délai qui lui est accordé pour sortir du territoire « délai de... jours pour sortir du territoire français ». Ce document servira à son titulaire pour justifier de sa situation jusqu'à son départ. La même mention « carte refusée » et le motif du refus seront portés sur la fiche individuelle blanche destinée au service central. Au fur et à mesure des refus de cartes, les fiches individuelles blanches sont envoyées au service central accompagnées d'un rapport sur chaque cas particulier. Le montant de la taxe est restitué à l'étranger.

« Elle peut de même être retirée à celui qui cesse d'offrir ces garanties » (article 3, § 6, décret du 6 Février 1935).

Lorsque par ses agissements un étranger se sera rendu indésirable, la carte d'identité peut lui être retirée par décision préfectorale et il est mis en demeure de quitter le territoire. Cette décision est signifiée à l'intéressé et mise à exécution par le commissaire de police du lieu de résidence. En échange de sa carte d'identité il lui est remis un ordre de refoulement indiquant le délai qui lui est accordé pour sortir du territoire. En aucun cas la taxe versée ne sera restituée quel que soit le temps écoulé depuis la délivrance de la carte.

Une circulaire intérieure du 28 Avril 1936 précise que ces mesures de refoulement ne doivent pas être appliquées automatiquement aux étrangers qui se sont vu opposer un avis défavorable au visa de leur contrat de travail. Il faut tenir compte de leur situation personnelle et, en particulier, des trois facteurs suivants : moyens d'existence propres ou provenant de leur parenté, attaches de famille, conditions d'installation dans lesquelles ils se trouvent (ex. : étran-

gers propriétaires d'une maison). En particulier, le fait d'être en chômage permanent ne doit pas entraîner le refoulement sans examen sérieux de la situation de l'étranger.

Pour les nomades nous savons que l'administration n'est pas tenue de délivrer un carnet anthropométrique d'identité. Celui-ci est accordé ou refusé par le préfet ou le sous-préfet saisi de la demande. Le refus de carnet entraîne pour celui qui en est l'objet l'obligation de quitter la France.

Lorsque par ses agissements, un nomade étranger s'est rendu indésirable, le carnet anthropométrique et, s'il y a lieu, le carnet collectif et la ou les plaques de contrôle peuvent lui être retirés par décision préfectorale, et il est mis en demeure de quitter le territoire.

Dans ces deux cas (refus de carnet ou retrait de carnet) la décision est signifiée à l'intéressé et son exécution est assurée par le commissaire de police du lieu où se trouve le nomade étranger. Ce dernier reçoit alors un ordre de refoulement comportant l'indication d'un délai et d'un poste-frontière pour sortir de France. Avis en est donné aussitôt au commissaire spécial du poste-frontière, afin de lui permettre de constater le passage de l'étranger, au Ministère de l'Intérieur (Contrôle Général des Services de Recherches Judiciaires) et au fonctionnaire qui a établi le carnet retiré (C.I. 18 Juillet 1926, titre IV).

S'il est constaté que l'étranger refoulé n'a pas quitté le territoire dans le délai qui lui a été imparti, une proposition d'expulsion doit être immédiatement transmise au Ministre de l'Intérieur.

2° *Expulsion*

L'expulsion a une origine ancienne. Pratiquée sous la

monarchie, elle passa dans le droit révolutionnaire. Le décret du 3 Septembre 1792 autorisait l'expulsion en masse des étrangers ; celui du 24 Vendémiaire An II (article 6, titre 2) prévoyait l'expulsion des mendiants ; le Code du 3 Brumaire An IV (article 13) permettait au Tribunal Correctionnel de prononcer l'expulsion de tout individu qui, ayant commis un crime hors de France, ne pouvait être jugé par nos tribunaux en vertu des règles de compétence. Enfin le texte fondamental est la loi du 28 Vendémiaire An VI (article 7) qui déclarait : « Tous les étrangers sont mis sous la surveillance spéciale du Directoire Exécutif qui pourra leur enjoindre de sortir du territoire français s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la sécurité publique ». Cette loi fut complétée par l'article 272 du Code Pénal, toujours en vigueur, qui prévoit l'expulsion des individus condamnés comme vagabonds ou comme mendiants.

Le texte actuel est constitué par la loi du 3 Décembre 1849, articles 7, 8 et 9, et par la loi du 8 Août 1893, article 3, § 3.

Depuis lors notre législation sur la matière est restée immuable, abstraction faite de la loi du 14 Mars 1872, abrogée par celle du 1^{er} Juillet 1901, qui autorisait l'expulsion de membres de l'Internationale des Travailleurs (à la suite d'un jugement de condamnation et pour une durée maximum de 10 ans).

La loi sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France, des 13-21 Novembre et 3 Décembre 1849, n'est plus en vigueur actuellement qu'en ce qui concerne la deuxième partie du titre, à savoir les articles 7, 8 et 9.

Un orateur, M. Chamiot, disait lors de la 2^e délibération : « Le second but de la proposition est d'armer le gouver-

nement de mesures de police rigoureuses vis-à-vis des étrangers résidant en France ». Le rapporteur, M. de Montigny, déclarait qu'il importait « de défendre la société contre les complots des agitateurs errants dont le nombre s'est accru et de lutter contre la mendicité et le vagabondage ».

L'article 7 de cette loi donne au Ministre de l'Intérieur le droit d'enjoindre, par mesure de police, à tout étranger voyageant ou résidant en France, de sortir immédiatement du territoire français, et de le faire conduire à la frontière. Dans les départements frontières, ce droit d'expulsion est accordé au préfet à l'égard des étrangers non résidents ; il doit toutefois en référer immédiatement au Ministre de l'Intérieur.

L'article 8 dit que tout étranger qui se serait soustrait à l'exécution des mesures énoncées dans l'article 7 ou dans l'article 272 du Code Pénal, ou qui, après être sorti de France par suite de ces mesures, y serait rentré sans la permission du gouvernement, sera traduit devant les tribunaux et condamné à un emprisonnement d'un mois à six mois.

Après l'expiration de sa peine il sera conduit à la frontière.

L'article 9 prévoit l'application possible des circonstances atténuantes.

La loi du 8 Août 1893, article 3, § 3, prévoit aussi une disposition concernant l'expulsé. « L'étranger expulsé du territoire français, et qui y serait rentré sans l'autorisation du gouvernement, sera condamné à un emprisonnement de un à six mois. Il sera, après l'expiration de sa peine, reconduit à la frontière. »

Le décret-loi du 30 Octobre 1935, article 1^{er} a apporté deux modifications à ces dispositions : 1° la pénalité est portée à un emprisonnement de six mois à deux ans ;

2° le jugement de condamnation ordonnera désormais que le condamné, après l'expiration de sa peine, sera conduit à la frontière.

Il est à remarquer que le § 2 de l'article 7 de la loi du 3 Décembre 1849 prévoyait une demi-expulsion à l'égard des étrangers admis à domicile, expulsion qui était annulée d'office si l'admission à domicile n'était pas rapportée dans le délai de deux mois. Cette disposition a été implicitement abrogée par la suppression de l'admission à domicile dans la loi du 10 Août 1927 qui contient toute la réglementation concernant la nationalité.

Avec la doctrine des anciens auteurs partisans de la souveraineté absolue de l'Etat, le droit d'expulsion était non seulement illimité mais pouvait encore être collectif.

On s'accorde aujourd'hui à reconnaître aux hommes la liberté d'émigrer et d'immigrer, or celle-ci resterait inutile si elle n'était pas complétée par l'établissement. On entend par là la faculté juridique reconnue aux étrangers de résider sur le territoire de tout état, d'y exercer leur activité économique et sociale, et de bénéficier comme les nationaux de compétences nécessaires à l'exercice de leurs activités individuelles.

Mais « acquérir l'établissement, c'est aussi acquérir le domicile en tant que la possession de cet élément de l'état des personnes implique un certain nombre de facultés et de sécurités juridiques indispensables à la vie sociale et à l'exercice des professions ». C'est pourquoi « l'expulsion menaçant la liberté d'établissement est une mesure d'exception » (Précis de Droit des Gens, par M. Georges Scelle, 2^e partie).

L'expulsion résulte d'un acte du pouvoir exécutif pris arbitrairement, en dehors de toute procédure juridiction-

nelle. Les Ministres, considérés comme autorités administratives, prennent des décisions exécutoires; ces actes affectent généralement la forme d'arrêtés. Le pouvoir administratif est essentiellement, à dit M. Hauriou, « un pouvoir d'action d'office » ; cela veut dire que le pouvoir administratif est essentiellement exécutif, il prend lui-même l'initiative des décisions et passe à l'exécution de ses décisions par ses propres agents, même quand il peut nuire aux tiers, sans avoir recours à l'autorisation préalable du juge (Précis de Droit Administratif et de Droit Public).

L'expulsion constituant une atteinte très grave à la liberté individuelle ne peut intervenir que pour des motifs graves mettant en péril les intérêts ou la sécurité de la collectivité étatique.

Tous les étrangers sans distinction, y compris les agents diplomatiques, peuvent être expulsés, même ceux en passe de devenir français en vertu de l'article 4 de la loi du 10 Août 1927.

La loi de 1849 ne contient aucune énonciation des faits susceptibles de motiver l'expulsion ; ces faits sont laissés à l'appréciation de l'administration. C'est d'ailleurs la meilleure solution car il n'est pas possible de déterminer à l'avance tous les faits susceptibles de porter atteinte aux intérêts ou à la sécurité de l'Etat. Toutefois, bien que la loi soit muette également à ce sujet, on admet que l'arrêté doit être motivé. En pratique, celui-ci est rédigé dans des termes très laconiques qui ne permettent pas de distinguer exactement le véritable motif de l'expulsion.

Du fait que l'expulsion est une mesure exceptionnelle, elle est en principe individuelle et non collective.

L'expulsion ayant un but déterminé de sécurité collec-

tive ne peut être employée à d'autres fins (par ex., réaliser une extradition sans employer la procédure normale de la loi du 10 Mars 1927). Elle ne doit pas servir de prétexte pour refuser l'asile aux réfugiés politiques.

L'expulsion n'est pas une peine, c'est une mesure préventive, une mesure de police administrative, qui permet de se débarrasser d'un individu étranger dont les agissements font redouter de sa part une atteinte future et proche à la sécurité et à l'intérêt de l'Etat.

Elle résulte en premier lieu de condamnations judiciaires. L'étranger qui transgresse la loi pénale constitue évidemment un danger pour la société, mais toute condamnation ne se traduit pas *ipso facto* par une mesure d'expulsion ; c'est au gouvernement à apprécier la gravité du danger que l'étranger condamné fait courir à l'Etat.

En dehors de toute condamnation, certains individus peuvent être considérés à bon droit comme dangereux pour l'Etat sur lequel ils résident, au triple point de vue de la tranquillité publique, de l'ordre établi et de la défense nationale.

Toutefois, la maladie de l'étranger ou la situation du marché du travail ne constituent pas des causes d'expulsion.

Les agissements contraires à la tranquillité publique sont généralement le fait d'individus menant une vie déréglée, notamment des mendiants et des vagabonds ; l'expulsion de ces individus est prévue à titre de conséquence accessoire de leur condamnation par l'article 272 du Code Pénal.

Les atteintes à l'ordre public sont avant tout les complots ou les intrigues contre la sécurité de l'Etat auxquels, par un juste sentiment de solidarité internationale, sont

assimilés ordinairement les complots contre les tierces puissances.

Quant au souci de la défense nationale, il justifie l'expulsion des individus convaincus ou soupçonnés d'espionnage ou de menées anti-militaristes.

Il est normal que le droit d'expulsion appartienne à l'autorité administrative qui est responsable du maintien de l'ordre sur l'ensemble du territoire, à savoir, le Ministre de l'Intérieur.

Par circulaires intérieures du 27 Avril 1926 et du 26 Mai 1932, le Ministre de l'Intérieur rappelle que le Gouvernement exige de tous les étrangers la stricte observation de la légalité et le respect absolu des institutions républicaines, qu'il ne tolérera de leur part aucune agitation de nature à compromettre le bon ordre et la sécurité générale, et qu'il appartient au préfet de demander les mesures administratives nécessaires contre les étrangers qui méconnaîtraient leurs obligations envers l'autorité et abuse-raient de notre hospitalité en participant à des tentatives d'agitation susceptibles de troubler la tranquillité générale.

Par une autre circulaire du 31 Octobre 1934, le Ministre de l'Intérieur, après avoir rappelé les obligations auxquelles sont tenus les étrangers ayant cherché en France asile ou refuge, ajoute : « Ceux qui trouvent asile sur notre sol doivent se rendre compte de l'effort qui est fait pour les y recevoir et des devoirs qui en découlent pour eux. Il serait dès lors inadmissible qu'ils profitent de leur présence en France pour y commettre des actes délictueux ou pour y créer une agitation profondément préjudiciable à notre vie nationale. »

D'autre part, une circulaire intérieure du 26 Février 1936 prescrit aux préfets de signaler au Ministre de l'In-

térieur tous les étrangers qui sortent d'un asile d'aliénés après traitement, en y joignant un rapport détaillé sur les motifs et les circonstances de leur internement, l'appréciation de leur conduite et les renseignements divers susceptibles d'être recueillis. Ces étrangers pourront être expulsés, et ceux qui sortiront volontairement de France seront portés sur les circulaires « interdiction » afin que l'accès du territoire leur soit désormais fermé.

Remarquons enfin que la convention d'établissement franco-espagnole du 7 Janvier 1862 prévoit l'expulsion des nationaux de l'autre état qui auraient négligé de se faire immatriculer à leur consulat. Mais les deux gouvernements, par une tolérance tacite, ont cessé en fait de se prévaloir de ces dispositions.

1° *Procédure.*

a) Etrangers détenus

Cette question est réglée par la circulaire intérieure n° 146, du 1^{er} Décembre 1926, qui remplace celle du 1^{er} Mars 1910.

A. *Constitution des dossiers.* — Un dossier spécial est constitué par le surveillant-chef dans chaque établissement pénitentiaire au nom de chaque étranger détenu pour crime ou délit de droit commun. Ce dossier se compose d'une feuille double, formant chemise, indiquant : l'état civil du détenu, un énoncé sommaire de la condamnation encourue, la date de la libération, la situation du condamné au point de vue militaire dans son pays d'origine, et s'il y a lieu, la date de sa mise en liberté ainsi que l'adresse à laquelle pourra, le cas échéant, lui être notifié l'arrêté d'expulsion dont il ferait éventuellement l'objet.

Dans cette feuille-chemise sont placés : 1° une *notice*

individuelle portant au recto les indications suivantes : nom et prénoms ; profession ; date et lieu de naissance ; filiation ; nationalité ; date et lieu de naissance du père ; date et lieu de naissance de la mère ; célibataire, marié, veuf ou divorcé ; nombre d'enfants, leur âge ; est-il séparé ou accompagné de sa famille ; a-t-il satisfait à ses obligations militaires dans son pays d'origine ; est-il insoumis ou déserteur ; pièces établissant qu'il est insoumis ou déserteur ; depuis quand réside-t-il en France ; résidence lors de son arrestation ; localités où il a demeuré en France ; chez qui il a travaillé ; de quelle date à quelle date ; conduite habituelle ; moyens actuels d'existence ; somme d'argent dont il dispose actuellement ; motif et date de la condamnation ; circonstances de fait qui l'ont motivée ; cour ou tribunal qui l'a prononcée ; point de départ de la peine ; date de libération ; relevé des condamnations antérieures d'après le casier judiciaire ; a-t-il déjà été expulsé ; à quelle date et par quelle autorité.

Au verso est couché son signalement et ses empreintes digitales y sont apposées.

2° *un extrait du registre d'écrou* mentionnant la condamnation.

3° *un signalement* aussi précis que possible, destiné à être reproduit sur l'état signalétique mensuel des étrangers expulsés du territoire (taille, cheveux, sourcils, barbe, yeux, front, nez, bouche, menton, visage, teint, signes particuliers).

B. *Transmission des dossiers.* — Le directeur ou le surveillant-chef de l'établissement pénitentiaire transmet directement le dossier à la préfecture. Les dossiers sont établis le plus rapidement possible et transmis au fur et à mesure de leur constitution en commençant naturelle-

ment par ceux des détenus dont la libération sera la plus rapprochée. Les directeurs et surveillants-chefs doivent faire toute diligence auprès des parquets pour obtenir la délivrance des extraits de jugement ou d'arrêt. En aucun cas la constitution des dossiers et la mise en exécution des arrêtés d'expulsion ne pourront avoir pour conséquence le maintien dans les prisons, en état de détention administrative, des étrangers libérables.

C. Avis du préfet. — Il devra être procédé à une enquête administrative pour tout étranger arrêté sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit de droit commun. Cette enquête est faite par le commissaire de police (à défaut par le maire) du dernier lieu de résidence de l'étranger ; il formule son avis sur l'opportunité de la mesure envisagée.

En vue de faciliter et d'accélérer les enquêtes de cette nature, des instructions ont été données pour que, lorsqu'un étranger est arrêté pour infraction de droit commun, le parquet en informe immédiatement le préfet ou le sous-préfet avec communication de l'état civil de l'inculpé et des diverses indications de nature à permettre de recueillir des renseignements sur son compte. Dès que l'administration préfectorale a reçu cet avis, elle doit faire procéder à une enquête. L'instruction de l'affaire sera ainsi menée parallèlement tant au point de vue de l'expulsion éventuelle qu'au point de vue de la répression pénale.

D. Quand l'arrêté d'expulsion a été pris, c'est le directeur de la prison ou le surveillant-chef qui est chargé de le notifier et d'en laisser copie.

E. Dispositions spéciales aux détenus déjà expulsés et condamnés pour infraction à un arrêté d'expulsion.

Aux termes de l'article 8 de la loi du 3 Décembre 1849, modifiée par le décret-loi du 30 Octobre 1935, l'étranger

qui a commis une infraction à un arrêté d'expulsion est passible d'une peine de 6 mois à deux ans d'emprisonnement.

Dans ce cas, la notice individuelle concernant l'étranger détenu est seule envoyée obligatoirement, directement et immédiatement par le directeur ou le surveillant-chef à la direction de la Sûreté Nationale. L'arrêté ayant déjà été notifié, il ne sera procédé à aucune notification nouvelle.

D'autre part le décret-loi décide que dorénavant le jugement de condamnation portera que l'étranger sera conduit à la frontière à l'expiration de sa peine.

b) Etrangers non détenus

Lorsqu'un étranger n'a pas subi de condamnation mais qu'il constitue un danger pour la tranquillité publique en raison de sa conduite, de sa moralité, de ses fréquentations, de ses discours ou de la propagande à laquelle il se livre, il appartient alors au commissaire de police d'établir et d'adresser au Préfet un rapport contenant une proposition d'expulsion. Si le préfet estime, après examen des faits exposés dans le rapport, que l'avis émis est justifié, il adresse au Ministre de l'Intérieur une proposition d'expulsion.

Plusieurs circulaires et, entre autres, celle du 23 Novembre 1935, n° 219, ont précisé les indications que devaient comporter les propositions d'expulsion afin d'éviter que des étrangers, dont les femmes ou les enfants sont français, soient expulsés, ce qui produit un fâcheux effet à l'étranger, surtout en Pologne et en Belgique. Toute proposition d'expulsion doit indiquer :

1° la durée du séjour en France, en mentionnant la date d'entrée ; 2° les établissements créés par l'étranger ;

3° famille, nombre d'enfants et leur âge, nationalité ; 4° attaches de famille françaises et dates auxquelles ces attaches se sont formées ; 5° service militaire accompli dans la légion étrangère ou dans les armées ex-alliées ; 6° l'étranger a-t-il accompli son service militaire, où ? ; 7° en cas de condamnation judiciaire, les circonstances de fait qui ont motivé la dernière condamnation, le tribunal, la date ; 8° en cas de proposition d'expulsion basée sur l'attitude politique, toutes précisions sur les faits et gestes habituels de l'étranger et non pas seulement des motifs vagues sur sa participation à des manifestations extérieures ; 9° conduite, moralité, sobriété, assiduité au travail de l'étranger, se livre-t-il à la débauche ? 10° résidences antérieures, ressources actuelles ; 11° indication de la qualité éventuelle de réfugié.

Notification. — Quand l'arrêté d'expulsion a été pris, il doit, avant de pouvoir être mis à exécution, être notifié à l'étranger.

L'arrêté d'expulsion, dans le libellé de son texte, reproduit d'abord les articles 7 et 8 de la loi du 3 Décembre 1849, puis il indique l'exposé des motifs justifiant l'expulsion. Viennent ensuite deux articles : l'article premier qui enjoint à l'étranger de sortir du territoire français et l'article 2 qui charge le préfet de la résidence de l'étranger de mettre à exécution l'arrêté.

Une circulaire intérieure du 25 Août 1931 a décidé de porter au bas des arrêtés la mention : « L'exécution devra avoir lieu, en cas de besoin, même au domicile de l'expulsé ou au domicile du tiers qui lui donnerait asile ». Il est à remarquer toutefois que cette disposition ne s'applique qu'à l'exécution de l'arrêté d'expulsion déjà notifié et non à la notification de l'arrêté.

Les arrêtés d'expulsion doivent être mis à exécution dès qu'ils sont notifiés (Circulaire intérieure n° 139, du 4 Décembre 1934). Toutefois, conformément à la C.I. n° 14, du 9 Février 1925, il est loisible au préfet d'accorder aux intéressés un très court délai de départ s'il est justifié par des motifs impérieux tels que : liquidation d'intérêts, maladie, etc... mais, en tous cas, ce délai ne saurait excéder huit jours. Elle ajoute que si des circonstances exceptionnelles en nécessitaient la prolongation ou le renouvellement, il y aurait lieu d'en référer au Ministre de l'Intérieur. Les requêtes présentées par les intéressés avant l'expiration du délai qui leur a été imparti pour quitter notre territoire doivent être soumises sans retard au Ministre de l'Intérieur, accompagnées d'un rapport avec avis préfectoral. Il faut remarquer toutefois que ces recours n'ont pas d'effet suspensif, la décision prise sera notifiée le cas échéant par voie diplomatique. Ce délai de huit jours s'étant révélé dans la pratique généralement insuffisant, par une circulaire n° 127, du 28 Juin 1935, le Ministre de l'Intérieur fait connaître qu'il a décidé qu'un sursis de départ de 15 jours pourra être désormais accordé à un étranger expulsé qui en aura fait la demande, si cette requête est justifiée par des motifs valables tels que : vente de mobilier, cession de fonds, intérêts graves de famille.

Dès qu'un arrêté d'expulsion aura été pris par le Ministre de l'Intérieur, l'ampliation sera transmise au Préfet qui en fera assurer la notification immédiate à l'intéressé à qui une copie sera remise. A cet effet il enverra l'ampliation au commissaire de police de la résidence de l'étranger chargé d'assurer la notification.

Le commissaire de police rédige un procès-verbal dans

lequel il indique avoir donné connaissance de l'arrêté d'expulsion à l'étranger qui a reconnu que cet arrêté lui était applicable. Il avise l'expulsé du nombre de jours qui lui sont accordés par le Préfet pour sortir de France; il l'avertit des peines qu'il encourra s'il commet une infraction à l'arrêté, il lui demande le poste-frontière de sortie qu'il choisit, il lui retire ses papiers d'identité français et lui remet en échange un récépissé de retrait de carte d'identité. Le procès-verbal est signé de l'étranger ou s'il ne sait pas signer, il appose l'empreinte roulée de l'un de ses pouces. De plus les empreintes digitales des deux mains doivent figurer sur le procès-verbal en les distinguant par une mention. Au procès-verbal sera jointe une notice individuelle, donnant le signalement et l'état civil complets de l'expulsé, notice sur laquelle seront portées les indications suivantes : date de l'arrêté d'expulsion, date de la notification, délai de départ, point de sortie.

Le récépissé de retrait de carte d'identité servira de titre de séjour à l'étranger expulsé pendant le délai qui lui est imparti pour quitter la France. Ce récépissé indique l'état civil de l'étranger, la date de l'expulsion et celle de la notification, le numéro de la carte d'identité retirée, la préfecture qui l'a délivrée et la date de délivrance, le délai accordé ; il devra être remis au fonctionnaire de police ou à la gendarmerie du lieu de sortie.

L'expulsé doit être signalé au commissaire spécial du poste-frontière choisi.

Le dossier, composé de l'ampliation de l'arrêté, du procès-verbal de notification, de la notice individuelle, de la carte d'identité et des autres documents français retirés, de quatre photographies, est adressé au préfet. Celui-ci envoie immédiatement au Ministre de l'Intérieur le procès-verbal de notification ou de non-notification le cas échéant.

Indigents. — Si l'expulsé ne peut assurer ses frais de voyage le commissaire de police le signale au préfet par une note spéciale jointe au dossier de notification (C.I. n° 139, du 4 Décembre 1934). Les crédits mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur à cet effet s'appliquent non seulement aux expulsés ou refoulés eux-mêmes, mais aussi le cas échéant à leurs conjoints ainsi qu'à leurs enfants. Les propositions d'octroi éventuel d'une réquisition de transport gratuit doivent donc être établies d'après ces indications en tenant compte que les intéressés restent libres de choisir la frontière de sortie.

S'il s'agit d'un pupille acquitté comme ayant agi sans discernement et frappé d'un arrêté d'expulsion, il y a lieu de procéder de la même façon. Les frais de rapatriement sont supportés par le chapitre du budget du Ministère de l'Intérieur « Rapatriement des étrangers indigents ou refoulés avec leur famille » (Rqé M.I. 8 Novembre 1932).

Mention sur les passeports. — La C.I. du 30 Décembre 1926 porte interdiction de mentionner sur les passeports les mesures d'expulsion ou de refoulement.

Avis. — Il y a lieu d'informer l'expulsé des désagréments auxquels il s'expose en pénétrant en Belgique sans, au préalable, s'être mis en règle avec les autorités du pays (C.I. 12 Juillet 1926) et de lui recommander, s'il doit traverser l'Allemagne ou la Suisse, de solliciter sans délai un visa de transit (C.I. 29 Janvier 1925).

D'autre part tout expulsé qui doit traverser la Suisse doit être muni : 1° de la somme nécessaire pour assurer sa subsistance et celle de sa famille pendant le voyage ; 2° d'une somme représentant le prix des billets de chemin de fer, pour lui et sa famille, de notre territoire à la première gare du pays dans lequel il se rend ; 3° d'une auto-

risation consulaire du pays dans lequel il doit se rendre s'il n'appartient pas à cette nation.

Casier judiciaire. — Les arrêtés d'expulsion pris contre les étrangers sont inscrits sur le bulletin n° 1 du casier judiciaire (article 1^{er} § 5 de la loi du 5 Août 1899), les décisions qui rapportent les mêmes expulsions y sont également mentionnées (article 2).

Notification sur état. — Il arrive assez souvent qu'un arrêté inséré à l'état signalétique n'ait pas été notifié. Dans ce cas, lorsqu'on fait la notification, on indique le numéro attribué à l'étranger sur l'état. Et pour permettre la mention rapide à l'état, un avis de notification est transmis à la Sûreté Nationale.

Expulsion des étrangers non résidants. — Les dispositions ci-dessus sont applicables aux expulsions prononcées par les préfets des départements attenants aux frontières de terre et de mer contre les étrangers non résidants.

Les ampliations des arrêtés préfectoraux d'expulsion sont transmises immédiatement au Ministère de l'Intérieur avec le certificat de notification et toutes les pièces composant le dossier prévu ci-dessus.

Avis de cette mesure devra être donnée au Ministre de la Justice (direction des affaires criminelles et des grâces, casier central), place Vendôme, à Paris. Chaque avis comprendra : les nom et prénoms, date et lieu de naissance, filiation de l'étranger, date de l'arrêté d'expulsion, antécédents judiciaires.

2° Effets de l'arrêté d'expulsion et infraction à cet arrêté. — L'arrêté d'expulsion entraîne naturellement l'expulsion du territoire et la défense d'y rentrer par la suite. L'expulsé est conduit à la frontière sous escorte ou bien il est autorisé à s'y rendre librement. Il perd *ipso facto* tout do-

micile ou résidence légale en France. La frontière de sortie est laissée libre à l'expulsé sauf exceptions (ex. : la Suisse n'accorde par le transit aux réfugiés politiques). Quoi qu'il en soit les réfugiés politiques et les déserteurs ne sont pas reconduits à leurs frontières nationales ; les y conduire serait en effet les livrer à leurs juges.

Toute infraction à l'arrêté est punie sévèrement (6 mois à 2 ans), mais pour que l'étranger encoure une pénalité encore faut-il que l'arrêté d'expulsion lui ait été notifié. Le délit est constitué dans deux cas : 1° quand l'expulsé n'a pas quitté le territoire français ; 2° quand il y est rentré sans permission après en être sorti à condition que ce retour soit volontaire (en effet, n'est pas coupable l'étranger rejeté sur la côte française à la suite d'un naufrage ou l'étranger refoulé par le pays voisin, en application de l'article 64 du Code Pénal). Ce délit est un délit continu, aussi la prescription ne commence-t-elle à courir que du jour où l'étranger a quitté le territoire français (arrêt de la Cour de Douai, 21 Déc. 1893).

3° *Voies de recours.* — L'étranger expulsé peut user du recours gracieux à l'autorité qui a pris la décision et du recours hiérarchique au Ministre de l'Intérieur, si la décision émane d'un préfet. Il lui est loisible par ailleurs de provoquer une réclamation diplomatique par l'intermédiaire des agents accrédités par son gouvernement auprès de l'Etat dont il est expulsé. Mais ces voies de recours tendent seulement à l'obtention d'une faveur.

La loi de 1849 n'a prévu expressément aucune voie de recours contre les arrêtés d'expulsion et c'est uniquement par le jeu des principes généraux que s'est établie une jurisprudence suffisamment protectrice des droits individuels.

a) *Voie de recours indirecte.* — C'est le moyen de défense qu'on appelle l'exception. Il est un principe que tout tribunal répressif a qualité pour apprécier la légalité de l'acte qui sert de titre à la poursuite. C'est de ce principe que l'article 471, § 15 du Code Pénal a fait une application particulière en donnant au juge de simple police compétence pour apprécier la légalité des règlements administratifs. Il en résulte que la personne poursuivie devant le Tribunal Correctionnel pour infraction à un arrêté d'expulsion peut valablement exciper de l'illégalité de cet arrêté, soit qu'elle argue de sa qualité de française, soit que l'arrêté ait été pris par une autorité incompétente (par le préfet d'un département non-frontière, par le préfet d'un département frontière, à l'égard d'un étranger résidant). C'est au ministère public près le Tribunal Correctionnel à faire la preuve de la qualité d'étranger de l'expulsé en état d'infraction qui invoque sa qualité de français.

Mais ce moyen de défense est bien imparfait puisqu'il oblige l'expulsé à commettre une infraction pour faire valoir son droit.

b) *Voie de recours directe.* — L'arrêté d'expulsion doit pouvoir être attaqué devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun de la légalité des actes administratifs. Ce sera un recours pour excès de pouvoir qui se basera sur l'irrégularité de la procédure ou même sur le détournement de pouvoir. Cette solution, qui ne fait pas de doute aujourd'hui, peut être considérée comme acquise depuis l'arrêt « Morphy » du 14 Mars 1884. Auparavant le Conseil d'Etat, après avoir regardé l'arrêté d'expulsion comme un acte de gouvernement (le 4 Août 1836 « Naundorff ») avait paru hésiter quelque peu. L'arrêt « Radziwill », du 22 Janvier 1867 est ainsi libellé : « Considérant qu'en ordon-

nant au requérant de sortir du territoire, notre Ministre de l'Intérieur n'a fait qu'user du droit qu'il tient des dispositions de la loi du 3 Décembre 1849, que dès lors ledit requérant n'est pas recevable à se pourvoir pour excès de pouvoir. »

Dans l'arrêt Morphy il s'agissait d'un Anglais qui était poursuivi devant le Tribunal Correctionnel et qui avait en même temps introduit un recours devant le Conseil d'Etat. Celui-ci rejeta le recours pour deux motifs : d'abord pour cause de tardivité, ensuite parce que le Tribunal Correctionnel valablement saisi avait pleine et entière qualité pour apprécier le moyen de défense tiré de l'illégalité de l'arrêté. Il résultait de cette décision que, *a contrario*, le recours devait être admis quand l'autorité judiciaire n'était pas saisie.

C'est en 1890 que le Conseil d'Etat a, pour la première fois, statué au fond. L'arrêt « Ribès » (14 Mars 1890) a bien rejeté la requête mais après avoir constaté que le requérant n'avait « excipé d'aucun acte de nature à lui faire attribuer la qualité de français ».

Depuis lors le Conseil d'Etat a eu l'occasion de statuer à plusieurs reprises sur des recours dirigés contre des arrêtés d'expulsion et s'il n'a jamais annulé c'est que les recours manquaient de moyens.

c) Les tribunaux judiciaires ni le Conseil d'Etat ne peuvent apprécier les *motifs* sur lesquels ces arrêtés se fondent. La jurisprudence et la doctrine sont en effet d'accord pour déclarer que seule l'administration est juge des motifs qui ont rendu l'expulsion nécessaire.

Remarques. — Quand le contrevenant a été acquitté par le Tribunal Correctionnel, on ne peut intentar une autre poursuite contre lui ; cela découle d'ailleurs du

caractère de continuité du délit. Quant à l'administration elle ne peut mettre à exécution l'arrêté d'expulsion pris contre une personne acquittée par le Tribunal Correctionnel, parce qu'elle était représentée à l'audience par le ministère public.

Si l'expulsé est reconnu français, il ne peut être pris de nouvel arrêté d'expulsion contre lui ; il en est tout autrement quand l'illégalité de l'arrêté provient de l'incompétence de l'autorité qui l'a pris.

4° *Cessation de l'expulsion.* — Elle résulte soit de la modification de l'état civil de la personne qui en fait l'objet, soit d'un acte de l'autorité publique.

a) Il se peut qu'une personne étrangère devienne française après qu'un arrêté d'expulsion a été pris. Il en est ainsi de la femme étrangère qui épouse un Français et demande à prendre la nationalité de son mari ; y a-t-il lieu dans ce cas d'appliquer la vieille maxime « *fraus omnia corrumpit* » ?

La doctrine est d'avis que l'arrêté doit tomber.

b) A titre de faveur l'arrêté peut être suspendu, puis rapporté. Nous avons vu que l'arrêté d'expulsion est immédiatement exécutoire mais que le préfet a la possibilité, s'il juge nécessaire, d'accorder un délai maximum de huit jours.

L'étranger qui désire solliciter un sursis à l'exécution de l'arrêté d'expulsion pris contre lui doit adresser au préfet du département de sa résidence une requête sur timbre dans laquelle il expose les raisons qui le poussent à solliciter cette faveur. Une enquête est alors ordonnée par le préfet et faite par le commissaire de police qui doit donner son avis.

Cette question est actuellement réglée par la circulaire intérieure n° 64 du 25 Mars 1936.

Pendant la première année qui suit l'expulsion le préfet du département de résidence peut accorder des sursis trimestriels renouvelables, sous la seule réserve d'informer le Ministère de l'Intérieur de l'octroi de ces sursis et de leur renouvellement.

A l'expiration de cette première année, le préfet saisit le Ministre de l'Intérieur, si l'expulsé après enquête en est jugé digne, d'une proposition de sursis semestriel qui sera renouvelé une fois.

A la fin de la deuxième année, le préfet adresse au Ministre de l'Intérieur soit une proposition de sursis annuel renouvelable, soit une proposition d'interruption des sursis si l'intéressé ne s'est pas montré digne de la mesure bienveillante dont il bénéficiait.

Au bout de la sixième année, le préfet doit adresser l'une des propositions suivantes :

1° nouveau et dernier sursis d'un an, avec surveillance attentive si l'attitude de l'intéressé reste douteuse ;

2° retrait de l'arrêté si les circonstances le permettent ;

3° interruption des sursis dans le cas contraire.

Les propositions faites au bout de la sixième année (ou septième année en cas de doute) doivent être établies après une enquête très approfondie sur les moyens d'existence, la moralité, l'attitude politique, la situation de famille des intéressés.

Pour les étrangers expulsés après condamnation à des peines criminelles ou correctionnelles, ces étrangers ne pourront, d'une manière générale, obtenir le retrait de la mesure dont ils sont frappés tant que la condamnation par eux encourue demeurera inscrite à leur casier judi-

ciaire. Les dispositions ci-dessus exposées (six ans de stage) s'appliqueront entièrement aux étrangers condamnés ayant bénéficié de sursis à l'exécution de la peine (réhabilitation après 5 ans), ou ayant obtenu dans un moindre délai la réhabilitation judiciaire.

Le délai d'épreuve sera porté à dix ans au minimum (1^{re} année, sursis trimestriels; 2^e année, sursis semestriels puis sursis annuels jusqu'au retrait) pour ceux de ces étrangers qui ne pourront invoquer en leur faveur que la réhabilitation de droit et ceci lorsque cette réhabilitation sera devenue définitive.

En ce qui concerne les expulsés pour des motifs d'ordre intérieur, ces dispositions leur sont applicables puisqu'éventuellement il serait possible soit d'interrompre les sursis soit de prendre un nouvel arrêté d'expulsion si les circonstances l'exigeaient. Il y a lieu toutefois en pareil cas de procéder à une enquête particulièrement approfondie avant chaque renouvellement de sursis ou au moment du retrait de l'arrêté.

Pour les condamnés de droit commun, certains de ces expulsés bénéficient d'autorisations de séjour limitées au département ; dans d'autres cas, ces autorisations sont valables pour tout le territoire. Lors du renouvellement, il conviendra, en cas de changement de résidence, d'envoyer le dossier de l'expulsé au préfet intéressé.

Ces dispositions sont d'une utilité particulière en ce qui concerne les apatrides, protégés par la S.D.N. et, d'une manière générale, tous les étrangers qui, pour des circonstances indépendantes de leur volonté, se trouvent dans l'impossibilité de quitter notre territoire.

Cette réglementation s'applique également aux mesures de refoulement.

Formalités. — Quand un étranger expulsé a obtenu un sursis, il doit, avant l'expiration de ce sursis, demander une prolongation en adressant une requête sur timbre au préfet. Jusqu'au 28 Avril 1926 l'indication du sursis accordé était portée sur le récépissé de retrait de carte d'identité. D'où deux inconvénients : d'une part l'état d'expulsé de l'étranger était révélé par le titre de séjour, ce qui pouvait le mettre dans une situation défavorable sur le marché du travail, d'autre part il échappait au paiement de taxe imposée à chaque renouvellement de la carte d'identité.

C'est pourquoi la circulaire intérieure du 28 Août 1926 a-t-elle décidé que les étrangers expulsés, admis à résider en France pour trois mois ou plus, devront demander une carte d'identité et recevront effectivement non pas ladite carte mais un récépissé de leur demande muni d'une formule particulière qui ne fera connaître leur situation d'expulsés qu'aux services administratifs.

Le récépissé de demande de carte remis après paiement de la taxe en vigueur, portera en tête, au recto, en caractères très apparents, la mention « Soumis à la loi du 3 Décembre 1849. L'étranger ci-contre est autorisé à résider en France jusqu'au... ». Cette autorisation sera contresignée par le secrétaire général de la Préfecture et le cachet de la Préfecture sera apposé à côté de la signature de ce fonctionnaire.

Au fur et à mesure que l'étranger obtient de nouveaux sursis, le récépissé est envoyé à la Préfecture pour que ces sursis soient inscrits dessus. Au moment où ce récépissé est pour la première fois remis à l'intéressé, sa carte d'identité timbrée est établie. Mais cette carte ne lui sera pas délivrée, elle sera conservée dans les archives de la Pré-

fecture sans qu'elle soit régularisée par la signature préfectorale. Elle ne sera remise à l'intéressé que du jour où l'arrêté d'expulsion aura été rapporté.

L'étranger expulsé sursitaire doit demander, conformément à la réglementation en vigueur le renouvellement de son titre.

A noter que pour le calcul du fonds commun les cartes d'identité établies au nom des expulsés sursitaires sont considérées comme remises dès qu'elles ont été timbrées.

6° *De lege ferenda.* — On a réclamé la suppression de l'expulsion comme étant une atteinte trop grande à la liberté individuelle. D'autres ont proposé de limiter le pouvoir d'appréciation discrétionnaire du gouvernement, non pour restreindre le droit d'expulsion mais pour obliger le Ministre de l'Intérieur à expulser dans certains cas (Voir en ce sens la proposition de M. Pierre Taittinger, député, en date du 29 Décembre 1924, annexe n° 985, documents parlementaires, p. 469, en ce qui concerne les étrangers arrêtés porteurs d'armes prohibées au cours d'une manifestation sur la voie publique ou d'une réunion publique).

Certains ont émis l'idée de confier l'expulsion à un organe juridictionnel. C'est ainsi que le 25 Janvier 1904, M. Flourens déposait à la Chambre une proposition de loi prévoyant que « l'expulsion ne pourrait être opérée qu'en vertu d'une sentence du juge de paix du lieu de résidence ou de passage de l'étranger ». Le juge de paix aurait été saisi par le commissaire de police ou autres agents de la police générale. Cette solution n'est pas bonne car les juges de paix sont essentiellement des civilistes n'ayant ni le temps ni les moyens d'exercer convenablement ces pouvoirs de police si délicats.

Enfin, il existe une question assez complexe, celle des

étrangers apatrides ou heimatlos expulsés. On pourrait leur appliquer les mesures de l'interdiction de séjour, leur interdire les départements où ils se livrent à de la propagande, les soumettre à un contrôle et à une surveillance rigoureuse en les obligeant par exemple à faire viser leur titre de séjour à chaque déplacement.

III. Fonctionnement du Service des Etrangers dans les Préfectures, Mairies, Commissariats de Police

1° DEMANDE

Tout étranger qui arrive en France dans l'intention d'y résider plus de deux mois doit solliciter la délivrance d'une carte d'identité. De même tout étranger dont la carte d'identité est expirée doit en demander le renouvellement. Si cette carte est à validité réduite, il doit en solliciter la prorogation. Enfin s'il change de catégorie il doit demander le remplacement de sa carte d'identité.

Toutes ces situations nécessitent donc une demande adressée par l'étranger au Préfet du département de sa résidence. Cette demande fut pendant longtemps faite verbalement et cette façon irrégulière de procéder fut condamnée par la circulaire intérieure n° 215 du 22 Décembre 1932 qui rappelle que l'article 12 de la loi du 13 Brumaire An VII assujettit au timbre de dimension « tous les papiers à employer pour les actes et écritures soit publics soit privés » et notamment « § 9 les pétitions et mémoires, même en forme de lettres, présentés au Directoire Exécutif (Gouvernement), aux Ministres... et aux administrations ou établissements publics. »

Par application de cette disposition et pour mettre les étrangers sur le même pied que les nationaux, toute demande de délivrance ou de renouvellement de carte d'identité d'étranger doit être faite sur papier timbré et rédigée

brièvement ; par exemple : « Je soussigné..., de nationalité..., ai l'honneur de solliciter la délivrance (ou le renouvellement) de la carte d'identité ». Cette requête doit porter également la signature de son auteur, la date de sa confection et l'indication de la nature de la carte sollicitée « travailleur » ou « non travailleur ». Elle ne peut servir que pour une seule personne. Ces prescriptions s'appliquent à tous les étrangers, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, et seuls, bien qu'aucun texte spécial ne soit intervenu en la matière, les indigents, dont la situation est constatée par un certificat du maire de la commune de résidence, confirmé par le préfet, peuvent être admis à établir la requête nécessaire sur papier libre.

Cette demande est remise au commissaire de police (à défaut au maire) qui procède à la constitution du dossier.

2° CONSTITUTION DES DOSSIERS

La constitution du dossier diffère selon qu'il s'agit d'un étranger non salarié ou d'un étranger salarié ; il faut distinguer, d'autre part, la demande de première carte et le renouvellement.

a) Demande de première carte. — Tout dossier de demande de première carte comporte des pièces obligatoires et des pièces spéciales.

Les pièces obligatoires sont :

- 1° une requête sur papier timbré à 4 frs ;
- 2° une fiche individuelle blanche revêtue d'une photographie ;
- 3° une fiche individuelle jaune revêtue d'une photographie ;

4° une photographie destinée à la carte d'identité ;

5° le reçu de versement de taxe délivré par l'Administration des Postes (sauf pour les engagés volontaires, les indigents et les Espagnols) ;

6° une notice de renseignements (blanche pour les salariés, jaune pour les non-salariés) ;

7° le cas échéant, le reçu de versement de la pénalité délivré par l'Administration des Postes.

Les pièces spéciales sont :

1° pour les salariés : un sauf-conduit ou un contrat de travail visé et un certificat sanitaire ;

2° pour les parents d'enfants français, étudiants, savants, etc..., un certificat de justification de situation ;

3° pour les engagés volontaires pendant la Guerre et les légionnaires, l'état signalétique des services et campagnes, et pour ces derniers, un certificat de bonne conduite délivré par le chef de corps ;

4° pour les indigents, un certificat de constatation officielle délivré par le maire.

b) Demande de renouvellement. — Tout dossier de demande de renouvellement ou de changement de catégorie doit comporter les pièces obligatoires et spéciales suivantes :

Pièces obligatoires :

1° requête sur papier timbré à 4 frs ;

2° fiche individuelle blanche revêtue d'une photographie ;

3° fiche individuelle jaune revêtue d'une photographie ;

4° photographie destinée à la carte d'identité ;

5° carte d'identité périmée ou à changer ;

6° reçu de versement de la taxe délivré par l'Administration des Postes ;

7° le cas échéant, reçu de versement de la pénalité délivré par la Poste ;

8° notice de renseignements (blanche pour les salariés, jaune pour les non-salariés).

Pièces spéciales :

1° pour les salariés : contrat de travail visé favorablement ;

2° en cas de changement de catégorie : pièces justificatives applicables à la nouvelle situation ;

3° pour les engagés volontaires et légionnaires : pièces justificatives.

Ces pièces spéciales sont fournies par certaines catégories d'étrangers appelés à bénéficier d'un régime de faveur au point de vue de la taxe dont est frappée la carte d'identité. Chaque étranger appartenant à l'une de ces catégories spéciales doit administrer la preuve de son droit en fournissant le document prévu, pour son cas, par les instructions en vigueur. Ces diverses pièces doivent être annexées au dossier ; mais, à l'encontre des pièces obligatoires dont la destination est fixée par le décret lui-même, elles devront être retournées aux autorités municipales pour être restituées à leur titulaire, soit avec sa carte d'identité, soit avec la décision de refus de carte. En aucun cas elles ne sauraient être conservées dans le dossier de la préfecture.

D'autre part, les autorités municipales ne doivent jamais joindre aux dossiers les passeports, les pièces d'identité quelconques (actes de naissance, de mariage, etc...) présentées par l'étranger pour justifier de son identité, à moins qu'il n'y ait des doutes sur l'authenticité de ces documents, en quel cas ils sont transmis à la Préfecture sous pli recommandé.

3° CONTEXTURE DES PIÈCES CONSTITUANT LES DOSSIERS

a) *Demande*. — Nous avons vu qu'elle était rédigée sommairement.

b) *Fiches individuelles*. — La fiche individuelle blanche est destinée au Ministère de l'Intérieur (Direction de la Sûreté Nationale) où elle servira à la constitution d'un casier central. La fiche de couleur bulle est conservée par la Préfecture.

Ces fiches sont en carton résistant, de forme rectangulaire, la fiche blanche étant plus courte que l'autre ; la photographie est collée au verso.

Elles portent toutes les deux au recto les indications suivantes : nom, prénoms, date et lieu de naissance de l'étranger ; prénoms, date et lieu de naissance du père ; nom, prénoms, date et lieu de naissance de la mère ; profession ; nationalité ; mode d'acquisition de cette nationalité (filiation, mariage ou naturalisation) ; situation de famille (célibataire, veuf, marié ou divorcé) ; adresse ; nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité d'origine du conjoint ; prénoms, âge et lieu de naissance des enfants au-dessous de 15 ans, même si ces enfants n'habitent pas avec leurs parents (à noter que pour un veuf, le nom de sa femme défunte doit être inscrit sur le dossier).

D'autre part, si l'étranger est salarié, il y a lieu de porter sur la fiche jaune le nom et l'adresse de l'employeur, la durée du contrat.

Au verso de la fiche blanche sont portés le numéro de la carte attribuée à l'étranger, sa durée de validité et l'indication du préfet qui l'a délivrée ; et si c'est un renouvellement, le numéro de la carte remplacée et la date de délivrance de celle-ci ; enfin l'indication des pièces d'identité fournies et la date de la demande de carte.

Au verso de la fiche jaune sont indiqués le numéro de la carte délivrée, sa validité, la taxe perçue, la date de sa remise à l'étranger, les pièces d'identité fournies, la durée du visa pour les étrangers qui y sont soumis, les noms et les adresses des deux références en France exigées, le dernier domicile à l'étranger, les précédents séjours en France, la date d'entrée en France, la date de la demande de carte.

Ces déclarations sont certifiées exactes et signées par l'étranger.

c) *Photographies.* — L'étranger doit remettre quatre photographies dont une est destinée au récépissé. En pratique, il en fournit cinq car l'une est apposée sur la fiche destinée à rester au commissariat pour la constitution d'un dossier individuel. Ces photographies doivent être nettes, récentes, d'un format 4 cm. /4 cm., prises de face et sans chapeau.

d) *Notices de renseignements.* — Elles ont été introduites par la circulaire intérieure du 15 Avril 1933 ; leur utilité est grande pour les services préfectoraux. En effet après l'examen et la liquidation d'un dossier, la fiche individuelle jaune ayant été placée dans son fichier spécial et la fiche individuelle blanche mise de côté pour être adressée en fin de mois au service central, il ne restait plus que la demande très succincte établie sur papier timbré et le reçu de la poste, pièces auxquelles venait s'adjoindre plus tard le récépissé retiré à l'étranger et renvoyé par l'autorité municipale. Ce reliquat de dossier n'était pas de nature à fournir, après la délivrance de la carte, la moindre indication sur l'étranger en cause. De même, en cours d'examen du dossier, les renseignements portés sur la fiche individuelle jaune étant réduits à leur plus simple expression, ne pouvaient fournir aucune précision sur la moralité d'un individu ou ses antécédents.

Pour ne pas alourdir inutilement un questionnaire général, il a été prévu une notice spéciale de couleur jaune pour les non-salariés et une autre, de couleur blanche, pour les salariés.

La notice jaune est valable pour les demandes de première carte et de renouvellement, elle comporte les demandes de renseignements suivantes :

Nom (la femme mariée doit être désignée sous le nom de son mari, suivi de son nom de jeune fille), prénoms, date de naissance, lieu de naissance, nationalité, adresse exacte dans la commune, profession réellement exercée.

1° Renseignements généraux. — a) Demande de première carte : point d'entrée en France; l'intéressé a-t-il produit un passeport s'il n'est ni belge ni luxembourgeois ; libellé intégral du visa consulaire français apposé sur ce passeport (pour les étrangers astreints à cette formalité) ; l'intéressé est-il venu comme touriste ; a-t-il l'intention de se fixer définitivement en France ; moyens d'existence à préciser : n'est-il pas susceptible d'occuper sous peu un emploi salarié ; a-t-il de la famille directe en France (père, mère, enfants, petits-enfants) ; taxe applicable (taxe réduite à justifier en cas de proposition) ; l'intéressé a-t-il fait antérieurement d'autres séjours en France, dans l'affirmative dates et localités ; a-t-il sollicité la délivrance d'une carte d'identité, où ; a-t-il été mis en possession de ce titre de séjour ; depuis sa dernière entrée en France, a-t-il résidé dans d'autres communes, lesquelles.

b) Demande de renouvellement : indication de la Préfecture qui a délivré la carte à renouveler ; la profession indiquée sur la carte périmée concorde-t-elle avec celle exercée actuellement ?

2° Contraventions. — a) Demande de première carte :

l'intéressé a-t-il fait sa demande dans les huit jours de son passage à la frontière; dans la négative, la contravention prévue a-t-elle été dressée ; si l'intéressé vient d'une autre commune et est titulaire d'un récépissé de demande de carte, ce document porte-t-il le visa de départ obligatoire ; dans la négative la contravention a-t-elle été dressée.

b) Demande de renouvellement. — L'intéressé a-t-il fait sa demande de renouvellement dans le délai de trois mois accordé par le décret ; dans la négative, la contravention prévue a-t-elle été dressée ; si le domicile a été transféré d'une commune dans une autre depuis la délivrance de la carte d'identité périmée, ce document porte-t-il les visas de départ et d'arrivée obligatoires ; dans la négative les contraventions prévues ont-elles été dressées ?

3° Pénalités de retard. — La demande de délivrance ou de renouvellement de carte a-t-elle été faite dans les délais prescrits ; dans la négative, nombre de mois de retard ; taux mensuel applicable ; le récépissé de versement de la poste est-il joint au dossier ; en cas de demande de remise totale ou partielle, fournir toutes les indications utiles.

4° Renseignements confidentiels : conduite, moralité, attitude au point de vue national.

5° Avis personnel du commissaire de police (ou à défaut, du maire) sur la suite à réserver à la demande.

Cette notice est datée et signée de l'autorité municipale. Au bas, un espace est réservé à l'indication de la décision préfectorale avec la date et la signature de cette autorité.

La *notice blanche*, valable pour les demandes de première carte et de renouvellement des salariés, porte d'abord les mêmes renseignements d'état civil que la fiche jaune.

Puis : 1° renseignements généraux. — a) demande de première carte : point d'entrée en France; l'intéressé a-t-il

fourni un sauf-conduit délivré à la frontière ; dans la négative, a-t-il produit son passeport s'il n'est ni belge ni luxembourgeois ; libellé intégral du visa consulaire français apposé sur ce passeport (pour les étrangers soumis à cette formalité) ; a-t-il fourni un contrat de travail (visé favorablement) ; a-t-il fourni un certificat sanitaire établi par un médecin agréé ; a-t-il de la famille en France, où ; a-t-il déjà séjourné dans notre pays, dates et localités ; a-t-il eu déjà une carte d'identité, où ; a-t-il amené avec lui des membres de sa famille, lesquels, que font-ils.

b) Demande de renouvellement : indication de la préfecture qui a délivré la carte à renouveler ; la profession indiquée sur la carte périmée concorde-t-elle avec celle exercée actuellement ; s'il y a eu changement de catégorie, le contrat de travail visé favorablement a-t-il été produit.

2° Contravention. — Mêmes indications que sur la notice jaune.

3° Pénalités de retard. — Mêmes indications que sur la notice jaune.

4° Renseignements confidentiels. — Mêmes indications que sur la notice jaune.

5° Avis personnel. — Mêmes indications que sur la notice jaune.

e) *Chemises*. — Elles se composent d'une feuille double dont seul le recto de la première page est imprimé, à l'intérieur de laquelle sont assemblées les différentes pièces du dossier. Elles affectent une couleur différente (rouge ou verte), selon qu'elles sont destinées aux demandes de délivrance de première carte ou aux demandes de renouvellement, ce qui permet une ventilation rapide des dossiers à leur arrivée dans les bureaux de la préfecture et de donner aux demandes de première carte le tour de faveur dont elles doivent toujours bénéficier.

Les mentions imprimées que devra obligatoirement comporter la première page de cette chemise spéciale ont pour but de donner un résumé succinct du dossier. Elles indiquent les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, profession de l'étranger ; la date du dépôt de la demande ; la catégorie d'étranger ; le numéro d'inscription sur le livre de la commune ; les pièces obligatoires ; les pièces spéciales ; la taxe de délivrance et le numéro du reçu de la poste ; le nombre de mois de pénalités de retard, le taux mensuel, le montant, le numéro du reçu de la poste et la date de la contravention pour retard dressée ; la date et la signature de l'autorité municipale ; la date de réception à la préfecture.

4° DOSSIER A CONSTITUER PAR L'ETRANGER SALARIÉ POUR OBTENIR LE VISA DE SON CONTRAT DE TRAVAIL

Il faut distinguer : a) la régularisation de situation ; b) le renouvellement.

a) Aux termes de la loi du 11 Août 1926 (article 64, livre II du Code du Travail), il est interdit à toute personne d'employer un étranger non muni de la carte d'identité d'étranger délivrée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et portant la mention « travailleur ».

Cette carte d'identité est délivrée aux travailleurs étrangers sur présentation a) d'un contrat de travail régulièrement visé ; b) d'un certificat sanitaire établi par un médecin agréé de l'administration et attestant que l'étranger n'est atteint d'aucune maladie ou affection propre à rendre son séjour en France indésirable.

Régulièrement, en vertu de l'article 3 de la loi du 10 Août 1932, le contrat de travail doit être présenté par

l'employeur au visa des services compétents avant que le travailleur intéressé ait pénétré sur le territoire français. Le certificat sanitaire est alors délivré dans le pays d'origine par un médecin agréé par le consul de France.

Si l'étranger a pénétré en France sans être préalablement en possession d'un contrat de travail visé, soit qu'il ait caché volontairement sa qualité de travailleur salarié, soit pour toute autre cause, il doit soumettre au visa du Ministère du Travail un contrat de travail, afin d'obtenir la délivrance d'une carte d'identité de travailleur. Dans ce cas le certificat sanitaire est délivré par un médecin désigné par le préfet du département dans lequel se trouve le lieu de résidence en France.

L'ensemble des diverses opérations ayant pour objet de régulariser la situation d'un travailleur étranger entré en France sans visa préalable de son contrat de travail, constitue « la régularisation de situation ».

Certaines personnes peuvent également avoir recours à cette procédure sans pour cela être entrées en France dans des conditions irrégulières ; tels sont en particulier :

— Les enfants étrangers, nés en France ou entrés en France avant l'âge de l'admission au travail (14 ans) et qui, ayant atteint ou dépassé cet âge, sollicitent la délivrance d'une carte d'identité de travailleur.

— Les étrangers entrés en France pour y vivre de leurs propres revenus ou pour y exercer soit un commerce, soit une profession libérale et qui, par suite de revers de fortune ou de mauvaises affaires, se trouvent placés dans l'obligation de recourir à un emploi salarié.

— Les femmes françaises de naissance devenues étrangères par le mariage.

— Les enfants étrangers ayant acquis ou pouvant acqué-

rir la nationalité française à raison de leur naissance sur notre sol et qui répudient ou déclinent la qualité de français dans l'année qui suit leur majorité.

— Les étudiants étrangers, élèves de grandes écoles françaises qui, après avoir terminé leurs études sur le sol français, sollicitent la délivrance d'une carte d'identité de travailleur.

— Les stagiaires de l'industrie et du commerce qui, après avoir effectué leur stage autorisé, sollicitent également la délivrance d'une carte d'identité de travailleur.

Etrangers soumis à cette procédure :

a) Les étrangers se trouvant déjà en France et n'ayant aucune carte d'identité française.

b) Les travailleurs étrangers en possession d'une carte d'identité ou d'un récépissé de demande de carte délivré à titre de non-travailleur.

c) Les travailleurs étrangers en possession d'une carte d'identité délivrée en Algérie ou dans toute autre colonie française ou pays de protectorat.

d) Les travailleurs étrangers titulaires d'une carte d'identité délivrée dans le département de la Corse.

e) Les travailleurs étrangers ayant quitté le territoire français sans être munis d'un titre de congé régulier et qui, rentrés sans autorisation (lettre de rappel ou de service), sont en possession d'une carte d'identité dont la validité est expirée.

f) A titre exceptionnel, les stagiaires de l'industrie et du commerce qui, à l'expiration du stage pour lequel ils ont été autorisés à pénétrer en France, sollicitent le remplacement de leur carte de « stagiaire » par une carte de « travailleur ».

Constitution du dossier. — Chaque demande doit comporter les pièces suivantes :

- a) Une requête sur timbre à 4 frs.
- b) Une feuille de renseignements établie en double exemplaire, remplie par l'intéressé et signée de lui.
- c) Un certificat d'engagement sur papier libre en double exemplaire délivré par l'employeur dont la signature doit être certifiée conforme. Ce certificat ne peut être accepté que dans le mois de sa délivrance. Il doit mentionner obligatoirement la nature exacte de l'emploi, le salaire offert, ainsi que la durée prévue de l'engagement. Cette durée doit être nettement déterminée et ne pas être inférieure à trois mois (sauf pour les monteurs) ni supérieure à un an.
- d) Un certificat sanitaire du modèle réglementaire établi par un médecin agréé par le préfet du département. Ce certificat sanitaire est en tous points conforme à celui délivré avant leur départ de leur pays d'origine, aux travailleurs étrangers entrant en France comme tels en vertu d'un contrat régulier d'introduction.
- e) Une enveloppe pour la réponse, timbrée à 0 fr. 50 et portant l'adresse exacte et complète du demandeur.

Une circulaire du Ministre du Travail, en date du 13 Septembre 1934, décide de percevoir le droit de timbre à l'occasion de toute demande d'avis favorable au contrat à l'instar de la circulaire intérieure n° 215, du 22 Décembre 1932.

Cette circulaire vise les demandes de régularisation, les certificats sanitaires et les demandes d'avis favorable au renouvellement. Désormais, au lieu de mettre un timbre de dimension sur la feuille de renseignements ou de joindre une feuille de papier timbré portant uniquement la signature de l'étranger, procédé qui n'était pas régulier car le

droit de timbre ne doit être acquitté que lors de la rédaction d'un écrit, toute demande est faite sur papier timbré à 4 francs et la rédaction en sera sommaire, par ex. : « Je soussigné..., de nationalité..., demeurant à... ai l'honneur de solliciter l'avis favorable nécessaire à l'obtention de la carte de travailleur. »

Les certificats sont établis sur un papier d'un format les rendant passibles seulement du timbre de dimension de 4 frs.

Les demandes de renouvellement sont établies également sur papier timbré à 4 frs et rédigées sommairement, par exemple : « Je soussigné..., de nationalité... demeurant à..., ai l'honneur de solliciter l'avis favorable nécessaire au renouvellement de ma carte d'identité de travailleur n°... »

Les certificats de travail et les certificats de résidence sont dispensés du droit de timbre pour les raisons suivantes: l'article 24 du Code du Travail exempté de timbre et d'enregistrement les certificats de travail encore qu'ils contiennent d'autres mentions que la date d'entrée et de sortie et l'espèce de travail effectué, pourvu que les mentions ne contiennent ni obligation ni quittance, ni aucune autre convention donnant lieu au droit proportionnel. D'autre part les certificats de résidence ne sont que des justifications de résidence et sont en conséquence établis sur papier libre.

Sont dispensés du droit de timbre les demandes présentées par des travailleurs étrangers au service d'agents diplomatiques ou consulaires étrangers, régulièrement accrédités en France.

Dispense du certificat sanitaire. — Sont dispensés du certificat sanitaire :

a) Les étrangers résidant en France depuis trois ans

d'une façon ininterrompue, c'est-à-dire n'ayant pas, au cours de ces trois années, effectué hors de France des séjours d'une durée supérieure à deux mois.

b) Les femmes d'origine française ayant perdu leur nationalité par suite de leur mariage avec un étranger.

c) Les étrangers ayant combattu pendant la guerre comme engagés volontaires dans une formation française.

d) Les étrangers ayant servi dans la légion étrangère et titulaires d'un certificat de bonne conduite délivré par leur chef de corps.

e) Les enfants de travailleurs étrangers âgés de moins de 18 ans, entrés avec leur famille ou ayant rejoint celle-ci, à la condition qu'ils justifient d'un an de séjour en France et que leurs parents soient eux-mêmes en situation régulière.

f) Les étrangers au service d'agents diplomatiques ou consulaires étrangers régulièrement accrédités en France (ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, chanceliers, secrétaires d'ambassade, attachés divers).

Présentation de la demande. — Elle doit être présentée par l'étranger lui-même et non par son employeur, contrairement à ce qui a lieu pour les demandes d'introduction.

Lieu de dépôt de la demande :

a) Si l'ouvrier travaille dans le département où il est domicilié, il n'y a pas de difficultés.

b) S'il travaille dans un département autre que celui de son domicile. La demande de régularisation doit être adressée à l'office départemental du domicile car la carte d'identité est délivrée par la Préfecture du domicile. Mais c'est l'office départemental du lieu d'emploi qui l'instruit après transmission du dossier.

c) Si l'intéressé, domicilié dans un département, travaille dans plusieurs autres départements (cas des voyageurs et représentants de commerce), la demande est adressée à l'office départemental du domicile qui la fait instruire par celui du lieu de formation du contrat de travail (siège social de l'employeur).

d) Si l'intéressé travaille en France mais est domicilié à l'étranger (ex. : certains voyageurs et représentants de commerce), il est considéré comme ayant élu domicile au siège social de l'établissement qui l'emploie ou se déclare prêt à l'employer.

e) Si l'intéressé travaille à l'étranger pour le compte d'une maison sise en France, et s'il possède un domicile en France, c'est auprès de l'office départemental de ce domicile qu'est introduite la demande ; s'il n'a pas de domicile, il est considéré comme ayant fait élection de domicile au lieu de formation du contrat.

Vérification du dossier. — Si l'intéressé déclare avoir effectué en France des séjours antérieurs, il devra en préciser la date et la durée et en administrer la preuve par la présentation de pièces présentant une valeur suffisante (certificats de domicile, de résidence, quittances de loyers, certificats de scolarité pour les enfants, etc...). Mention devra être portée sur la feuille de renseignements des pièces ainsi présentées par l'étranger et qui seront conservées au dossier et classées avec celui-ci.

L'étranger doit, d'autre part, préciser dans tous les cas quelle était sa situation au cours de ses différents séjours.

Si le passeport est présenté, il faut vérifier s'il porte ou non une mention apposée soit par le consul de France soit par les autorités françaises à la frontière, comportant la possibilité ou non pour l'intéressé d'occuper un emploi en France.

En principe, le visa favorable à la délivrance d'une carte d'identité de travailleur est toujours refusé au titulaire d'un passeport comportant un visa de transit. Il y a donc lieu d'indiquer dans ce cas, très nettement sur la feuille de renseignements, au besoin au crayon gras, la mention « en transit ».

Forme et notification de la décision. — Le contrat ou certificat d'engagement joint à la demande de régularisation est pourvu selon les cas des visas suivants :

« Avis favorable à la délivrance d'une carte d'identité de travailleur industriel (ou agricole) à validité normale », ou « Avis favorable à la délivrance d'une carte d'identité de travailleur industriel (ou agricole), valable... an... ou mois. »

Nous savons que la durée de validité de la carte d'identité est fonction de la durée de l'avis favorable accordé.

L'office départemental transmet à la Préfecture dont il relève l'un des deux exemplaires du contrat ou certificat de travail visé et l'un des deux exemplaires de la feuille de renseignements. La Préfecture envoie à l'étranger le certificat visé, généralement par l'intermédiaire du commissaire de police (ou du maire) ; la feuille de renseignements est classée à la Préfecture.

L'étranger qui, ayant déposé une demande de régularisation de situation, s'est vu opposer une décision défavorable peut toujours faire appel de cette décision et demander la révision de son dossier. L'appel doit être introduit sous forme de requête établie sur papier timbré ; il doit être motivé.

Classement des dossiers à la Préfecture. — Chaque dossier de demande de régularisation doit être numéroté. Le numérotage s'effectue de 1 à l'infini. Au 1^{er} Janvier de

chaque nouvelle année, les offices départementaux doivent répartir du numéro 1. Les dossiers dont l'instruction est terminée sont classés dans l'ordre numérique et par paquet de 100 dossiers. Ces dossiers doivent chaque année être versés aux archives et conservés pendant cinq ans.

Les offices départementaux de placement doivent établir une fiche pour chaque demande de régularisation présentée. Cette fiche est établie au nom de l'étranger qui fait la demande ; elle doit comporter les renseignements suivants : numéro du dossier de demande de régularisation, nom et prénoms de l'étranger, date et lieu de naissance, nationalité, profession, nom et adresse de l'employeur, date de la décision prise avec indication de cette décision (favorable ou défavorable).

Si la demande a fait l'objet de plusieurs décisions successives, ces différentes décisions doivent être mentionnées sur la fiche avec l'indication de leur date respective.

Les fiches établies dans ces conditions doivent être classées par ordre alphabétique (d'après le nom patronymique de l'étranger) dans un fichier spécial. Chaque année un nouveau fichier doit être établi, le fichier de l'année précédente étant versé aux archives ; les fichiers versés aux archives doivent être conservés pendant 5 ans.

Imprimés à fournir à l'appui d'une demande de régularisation.

1° *La demande de renseignements*, munie du numéro d'enregistrement du dossier, donne les renseignements suivants : nom et prénoms du travailleur ; nationalité ; profession ; date d'entrée en France ; date et lieu de naissance ; situation de famille (marié, célibataire, veuf ou divorcé) ; nationalité du conjoint ; profession exercée en

France par le conjoint et son salaire mensuel ; nombre d'enfants, en distinguant ceux nés en France et ceux nés à l'étranger ; nationalité et âge des enfants ; adresse de l'étranger ; parents résidant déjà en France (désignation profession et résidence) ; poste-frontière par lequel l'introduction en France a eu lieu ; raisons pour lesquelles l'intéressé n'a pas fait connaître, à ce moment, son intention de travailler ; séjours antérieurs en France (date et durée) ; situation de l'étranger pendant son séjour en France (non travailleur, travailleur à domicile, patron, artisan, travailleur en situation irrégulière) ; pièces produites pour établir la preuve du séjour en France ; pièces d'identité que possède l'étranger ; nom de l'employeur au service duquel l'étranger désire entrer ; profession exercée par l'employeur ; adresse de l'employeur.

Avis de l'office municipal de placement, avis de l'office départemental de placement, avis de l'Inspection divisionnaire du Travail et de la Main-d'Œuvre. Cet imprimé est de couleur rouge.

2° *Le certificat sanitaire* comprend les indications suivantes : le nom et l'adresse du médecin accrédité ; les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession, nationalité de l'étranger. Le docteur répond au questionnaire suivant :

a) La vaccination anti-variolique de ce travailleur a été effectuée par mes soins à la date ci-après...

b) Les résultats ont été négatifs — positifs.

c) Ce travailleur est-il indemne de maladies mentales (autant qu'il est permis d'en juger d'après l'examen clinique et la déclaration signée ci-contre de l'intéressé).

d) Ce travailleur est-il indemne d'épilepsie (autant qu'il est possible...).

- e) Indemne de cécité.
- f) Indemne de surdité.
- g) Indemne de toxicomanies (alcoolisme, opiomanie ou morphinomanie ou cocaïnomanie).
- h) Indemne de toute maladie infectieuse ou parasitaire en activité.
- i) Indemne de tuberculose pulmonaire en période contagieuse.
- j) Indemne de maladie vénérienne en période contagieuse (syphilis, blennorrhagie, chancre mou).
- k) Indemne de déterminations graves provoquées par les maladies vénériennes (en particulier: syphilis cérébrale ou médullaire, paralysie générale, tabès, rhumatisme, blennorrhagie).
- l) Indemne de lèpre.
- m) Indemne de trachome.
- n) Indemne de toute maladie chronique l'exposant à une hospitalisation prolongée.
- o) Y a-t-il lieu de procéder à la désinsectisation de ce travailleur avant son entrée en France.

L'impétrant fait une déclaration sur ce certificat, avec la date et sa signature, dans laquelle il certifie être indemne de maladies mentales, d'épilepsie, de toxicomanies, de manifestations actuelles de maladies vénériennes.

b) Renouvellement et prolongation de validité

L'article 6 du décret du 6 Février 1935 stipule que les titulaires d'une carte de travailleur ne pourront en obtenir le renouvellement qu'en produisant chaque fois un nouveau contrat visé à cet effet par les services compétents du Ministère du Travail.

De même les demandes de prolongation de validité des cartes d'identité à durée limitée concernant les travailleurs doivent être accompagnées d'un nouveau contrat de travail visé favorablement.

A l'effet d'obtenir le visa du contrat de travail dont il s'agit, il convient de constituer un dossier spécial comprenant :

1° Une requête sur timbre à 4 frs rédigé sommairement demandant l'avis favorable au renouvellement de la carte.

2° Une feuille de renseignements établie sur une formule beige si la carte à renouveler est à validité normale, sur une formule verte si elle est à validité réduite.

3° Un certificat de travail établi en double exemplaire par l'employeur dont la signature doit être légalisée.

Les feuilles de renseignements doivent être exactement remplies, notamment en ce qui concerne: la durée du séjour en France de l'étranger qui aura à faire la preuve de ses déclarations par la production de justifications précises (certificats de domicile, de résidence, de travail dûment légalisés), la nationalité du conjoint (nationalité d'origine et actuelle), la nationalité des enfants.

Il y a lieu également de faire connaître si les étrangers ont en France des frères ou sœurs de nationalité française (d'origine ou naturalisés) ; s'il s'agit d'anciens légionnaires, cette qualité doit être précisée sur les formules.

En ce qui concerne les chômeurs étrangers, une circulaire intérieure du 8 Mars 1932 spécifie que le Ministre du Travail permet aux chômeurs étrangers de produire, au lieu du certificat de travail, une attestation du bureau ou du service municipal de placement constatant l'inscription régulière du chômeur au fonds local de chômage ou, à défaut de cet organisme, la situation réelle du chômeur.

Certificats de travail. — Par décision du 26 Février 1935 le Ministre du Travail a décidé de ne plus exiger des travailleurs étrangers demandant le renouvellement de leur carte d'identité la présentation d'un contrat comportant une durée ferme d'engagement, mais un simple « certificat de présence au travail » indiquant les nom, prénoms, profession, adresse, numéro d'inscription au registre du commerce de l'employeur ; les nom, prénoms, date et lieu de naissance, adresse, nationalité, profession actuelle de l'étranger ; numéro, date et préfecture de délivrance, validité de la carte d'identité ; profession indiquée sur celle-ci ; date d'entrée de l'étranger au service de l'employeur.

Une circulaire du Ministre du Travail du 22 Septembre 1936 prescrit d'ajouter sur le certificat la mention suivante : « Cet employé ou ouvrier recevra le salaire prévu pour sa catégorie par la convention collective de travail en vigueur ou, à défaut, le salaire normal et courant de la catégorie pour la profession et la région. En conséquence, cet employé ou ouvrier recevra actuellement le salaire de... (par heure, par jour, par semaine ou par mois).

Ce certificat est rempli, daté et signé par l'employeur.

Feuilles de renseignements. — Ne diffèrent que par la couleur. Elles donnent les renseignements suivants : le numéro d'enregistrement du dossier ; les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, adresse de l'étranger (domicile en France) ; numéro, préfecture de délivrance, validité de la carte d'identité ; profession indiquée sur cette carte ; durée du séjour en France de l'étranger (comme non travailleur et comme travailleur) ; pièces produites pour établir la preuve de ce séjour ; situation

de famille de l'étranger ; nationalité du conjoint ; nationalité des enfants ; profession que désire exercer l'étranger ; nom et adresse de l'employeur.

Avis de l'office municipal, de l'office départemental, de l'office régional.

Remarque. — Une circulaire intérieure du 22 Octobre 1936 rappelle que les cartes d'identité à validité normale ont été délivrées à la suite d'un avis favorable des services de la main-d'œuvre à l'octroi d'une durée de validité normale quand il s'agissait de professions non atteintes par le chômage ou lorsque, en vertu des instructions en vigueur, le renouvellement devait être automatiquement accordé (étrangers ayant 10 ou 5 ans de séjour selon leur nationalité ; étrangers ayant des attaches françaises). En accordant ainsi une carte à validité normale le Ministre du Travail a considéré que la qualité de travailleur des intéressés ne devait plus être mis en question et que, vis-à-vis d'eux, la situation du marché du travail ne devait plus entrer en ligne de compte.

Aussi désormais et jusqu'à nouvel ordre, si le renouvellement des cartes d'identité à validité réduite doit, comme par le passé, être subordonné au visa préalable du Ministère du Travail, par contre celui des cartes d'identité à validité normale peut être opéré par la préfecture sans consultation préalable des services de la main-d'œuvre. Toutefois, en cas de changement de profession il faut toujours produire un contrat visé favorablement.

5° CONSTITUTION DE DOSSIERS SPÉCIAUX

a) Changement de profession. — Le dossier se compose du certificat de travail et de la carte d'identité à modifier.

Toutefois si le changement de profession entraîne un changement de catégorie, il y a lieu de constituer un dossier complet avec perception de taxe.

b) Prorogation de validité. — Le dossier se compose d'une requête sur timbre à 4 frs rédigée sommairement et précisant la date d'arrivée en France, de la carte d'identité à proroger et des pièces justificatives requises (nouveau contrat de travail visé favorablement, s'il s'agit d'un salarié : certificat médical, établi sur timbre, pour le cas de maladie ; certificat d'inscription dans une école de plein exercice ou dans une faculté, pour les étudiants).

c) Délivrance d'un duplicata. — Elle est effectuée sur la production d'un dossier complet et après versement de la taxe. Le dossier doit comporter aussi le procès-verbal de déclaration de perte ou de vol, de même que les renseignements relatifs à la carte perdue ou volée (numéro d'ordre, date de délivrance, préfecture qui l'a délivrée, validité).

Sur la fiche individuelle blanche, destinée au service central des cartes d'identité, la Préfecture doit porter l'indication « duplicata » à l'encre rouge, en haut et à droite, au-dessus du nom. Le numéro de la carte remplacée est indiqué au verso, à l'endroit réservé à cet effet et le motif justifiant le duplicata est énoncé brièvement en dessous.

En fin de mois, les fiches individuelles blanches se rapportant à des duplicatas sont l'objet d'un classement particulier et figurent sur un bordereau spécial pour leur envoi au service central. Lorsqu'il s'agit d'une carte perdue ou volée, avis en est donné au contrôle général des services de recherches judiciaires au Ministère de l'Intérieur.

d) *Modifications postérieures* à la délivrance de la carte

d'identité. Tout changement soit dans la nationalité, l'état-civil ou la situation de famille d'un étranger, survenant après la délivrance de sa carte d'identité, nécessite le remplacement de ce document qui ne doit comporter ni rature ni surcharge.

Il est alors procédé comme il est dit précédemment pour les cartes perdues ou devenues inutilisables.

Cette nouvelle délivrance donne lieu à la perception de la taxe normale en vigueur. La carte remplacée sera annulée.

6° RÉCÉPISSÉ

L'article 2, § 5, du décret du 6 Février 1935, porte « Un récépissé, d'un modèle spécial, sera délivré à tout étranger admis à souscrire une demande de carte d'identité ». Ce récépissé ne sera valable que si toutes ses mentions sont remplies (contrat de travail visé conformément à l'article 7, taxe, durée, etc...) et s'il porte, avec la signature de l'autorité qui l'a délivré, le timbre humide du commissariat de police (ou de la mairie) de la commune de résidence.

Toutes les fois que la carte d'identité est retirée à l'étranger pour l'envoyer à la préfecture aux fins de régularisation, un récépissé lui est remis portant la mention « Carte adressée à la Préfecture pour régularisation ».

Le récépissé est revêtu d'une photographie oblitérée par le timbre humide du commissariat de police (à défaut, de la mairie), afin d'éviter toute substitution ultérieure, et il est remis à l'étranger dès l'instant que son dossier est complet.

La C.I. n° 22, du 15 Avril 1933, précise qu'en conformité avec l'instruction générale du 25 Décembre 1924,

l'autorité municipale doit apposer sa signature manuscrite et son cachet, et ne pas se contenter de mettre une griffe, sur tout récépissé qu'elle délivre. En cas d'absence de l'autorité municipale (maire ou commissaire de police) qui normalement doit signer le récépissé, l'employé qui l'établit doit y apposer sa signature personnelle en la faisant précéder de la mention « Pour le maire » ou « Pour le commissaire de police » suivant le cas.

En principe le récépissé est valable un mois au maximum. Les récépissés actuellement en vigueur sont de deux sortes, les uns sont remis aux non-travailleurs, les autres sont reçus par les travailleurs. Les premiers ont été créés en Mars 1933, les seconds en Juillet 1936.

Avant le mois de Mars 1933 les récépissés étaient de couleur bulle et n'étaient pas détachés d'un registre à souches ; c'étaient de simples feuilles volantes. Ils étaient délivrés à toutes catégories d'étrangers. Le 11 Février 1931 fut créé un récépissé vert qui, lui aussi, n'était pas détaché d'un registre à souche ; il n'était délivré qu'aux salariés étrangers faisant leur première demande de carte d'identité. A l'encontre du modèle bulle, celui-ci ne comportait pas de cases réservées à l'apposition des visas de changement de domicile. Mais ces documents présentaient le gros inconvénient de ne pas laisser trace de leur délivrance et d'autre part de permettre la fraude étant donné la difficulté du contrôle.

C'est pourquoi en Mars 1933 on remplaça le récépissé bulle par le récépissé blanc actuellement en vigueur. Ces nouveaux récépissés ont été réunis en carnets de 25, numérotés de 1 à 25 ; chaque récépissé est attaché à une souche dont il est séparé au moment de sa remise à l'étranger.

Ils portent le chiffre indicatif du département dans lequel ils sont délivrés. Dès que les 25 formules de récépissés ont été utilisées, les souches dûment remplies sont renvoyées à l'administration préfectorale.

Les récépissés verts étaient toujours employés pour les premières demandes de carte des salariés.

A la demande du Ministre du Travail, le Ministre de l'Intérieur avait prescrit d'apposer au timbre humide sur les récépissés blancs les mentions « Travailleur industriel » ou « Travailleur agricole » ou « L'intéressé ne peut occuper d'emploi salarié », suivant le cas, afin de pouvoir distinguer facilement les différentes catégories d'étrangers.

Cette question des récépissés fut mise au point en Juillet 1936 par la création d'un nouveau modèle de récépissé vert destiné à tous les travailleurs (industriels et agricoles), qu'il s'agisse de demande de première carte ou de renouvellement. Ces récépissés, comme les récépissés blancs, sont tirés d'un carnet à souche, portant des numéros d'ordre de 1 à 25 et le numéro indicatif du département.

La distinction entre la demande de première carte et la demande de renouvellement n'existe plus ; quel que soit l'objet de la demande les récépissés blancs sont délivrés aux non salariés, les récépissés verts aux travailleurs salariés.

Sur le récépissé délivré aux stagiaires, il doit être porté au timbre humide la mention « stagiaire ». Sur celui délivré aux Espagnols on doit inscrire « Espagnol — Récépissé valable jusqu'à nouvel ordre. »

Afin de permettre la vérification des récépissés, chaque département a reçu un numéro indicatif. Tout récépissé dépourvu de ce numéro ou dont le chiffre ne correspon-

drait pas à celui du département d'origine est présumé faux. Voici le tableau indicatif : Ain (1), Aisne (2), Allier (3), Basses-Alpes (4), Hautes-Alpes (5), Alpes-Maritimes (6), Ardèche (7), Ardennes (8), Ariège (9), Aube (10), Aude (11), Aveyron (12), Bouches-du-Rhône (13), Calvados (14), Cantal (15), Charente (16), Charente-Inférieure (17), Cher (18), Corrèze (19), Corse (20), Côte-d'Or (21), Côtes-du-Nord (22), Creuse (23), Dordogne (24), Doubs (25), Drôme (26), Eure (27), Eure-et-Loire (28), Finistère (29), Gard (30), Haute-Garonne (31), Gers (32), Gironde (33), Hérault (34), Ille-et-Vilaine (35), Indre (36), Indre-et-Loire (37), Isère (38), Jura (39), Landes (40), Loir-et-Cher (41), Loire (42), Haute-Loire (43), Loire-Inférieure (44), Loiret (45), Lot (46), Lot-et-Garonne (47), Lozère (48), Maine-et-Loire (49), Manche (50), Marne (51), Haute-Marne (52), Mayenne (53), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Morbihan (56), Moselle (57), Nièvre (58), Nord (59), Oise (60), Orne (61), Pas-de-Calais (62), Puy-de-Dôme (63), Basses-Pyrénées (64), Hautes-Pyrénées (65), Pyrénées-Orientales (66), Bas-Rhin (67), Haut-Rhin (68), Haut-Rhin-Belfort (69), Rhône (70), Haute-Saône (71), Saône-et-Loire (72), Sarthe (73), Savoie (74), Haute-Savoie (75), Seine P.P. (76), Seine-Inférieure (77), Seine-et-Oise (78), Seine-et-Marne (79), Deux-Sèvres (80), Somme (81), Tarn (82), Tarn-et-Garonne (83), Var (84), Vaucluse (85), Vendée (86), Vienne (87), Haute-Vienne (88), Vosges (89), Yonne (90) — Alger (91), Constantine (92), Oran (93).

Ces carnets de récépissés sont fournis par la Préfecture. Les Espagnols ne doivent, jusqu'à nouvel ordre, recevoir de carte d'identité, le récépissé constitue leur titre de séjour normal.

Indications portées sur les récépissés blancs. — Numérotés de 0001 à 0025, ils portent sur le coin droit le numéro du département et à gauche la photographie du titulaire, puis les deux mentions, l'une ou l'autre biffée suivant le cas, « Récépissé de demande de carte d'identité ou de renouvellement de la carte n°... ».

En dessous sont portés les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, résidence, profession de l'étranger, validité du titre, date et signature de l'autorité municipale, taxe versée, numéro du reçu, date de la poste, pénalité versée, nombre de mois, numéro du reçu, date de la poste.

A la suite sont résumées les prescriptions concernant les visas de changement de domicile.

Au verso se trouvent les cases réservées à l'apposition des visas de changement de domicile et l'indication de la date de remise de la carte d'identité à son titulaire.

Les souches sont numérotées également de 0001 à 0025, chacune indique si c'est une demande de première carte ou de renouvellement ; l'autorité municipale ; les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, profession, domicile de l'étranger ; date et timbre de l'autorité municipale ; taxe perçue, pénalité s'il y a lieu, date d'envoi du dossier à la Préfecture.

Récépissés verts. — D'un format plus grand, ils sont formés d'une grande feuille divisée en trois parties.

La première partie porte la photographie et les indications : « Récépissé de demande de carte d'identité de travailleur agricole ou industriel (première carte ou renouvellement) délivré sur présentation soit d'un sauf-conduit établi à la frontière, soit d'un contrat de travail muni d'un avis favorable, soit d'un récépissé établi dans

un autre département, soit d'une carte d'identité à validité normale périmée » ; la description du contrat de travail et le numéro du visa en cas de demande de première carte.

La deuxième partie énumère les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, résidence de l'étranger ; la date et le cachet de l'autorité municipale. Elle mentionne que le récépissé n'est valable que trente jours et que sa validité doit être le cas échéant prorogée par l'autorité municipale qui remplit la formule de prorogation.

La troisième partie contient un avis sur les changements de domicile, avis qui invite également l'étranger à exécuter régulièrement son contrat de travail sous peine de s'exposer à des poursuites judiciaires de la part de son employeur.

En dessous, quatre cases sont réservées pour les visas de changement de domicile. La date de la remise de la carte d'identité à son titulaire est portée en bas.

Le verso du récépissé est occupé par la traduction en polonais, portugais, tchèque, yougoslave, italien et flamand, de l'avis et de l'indication de la validité du récépissé et de sa prolongation.

7° ENREGISTREMENT ET ENVOI DES DOSSIERS A LA PRÉFECTURE

Afin d'éviter que les dossiers ne s'égarent, de même que pour faciliter les recherches et les contrôles éventuels, toutes les autorités municipales quelles qu'elles soient, doivent tenir, en plus des registres d'inscription des visas de changement de domicile, *un livre général* où toutes les demandes de délivrance ou de renouvellement de carte

d'identité sont inscrites sans exception. Ce *livre* comporte *seize colonnes* : numéro du dossier ; date de la demande de la carte d'identité ; noms ; prénoms ; nationalité ; profession ; montant de la taxe de délivrance ; numéro du reçu de la poste ; montant de la pénalité de retard ; numéro du reçu de la poste ; date d'envoi du dossier à la préfecture ; numéro de la carte attribuée ; date de remise au titulaire ; date du renvoi à la préfecture en cas de disparition du titulaire ; date d'envoi du récépissé à la préfecture ; observations.

En cas de « refus de carte » la mention nécessaire est portée à l'encre rouge dans la colonne « carte attribuée », et la date de notification de la décision dans la colonne suivante.

Ces formalités remplies, le dossier complet est envoyé sans retard à la préfecture, en franchise et sous pli recommandé, afin de faciliter les recherches en cas d'erreurs de destination ou de retards importants et de permettre de dégager les différentes responsabilités.

Par dérogation à cette règle, le commissaire de police de la ville chef-lieu de département est dispensé de transmettre ses dossiers par la poste, mais il doit les inscrire sur un registre spécial qui doit chaque fois être signé par le chef du service des étrangers à la préfecture.

Les envois de dossiers à la préfecture sont toujours accompagnés d'un bordereau récapitulatif, indiquant les noms et prénoms des étrangers, les numéros de dossiers, les taxes perçues, la date d'envoi. La préfecture vise le bordereau en le certifiant exact et le renvoie à l'autorité municipale.

Les récépissés des envois recommandés remis à la poste sont conservés.

Enregistrement des dossiers à la Préfecture. — Lors de leur arrivée à la préfecture les dossiers de demande de délivrance ou de renouvellement de carte d'identité, même ceux provenant des autres préfectures, sont inscrits sur un même livre, suivant leur date d'arrivée et à chaque date, par ordre alphabétique pour faciliter les vérifications.

Ce livre comporte 14 colonnes* : date d'arrivée ; commune expéditrice ; nom ; prénoms ; nationalité ; profession ; taxe versée ; date et numéro du mandat ; pénalité versée ; date et numéro du mandat ; numéro de la carte attribuée ; date d'envoi de la carte ; date de réception du récépissé ; observations.

Classement des dossiers à la Préfecture. — La seule méthode logique et rationnelle consiste dans un classement unique établi par ordre alphabétique pur. Cette façon de procéder a l'avantage de permettre de trouver le dossier désiré sans avoir à rechercher un numéro d'ordre dans les fiches.

Toutefois il peut être utile de conserver en instance, afin d'en hâter la solution, les dossiers incomplets ; ceux-ci doivent être classés à part par ordre alphabétique pur.

Les fiches individuelles jaunes ne doivent pas être mises dans le dossier mais classées dans un fichier spécial, établi par ordre alphabétique pur. En cas de transmission d'un dossier à une autre préfecture, la fiche individuelle jaune doit obligatoirement lui être annexée en raison de la photographie qu'elle comporte et qui en fait un document de la plus haute importance. Elle peut d'ailleurs être utilement remplacée dans le fichier spécial par une autre plus succincte, destinée à renseigner sur la destination donnée au dossier.

Echange des dossiers de Préfecture à Préfecture. — Les dossiers étrangers doivent suivre leurs titulaires dans leurs divers changements de domicile.

1° *Dossiers réclamés à d'autres Préfectures.* — Pour les dossiers dont la transmission sera demandée aux autres préfectures un livre spécial est ouvert, il contient les *dix colonnes* suivantes :

Nom, prénoms, nationalité, adresse actuelle, adresse précédente, préfecture détentrice du dossier, date de demande, date de rappels, date de réception, observations.

2° *Dossiers envoyés à d'autres Préfectures.* — Pour les dossiers envoyés à d'autres préfectures sur leur demande expresse, un *livre spécial* est ouvert ; il contient les *huit colonnes* suivantes :

Date d'envoi, préfecture destinataire, nom, prénoms, nationalité, numéro de la carte du dossier envoyé, date et numéro du virement, observations.

Il y a lieu de mentionner dans la colonne 6 si la carte a été délivrée ou si elle est jointe au dossier.

C'est à la préfecture qui reçoit l'avis d'arrivée d'un étranger venant d'un autre département, à réclamer son dossier à la préfecture du département d'où il vient. Si le dossier transmis concerne une demande de carte d'identité non encore liquidée, le préfet du département du nouveau domicile continuera l'instruction de cette demande. Si la carte est prête à être délivrée, c'est le préfet du nouveau domicile qui se charge de la délivrance. Les dossiers doivent toujours être acheminés sous pli recommandés, qu'ils contiennent ou non des cartes d'identité.

Contrôle de l'encaissement des sommes versées à la Préfecture. — Le contrôle comprend deux livres :

Le premier tient lieu de livre de caisse, il est unique-

ment destiné à indiquer les divers mouvements de fonds et n'a à faire état que des bordereaux émanant du service des chèques-postaux, chaque opération avec ce service se traduisant obligatoirement par la réception d'une fiche indiquant, avec le détail de l'opération effectuée, l'actif du compte intéressé.

Il comporte les *sept colonnes* suivantes : date des bordereaux, nombre de versements, montant des versements, nombre de virements, montant des virements, total de l'actif, observations.

Le second, plus détaillé, tient lieu de livre journal ou de main-courante ; il sert uniquement à l'inscription nominative de tous les talons de mandats joints aux bordereaux du service des chèques postaux. Il permet, par rapprochement avec le livre d'enregistrement général des dossiers de noter les manquants et de contrôler la marche des services municipaux.

Ce livre comprend *huit colonnes* : date des bordereaux, nom, prénoms, commune, numéro du dossier, somme versée, somme virée, observations.

Ces talons de mandats sont mis dans les dossiers correspondants, avec le reçu de la poste.

Les virements effectués devront être portés sur ce livre, mais pour les distinguer des encaissements ils seront inscrits à l'encre rouge ; les colonnes 2, 3, 4 et 5 seront alors utilisées pour en désigner les destinataires.

8° *Etablissement de la carte d'identité et sa remise.* —

a) *Etablissement.* Dès la réception du dossier constitué par le commissaire de police (à défaut par le maire) les services de la préfecture doivent, avant toute enquête préalable, s'assurer que les fiches individuelles (blanche et jaune) sont remplies avec soin et qu'aucune indication ne

fait défaut. Ainsi que le dit l'article 3 du décret, la carte d'identité reproduit les mentions portées sur les fiches individuelles. Ces mentions devront être inscrites très lisiblement afin de permettre une vérification rapide aux autorités administratives appelées à les examiner.

Les cartes d'identité sont fournies toutes timbrées par l'administration de l'enregistrement, mais un emplacement est réservé au bas de la première page de la carte pour y apposer un timbre mobile.

La photographie doit être oblitérée au timbre sec sur deux de ses coins pour éviter tout subterfuge.

Les indications de la fiche individuelle jaune concernant la situation de l'étranger par rapport au marché du travail sont reproduites sur la carte d'identité.

Enfin le numéro de la carte attribuée et la date de son établissement sont reportés avec soin sur chaque fiche individuelle.

En cas de changement de profession sans changement de catégorie, la préfecture sur le vu du certificat visé favorablement par les services compétents du Ministère du Travail, fait apposer sur la page 5 (à l'intérieur de la carte) un papillon portant la mention « Exercice de la profession de... autorisé par le Ministère du Travail visa n°... du... ». Ce papillon pour être valable doit porter la signature manuscrite du Préfet et le timbre humide de la préfecture.

En cas de prorogation de validité, mention de celle-ci est portée sûr la carte à l'endroit réservé.

La carte délivrée en remplacement d'une carte perdue ou volée ou détruite, ne porte plus les mentions « duplicata » depuis la circulaire intérieure du 23 Juillet 1929, mais cette mention continue à figurer sur la fiche individuelle blanche destinée au Ministère de l'Intérieur.

La carte doit être signée par le préfet, mais en pratique c'est le Secrétaire général de la préfecture qui y appose sa signature manuscrite.

Sur la carte renouvelée est portée la mention « Renouvellement de la carte n°... ».

La carte ainsi achevée, timbrée et signée, est transmise à l'autorité administrative qui a établi le dossier de l'étranger, et elle ne devra être remise à son titulaire qu'en échange du récépissé qui lui a été délivré.

Afin d'éviter autant qu'il est possible que, dans les diverses transmissions, des cartes d'identité timbrées ne s'égarent, il y a lieu de ne faire circuler ces documents que sous plis recommandés. Cette façon de procéder constitue un contrôle plus rigoureux et permet soit de retrouver les cartes égarées, soit de déterminer les causes exactes de leur disparition en dégageant successivement la responsabilité des divers services appelés à les acheminer sur leur destination future.

b) Remise. — La carte d'identité, transmise sous pli recommandé au commissaire de police (ou au maire) qui a établi le dossier, doit être remise à son titulaire dans le plus bref délai possible. Cette remise ne doit avoir lieu qu'en échange du récépissé délivré à l'étranger, sauf en cas de perte dûment justifiée et dont procès-verbal sera dressé. Le récépissé sera complété par l'indication de la date de remise de la carte.

En recevant sa carte d'identité, l'étranger doit la signer en présence du fonctionnaire qui la lui remet.

Le récépissé est alors envoyé à la préfecture afin d'être annexé au dossier particulier de l'intéressé.

Si au moment de la remise de la carte l'étranger a quitté sa première résidence, le titre de séjour sera re-

ourné à la préfecture sous pli recommandé avec l'indication de sa nouvelle adresse. Si celle-ci est inconnue, la carte n'est renvoyée qu'un mois après, accompagnée d'une note explicative.

c) Différentes sortes de cartes d'identité. — La carte d'identité est formée d'une longue bande de papier résistant pliée en accordéon. Toutefois, les cartes de tourisme, frontalières et de protégés français ont un format spécial.

Chaque carte se compose de 10 feuilles remplies au recto comme au verso sauf la 2^e dont le verso forme l'envers de la couverture ; il y a donc 19 pages numérotées de 1 à 19.

Ces cartes d'identité sont de couleur différente suivant les catégories. La carte de couleur grise est remise aux « travailleurs industriels » ; elle sert aussi aux « artisans » et aux « stagiaires » ; et la couverture porte dans ce cas les mentions « Artisans (décret du 8 août 1935) » ou « stagiaires ». Celle de couleur jaune est donnée aux « Travailleurs Agricoles » ; les « Non Salariés » ont une carte verte.

Sur la carte des « Travailleurs Industriels » est porté en dessous de ce titre la définition « (Par travailleur industriel on entend tout travailleur non agricole ou non forestier) ».

La carte de travailleur comporte les indications suivantes : à la page 1, le timbre de taxe, le numéro de la carte et l'indication de la catégorie, la place pour le timbre de renouvellement ; à la page 2, la photographie, la durée de validité, l'autorité qui l'a délivrée et la date de délivrance, la signature du titulaire ; à la page 3, les nom, prénoms, date et lieu de naissance de l'étranger ; les nom, prénoms et lieu de naissance de ses père et mère ; sa pro-

fession, nationalité (en indiquant le mode d'acquisition) situation de famille ; à la page 4, les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité du conjoint ; prénoms, date et lieu de naissance, nationalité des enfants dispensés de carte ; domicile de l'étranger ; à la page 5, indications concernant le contrat de travail ; à la page 6, indications concernant le certificat médical ; les pages 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, servent aux visas de changement de domicile ; la page 11 permet de faire deux prorogations de validité ; les pages 18 et 19 contiennent des recommandations à l'usage des étrangers, résumant certaines dispositions de la réglementation en vigueur.

La carte de non salarié ne comporte pas de page pour le contrat de travail ni pour le certificat médical, ces deux pages sont occupées par les visas de changement de domicile. Elle porte les mêmes indications que la carte de travailleur.

Cartes annulées. — Une circulaire Intérieure du 30 Janvier 1934 a décidé qu'à l'avenir les cartes d'identité annulées, (expulsés, refoulés, naturalisés, décédés, etc...) ne seraient plus renvoyées au Ministère de l'Intérieur. Les services de la préfecture apposeront sur elles, au timbre humide, la mention « carte annulée » et les classeront ensuite dans les dossiers de leur titulaires.

9° *Procédure du Transfert de domicile.* — L'article 10 paragraphes 2 et 3, dit que les visas de changement de domicile doivent être inscrits sur la carte d'identité, dans les cases réservées à cet effet, et reportées sur les registres spéciaux que les mairies et les commissariats de police doivent tenir. « Les maires et les commissaires de police devront, de leur côté, communiquer immédiatement tout changement de domicile à la préfecture du département

chargée d'en aviser la Direction de la Sûreté Nationale au Ministère de l'Intérieur ».

Les visas de départ et d'arrivée sont délivrés gratuitement par l'autorité municipale chargée du service des étrangers : en principe ils ne peuvent être refusés. Toutefois l'autorité municipale doit se rendre compte si l'étranger est en règle avec les diverses prescriptions en rigueur et si sa carte d'identité est encore valable. Lors de la délivrance du visa d'arrivée, l'autorité municipale doit prendre note avec soin du département d'où vient l'étranger.

Chacun de ces visas de changement de domicile doit être immédiatement reporté sur un registre spécial et signalé à la préfecture.

Le registre des visas d'arrivée comprend onze colonnes : date, nom, prénoms, état-civil (date et lieu de naissance), nationalité, profession, adresse actuelle, provenance, titre de séjour présenté, date d'avis à la préfecture, observations.

Celui des visas de départ a onze colonnes également : date, nom, prénoms, état civil (date et lieu de naissance), nationalité, profession, dernière adresse, destination, titre de séjour présenté ; date d'avis à la Préfecture, observations. Les avis de départ ou d'arrivée envoyés indiquent : les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, profession, date de départ ou d'arrivée, lieu de destination ou lieu de provenance. En observations, est porté éventuellement le numéro du procès-verbal dressé pour défaut de visa de départ ou d'arrivée.

Pour le visa d'arrivée, deux avis sont adressés à la préfecture, l'un pour les services de la préfecture, l'autre pour le commissaire de police (à défaut le maire) du lieu de départ, sous le couvert du préfet.

Dès réception de l'avis d'arrivée, le commissaire de police ou le maire qui a délivré le visa de départ reporte sur le registre des visas de départ la nouvelle adresse de l'étranger et il indique éventuellement dans la colonne observations la contravention encourue pour défaut de visa.

Cette formalité a pour but de permettre aux services préfectoraux : 1° de tenir à jour leur contrôle des étrangers, 2° de porter les changements de domicile à la connaissance du service central des cartes d'identité par des états mensuels, 3° de réclamer à la préfecture de l'ancienne résidence le dossier de l'intéressé quand il s'agit d'un visa à l'arrivée et qu'il y a eu changement de département.

Une procédure spéciale est applicable aux étrangers titulaires d'un récépissé en ce qui concerne les visas d'arrivée.

1° S'il n'y a pas eu changement de département, il y a lieu d'appliquer la procédure ordinaire.

2° S'il y a eu changement de département, l'autorité municipale devra retenir le récépissé qui lui est présenté et en délivrer un nouveau sur lequel elle reportera toutes les indications (y compris celle de la taxe) figurant sur le premier, en ayant soin d'ajouter la mention « en remplacement du récépissé de demande de carte d'identité (ou de demande de renouvellement de la carte n°...) délivrée le... à... ». Le récépissé retiré sera immédiatement transmis avec l'avis de délivrance du visa d'arrivée à la préfecture du département qui devra aussitôt réclamer à celle du précédent domicile le dossier qu'elle a dû constituer pour l'étranger en cause. La délivrance du nouveau récépissé ne donne lieu à aucune perception de taxe car celle déjà versée doit suivre le dossier de l'intéressé par le moyen d'un virement postal.

10° *Organisation pratique du service des étrangers dans*

un Commissariat. — En pratique, chaque fois qu'un étranger fait une demande de carte d'identité ou arrive d'une autre localité, il lui est demandé une photographie supplémentaire destinée à être collée sur une fiche individuelle, portant à peu près les mêmes indications que celles qui sont inscrites sur les fiches individuelles réglementaires et qui restera au commissariat. Sur cette fiche sont portés, au fur et à mesure de leur délivrance, les différentes cartes et récépissés délivrés à l'étranger intéressé. Les différents passages de celui-ci dans la localité y sont mentionnés ; les changements (de catégorie, de situation de famille, etc...) le concernant, sont également notés sur cette fiche qui constitue pour ainsi dire une sorte de curriculum vitae administratif de l'étranger pendant son séjour dans la localité.

Ces fiches sont classées dans des fichiers, par ordre alphabétique pur, l'un des fichiers comprenant les fiches des étrangers qui ont quitté la localité, l'autre renfermant celles des étrangers actuellement dans la ville.

D'autre part un dossier individuel, dans lequel sont insérés tous les renseignements, tous les rapports administratifs, est constitué pour chaque étranger ; une fiche sur laquelle est porté le numéro du dossier, est classée au fichier général.

En outre, une circulaire intérieure du 1^{er} Décembre 1927 prescrit que l'autorité municipale doit toujours être en mesure de faire connaître le nombre des étrangers présents dans la circonscription, leur répartition dans les usines, fabriques et entreprises, avec indication de la nationalité, du sexe et de l'âge. A cet effet on peut avoir un tableau à languettes mobiles, rigoureusement tenu à jour, sur lequel est porté, par ordre alphabétique de nationalité et

par catégorie de profession, le nombre des étrangers en résidence dans la commune.

Etats adressés. — Plusieurs états sont adressés à l'autorité préfectorale :

a) Un extrait du registre d'inscription des étrangers qui ont fait viser leur carte d'identité ou leur récépissé au départ pendant le mois.

b) Un extrait du registre d'inscription des étrangers qui ont fait viser leur carte d'identité ou leur récépissé à l'arrivée pendant le mois.

c) La liste nominative des étrangers décédés pendant le mois. Cet état comprend neuf colonnes : date du visa d'arrivée, numéro, département et date de délivrance de la carte d'identité, nationalité, nom, prénoms, date et lieu de naissance, date du décès, observations.

On joint à l'état les cartes d'identité des étrangers décédés.

d) Le recensement annuel.

Le montant du fonds commun constitué à l'aide des taxes versées lors de la délivrance ou du renouvellement des cartes d'identité étant réparti annuellement au prorata de la population étrangère de chaque département et de chaque commune, telle qu'elle résulte du recensement annuel des étrangers, opéré par les soins du Ministère de l'Intérieur, il est procédé chaque année par les autorités municipales à un recensement qui porte sur tous les étrangers (même les enfants en bas-âge) appelés à résider en France plus de deux mois et qui sont domiciliés dans la localité. Les résultats de ce recensement fait au 25 Décembre de chaque année, sont inscrits sur un état comportant la liste des nationalités reconnues par le gouvernement Français et classées par ordre alphabétique, en distinguant les hommes, les femmes et les enfants.

Publications. — Les services municipaux reçoivent plusieurs publications concernant uniquement les étrangers.

1° « *L'état signalétique des étrangers expulsés de France* », qui paraît tous les mois et dans lequel sont classés par ordre alphabétique les expulsés avec les indications suivantes pour chacun : état-civil, signalement complet, date de l'arrêté d'expulsion et autorité qui l'a pris, l'arrêté a été notifié ou doit être notifié.

Chaque état donne à la fin les arrêtés d'expulsion notifiés avec rappel de l'état sur lequel se trouve l'étranger visé, de même que les arrêtés qui ont été rapportés.

2° Les « *Circulaires des étrangers recherchés ou refoulés* ». Elles indiquent :

a) les étrangers signalés comme disparus après leur entrée sur le territoire ou ayant quitté leur domicile sans indiquer leur nouvelle adresse.

b) les étrangers ayant fait l'objet d'un refus de carte d'identité ou signalés comme indésirables et ne devant pas être autorisés à séjourner sur le territoire.

c) les recherches rapportées, avec le numéro du dossier, le numéro d'ordre, le numéro de la circulaire et la date de celle-ci.

Ces étrangers sont classés par ordre alphabétique avec indication de leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité. Ils ont un numéro d'ordre qui recommence toujours au numéro 1 pour chaque circulaire.

3° Les « *Circulaires de cartes d'identité perdues ou volées* ». C'est la liste par ordre alphabétique des étrangers qui ont fait une déclaration de perte ou de vol de carte d'identité. Elle indique leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, le numéro et la validité de la carte d'identité perdue ou volée.

Les avis de cessation, de recherches, sont portés à la fin.

4° Les « *Circulaires des étrangers débiteurs envers le Trésor* ». Les étrangers sont classés par ordre alphabétique avec mention de leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité.

Les noms des étrangers inscrits sur ces différentes publications sont reportés sur des fiches qui sont classées dans des fichiers par ordre alphabétique et qui renvoient aux états sus-visés.

Chaque fois qu'un étranger arrive dans une localité, il doit faire l'objet de recherches au fichier précédemment indiqué et à celui du bulletin hebdomadaire de police criminelle.

D'autre part, les préfectures doivent constituer également un semblable fichier, et des circulaires intérieures recommandant aux services préfectoraux d'entreprendre des recherches sérieuses avant de délivrer ou de renouveler une carte d'identité.

IV. Etude critique de la Réglementation

La réglementation concernant les étrangers est en perpétuel changement ; elle s'améliore tous les jours. Toutefois dans les réformes envisagées, il est nécessaire de concilier le souci du respect de la liberté individuelle avec celui de la sécurité de l'Etat, ce qui gêne parfois l'élaboration de la réglementation. En effet certaines mesures qui paraîtraient bonnes d'un côté, présentent une autre face dont les inconvénients en rendent l'acceptation impossible.

Nous considérons toutefois que de nouvelles améliorations pourraient encore être apportées à la réglementation concernant les étrangers, sans pour cela se mettre en contradiction avec les principes établis.

1° *Contrôle sanitaire.* — Le contrôle sanitaire actuel est insuffisant. Il ne portait pratiquement jusqu'au début de 1927, en dehors tout au moins des frontières de mer où s'applique la législation de la police sanitaire maritime, que sur les immigrants introduits collectivement, c'est-à-dire, les moins suspects puisqu'ils ont déjà été examinés dans leur pays d'origine. Depuis le mois de février 1927, les travailleurs entrant à titre individuel doivent être munis d'un certificat médical revêtu du visa consulaire français. Les individus qui entrent en France en dissimulant leur qualité de travailleurs ou qui passent dans cette catégorie après leur entrée en France, doivent produire également un certificat médical délivré par un médecin agréé.

Il serait nécessaire à notre avis d'obliger tous les étran-

gers, qui viennent s'établir en France, à produire un certificat médical, quelle que soit la catégorie (travailleurs ou non salariés) à laquelle ils appartiennent.

2° *Contrôle de la moralité.* — Il semblerait utile de connaître la moralité des étrangers désirant s'établir en France. C'est dans ce but qu'une circulaire intérieure n° 202 du 2 Juin 1932 a décidé qu'aucune délivrance de carte d'identité ne devrait être accordée sans la production d'un extrait du casier judiciaire de l'étranger en cause, extrait datant de moins de trois mois, établi par les autorités de son pays d'origine et de celui d'où il vient s'il y a séjourné plus de six mois, et obligatoirement visé par un agent consulaire français.

Pour le renouvellement de la carte d'identité, l'extrait à produire est celui du casier judiciaire français pour le cas où cet étranger aurait déjà produit un extrait du casier judiciaire de son pays d'origine.

Cette circulaire a précisé que la présence d'une seule condamnation devait entraîner le rejet de la mesure sollicitée (délivrance ou renouvellement de la carte) et la transmission d'une proposition d'expulsion.

Malheureusement cette mesure ne fut pas appliquée car dès le 6 Juillet, M. le Ministre de l'Intérieur autorisait les préfets à suspendre les dispositions de cette circulaire.

S'il peut être exagéré de refuser à l'étranger, qui a subi une légère condamnation, l'entrée et l'établissement dans notre pays, il est manifeste qu'il est du plus grand intérêt d'écarter les individus dont les condamnations en font un danger public.

3° *Empreintes digitales.* — La facilité assez grande avec laquelle sont falsifiées les cartes d'identité a obligé le législateur à renforcer les pénalités concernant ces agissements.

il serait bon également, en vue de renforcer le contrôle et la surveillance, d'obliger les étrangers à apposer à côté de leur signature manuscrite, leurs empreintes digitales. Cette formalité ne pourrait pas être considérée comme vexatoire pour les étrangers car les français qui demandent une carte d'identité se plient bien à cette opération.

Nous irons même jusqu'à dire que les empreintes digitales devraient également être apposées sur la fiche individuelle blanche qui est envoyée au Ministère de l'Intérieur pour constituer le casier central. De cette façon, les empreintes digitales des étrangers établis en France seraient centralisées.

Cette solution est d'ailleurs préconisée pour les nationaux d'un pays, par M. Sébastien S. Eustatziu dans son livre « La Grande Lutte du Siècle. Policiers et Malfaiteurs » préfacé par M. le Docteur Locard, directeur du Laboratoire de Police Technique de Lyon (1929).

La carte d'identité devrait, dit l'auteur, être obligatoire pour chaque personne à partir de 15 ans. Elle porterait les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession, signalement descriptif, photographie, empreinte de l'index droit et signature de son titulaire. Pour obtenir cette carte la personne remplirait à la main une fiche qui resterait au bureau qui la lui a délivrée et qui porterait les empreintes digitales de ses dix doigts et sa photographie.

L'auteur cite le cas du Chili où une loi a établi l'identité obligatoire pour les hommes, à partir de 16 ans, résidant dans le pays.

4° *Visas de changement de domicile.* — Actuellement les étrangers qui changent de domicile ne sont astreints à faire viser leur carte d'identité que s'ils changent de commune.

Il est évident que si dans une petite localité l'étranger

qui change de domicile sans quitter la commune peut facilement être retrouvé, il n'en est pas de même dans les grandes villes où l'étranger peut dans ce cas échapper à la surveillance administrative s'il n'habite pas en garni ou ne loge pas chez un habitant, puisque nous savons que depuis le décret du 14 octobre 1936, les propriétaires ne sont plus tenus de déclarer leurs locataires étrangers. Cette carence des textes a l'inconvénient de faire naître des pratiques heureuses en elles-mêmes mais dont malheureusement l'inobservation de la part de l'étranger échappe à toute répression. C'est ainsi qu'à Paris tout étranger qui change de domicile, doit en faire la déclaration, un visa est apposé sur la carte.

C'est pourquoi nous estimons qu'il y aurait intérêt à obliger tout étranger qui change de domicile même à l'intérieur de la commune, d'en faire la déclaration au commissariat de police (à défaut à la mairie). Cette mesure n'aurait rien de tracassière, elle ne porterait pas atteinte à la liberté de circulation sur tout le territoire puisque les changements de résidence resteraient libres comme par le passé.

V. Conclusion

La police des étrangers, comme nous l'avons dit, a pour but d'assurer la sécurité de l'Etat tout en respectant le plus possible la liberté de migration.

La réglementation actuelle est imprégnée de cette idée et elle ne porte atteinte qu'exceptionnellement à la liberté d'établissement.

Elle ouvre d'abord largement les frontières aux touristes étrangers qui sont même dispensés des formalités habituelles si leur séjour en France n'excède pas six mois.

Elle permet à tout étranger, qui n'exerce pas une profession salariée, de venir s'établir librement en France.

Elle contient seulement des dispositions restrictives en ce qui concerne l'entrée des travailleurs salariés, qui font l'objet d'un contrôle sérieux ayant pour but d'empêcher qu'un nouvel apport de main-d'œuvre ne vienne aggraver le déséquilibre de l'économie nationale. Seuls les travailleurs appartenant à des professions où la carence de main-d'œuvre se fait sentir, peuvent obtenir l'autorisation de venir occuper en France un emploi salarié. Ces dispositions, d'ailleurs, sont très strictement appliquées à l'heure actuelle et l'avis favorable n'est accordé qu'après une enquête sérieuse.

On tend d'ailleurs de plus en plus à considérer que l'étranger admis à séjourner en France ne peut être invité à quitter le territoire s'il observe la législation en vigueur ; l'expulsion devient ainsi une mesure tout à fait exceptionnelle réservée aux étrangers dont les agissements constituent un danger réel et grave pour la sûreté de l'Etat.

Vu :

Le Doyen,
ALLIX.

Le Président,
MESTRE.

Vu et Permis d'Imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- BERTHÉLÉMY. — *Traité de Droit Administratif.*
- HAURIU. — *Précis de Droit Administratif et de Droit Public.*
- JACQUELIN. — Cours de Doctorat 1933-1934, *Le Conseil d'Etat, Chef hiérarchique suprême.*
- SCELLE. — *Précis de Droit des Gens*, deuxième partie.
- POLITIS. — *Les Nouvelles Tendances du Droit International.*
- WEISS. — *Traité théorique et pratique de droit international privé.*
- SAVATIER. — *Nouveau Dictionnaire pratique de droit*, V. étranger.
- BÈS DE BERC, Emmanuel. — Thèse, Paris, 1880, *De l'expulsion des étrangers.*
- GARNOT, Xavier. — Thèse, Paris, 1885, *Aperçu sur la condition des étrangers à Rome et sur la condition de l'étranger sous le droit public français.*
- BARRIER, André. — Thèse, Paris, 1898, *La Police des étrangers en France et la taxe de séjour.*
- MÉDECIN, Paul. — Thèse, Paris, 1909, *Etude sur l'admission des étrangers en France.*
- MARTINI, Alexis. — Thèse, Paris, 1909, *L'expulsion des étrangers.*

DIDION, Maurice. — Thèse, Paris, 1911, *Les salariés étrangers en France*.

DALLIER, Georges. — Thèse, Paris, 1919, *La Police des étrangers à Paris et dans le département de la Seine*.

VALET. — Thèse, Paris, 1920, *Les restrictions à l'immigration*.

LUCE, Charles. — Thèse, Paris, 1924, *La situation des travailleurs étrangers en France*.

RODET, Yves. — Thèse, Paris, 1924. — *L'immigration des travailleurs étrangers en France*.

GUITÉRA, Jean-Baptiste. — Thèse, Paris, 1924. — *Le Contrat-type*.

LACHAZE, Marcel. — Thèse, Paris, 1928, *Du statut juridique de l'étranger au regard du droit public français*.

MAUCO, Georges. — *Les étrangers en France*.

Bulletin de tous les Ministères (Lois, décrets, arrêtés, circulaires).

Bulletin du Ministère de l'Intérieur.

